

REVUE ANNUELLE DES ACTIONS MENÉES EN 2019 DANS LE CADRE DU PARTENARIAT
ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

SEPTEMBRE 2020





REVUE ANNUELLE DES ACTIONS MENÉES EN 2019 DANS LE CADRE DU PARTENARIAT ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

SEPTEMBRE 2020

SOMMAIRE

SIGLES	4
AVANT PROPOS	13
LES FINANCEMENTS DE L'UE POUR LA MAURITANIE EN 2019	16
LE PARTENARIAT UE-RIM 2019 - LES AXES DU NOUVEAU CONSENSUS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT.....	16
LE PARTENARIAT UE-RIM 2019 - LA STRATÉGIE DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE ET DE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE 2016-2030.....	17
LE PARTENARIAT UE-RIM 2019 - LES INSTRUMENTS FINANCIERS.....	17
LE FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT (FED).....	17
L'INSTRUMENT EUROPÉEN POUR LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME (IEDDH).....	18
LE FONDS ASILE MIGRATION ET INTÉGRATION (FAMI).....	18
LE FONDS FIDUCIAIRE D'URGENCE EN FAVEUR DE LA STABILITÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LES CAUSES PROFONDES DE LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE ET DU PHÉNOMÈNE DES PERSONNES DÉPLACÉES EN AFRIQUE (FFUE) – ACTIONS NATIONALES.....	19
L'AIDE HUMANITAIRE ET LA PROTECTION CIVILE.....	20
LA CONVENTION DES MAIRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE (COM SSA).....	21
COMMUNICATION – SANTÉ.....	22
LES ACCORDS DE PÊCHE BILATÉRAUX.....	22
LES CHIFFRES CLÉS DU PARTENARIAT UE-RIM	23
LES ACTIONS FINANCÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE EN 2019	28
AXE HUMANITÉ – DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DIGNITÉ.....	28
AXE PLANÈTE.....	53
AXE PROSPÉRITÉ.....	61
AXE PAIX.....	84
AXE PARTENARIAT.....	92
PERSPECTIVES 2020	99
ACTIONS PRÉVUES EN 2020.....	99
RÉFLEXIONS SUR L'ACCORD DE COTONOU ACP-UE POST 2020.....	100
ANNEXES	102
PRESENTATION DÉTAILLÉE DES CHIFFRES CLÉS DU PARTENARIAT UE-RIM POUR 2019.....	102

Sigles

AC	Accord Communautaire
ACF	Action Contre la Faim
ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
ACPS	Alliance Cash pour la Protection Sociale
ACP-UE	Afrique Caraïbe Pacifique - Union Européenne
AECID	Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement
AEP	Adduction d'Eau Potable
AFCF	Association des Femmes Chef de Famille
AFD	Agence Française de Développement
AGLC	Association de Gestion Locale Collective
AGPO	Associations de Gestion Participative des Oasis
AGR	Activité Génératrice de Revenu
AI-PASS	Appui Institutionnel au Programme d'Appui au Secteur de la Santé
AL	Acteurs Locaux
AMAD	Association Mauritanienne pour l'Auto-Développement
AMCC	Alliance Mondiale pour le Changement Climatique
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANAPEJ	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant
APD	Aide Publique au Développement
AREDDUN	Appui à la Résilience environnementale et développement durable de la ville de Nouakchott
ATPE	Aliments thérapeutiques prêts à l'emploi
BAD	Banque Africaine de Développement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BID	Banque Islamique de Développement
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
C4D	Techniques de communication et de Plaidoyer
CAON	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National
CARI	Centre d'Actions et de Réalisations Internationales
CARSEC	Centre d'Accueil et de Réinsertion Sociale des Enfants en Conflit avec la Loi
CC	Cadre de Concertation
CCC	Cadre de Concertation Communal
CCCI	Cadres de Concertation Communautaires Inclusifs
CCFH	Comité Codex sur l'Hygiène Alimentaire
CCIAM	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture

CCJ	Cadre de Concertation Jeunesse
CCPNCC	Cellule de Coordination du Programme National sur le Changement Climatique
CCR	Cadre de concertation régional
CDD	Comités des Droits des Détenus
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CE	Commission Européenne
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CELLRAD	Cellule régionale de prévention de la radicalisation
CERFIP	Cellule des Études et des Réformes des Finances Publiques
CFIP	Centre Formation Insertion Professionnelle
CNDSP	Comité National de Dialogue Social dans la Pêche
CNRADA	Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole
CODEP	Ciblage des communes et villages
COGES	Comités de gestion des écoles
CoM SSA	Convention des maires en Afrique sub-saharienne
Co-RIM	Projet d'appui à la résilience et la cohésion culturelle et sociale
CQFMP	Centre de Qualification et de Formation aux Métiers de la Pêche
CRENAS	Centres de Réhabilitation Nutritionnelle en Ambulatoire
CRENI	Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Intensifs
GRESS	Caisse Régionale Solidarité Santé
CRM	Croissant Rouge Mauritanien
CS	Centre de Santé
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSS	Collège Sahélien de Sécurité
CSU	Couverture Santé Universelle
CTA	Complexe de tirs adapté
CUN	Communauté Urbaine de Nouakchott
CVC	Compétences de Vie Courantes
DBM	Déchets BioMedicaux
DEVCO	Développement et Coopération – EuropeAid
DGB	Direction Générale du Budget
DGFIPCE	Direction Générale des Financements, des Investissements Publics et de la Coopération Economique
DGI	Direction Générale des Impôts
DGIT	Direction Générale des Infrastructures et des Travaux
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de Comptabilité Publique
DGTT	Direction Générale des Transports Terrestres
DHIS	District Health Information Software

DHP	Direction de l'Hygiène publique
Djikké	Institution de Microfinance
DPCIS	Direction de la Planification, de la Coopération et de l'Information Sanitaire
DPP	Devis Programme pluriannuel
DRAS	Direction Régionale des Affaires Sociales
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
DRJS	Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports
DUE	Délégation de l'Union Européenne
ECHO	European Commission Humanitaire Aid Office
ECODEV	ONG Ecole du Développement
ECOWAS	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest
EDS	ONG Ensemble pour la Solidarité et le Développement
EEAS	European External Action Service
EM	Etat Membre
EMGA	Etat-Major Général des Armées
ENABEL	Agence Belge de Développement
ENAJM	Ecole Nationale d'Administration, du Journalisme et de la Magistrature
ENFVA	Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole de Kaédi
ESS	Économie Sociale et Solidaire
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social
FAMI	Fonds Asile, Migration et Intégration
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FDAL	Fin de la Défécation à l'Air Libre
FED	Fonds Européen de Développement
FEDD	Fonds Européen de Développement Durable
FEFA	Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes
FFUE	Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIIAP	Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas
FOC	Capacité opérationnelle Finale
FSI	Forces de Sécurité Intérieure
FSMS	Système de suivi de la sécurité alimentaire
FTP	Formation Technique et Professionnelle
GAP	Plan d'Action Genre
GAR-SI	Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Interventions au Sahel
GDK	Guidimakha
GERME	Gérez Mieux Votre Entreprise
GFD	General Food Distribution

GFP	Gestion des Finances Publiques
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIS	Groupement d'Intérêt Scientifique
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GRDR	Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural
GRET	Groupe de Recherche et d'Echanges Techniques
GTRN	Gestion Territoriale des Ressources Naturelles
GTT	Groupe de Travail Technique
GUDDRN	Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott
HCR	Haut Commissariat pour les Réfugiés
HEC	Hodh El Chargui
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
HMC	Hôpital mobile de campagne
ICD	Instrument de Coopération au Développement
ICP	Infirmiers Chefs de Poste
IEDDH	Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme
IGE	Inspection Générale d'Etat
IGF	Inspection Générale des Finances
IMF	Institution de Microfinance
IMROP	Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches
IMT	Institut de Médecine Tropicale
INAP-FTP	Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle
IOC	Capacité Opérationnelle Initiale
IPDEV	Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest
ISSET	Institut Supérieur d'Enseignement Technologique
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JGC	Jobs and Growth Compact
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
LT	Long Terme
MA	Ministère de l'Agriculture
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MAG	Malnutrition Aigüe Globale
MAM	Malnutrition Aigüe Modérée
MAS	Malnutrition Aigüe Sévère
MASEF	Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille
MDR	Ministère du Développement Rural
MEAL	Monitoring Evaluation Accountability and Learning
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MFSEEC	Institution de Microfinance
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MIDEC	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MJ	Ministère de la Justice
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MORSE	Maîtrise d'Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux
MPEM	Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime
MS	Ministère de la Santé
MSF	Médecin Sans Frontière
NKTT	Nouakchott
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
ODD	Objectifs de Développement Durable
ODZASAM	ONG Nationale
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ON	Ordonnateur National
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONISPA	Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture
ONS	Office National de la Statistique
ONSER	Office National des Services en Eau en milieu Rural
ONU	Organisation des Nations Unies
OPA	Organisation Producteurs Agricoles
OSC	Organisation de la Société Civile
OSC/AL	Organisation de la Société Civile/Acteurs Locaux
OXFAM	ONG Oxfam
PAAEDC	Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat
PACAO	Programme d'Appui à la Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie
PAGEFIP	Projet d'Appui à la Gestion des Finances Publiques
PAIST	Projet d'Appui Institutionnel au Secteur des Transports
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAMO FED11	Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11ème FED
PARJ	Programme d'Appui à la Réforme de la Justice
PASS	Programme d'Appui au Secteur de la Santé
PAV	Plan d'action Villageois
PB	Périmètre Brachial
PCAM	Prise en Charge Communautaire de la Malnutrition Aigüe

PCIMA	Protocole de Prise en Charge de la Malnutrition
PCIME	Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant
PCMS	Protocole de prise en Charge Intégrée de la Malnutrition
PDA	Points de Débarquements Aménagés
PDM	Post Distribution Monitoring
PDR	Plan de Développement Rural
PDSRH	Plan de Développement Santé Ressources Humaines
PEC	Formation Prise en Charge Malnutrition Aigüe
PECOBAT	Programme d'amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP
PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PFE	Pratiques Familiales Essentielles
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
PICODEV	Projet d'initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz
PIE	Plan d'Investissement Externe
PIN	Programme Indicatif National
PIR	Programme Indicatif Régional
PIROG	Programme intercommunal de renforcement des communes dans la maîtrise d'ouvrage et la gestion des services locaux
PK	Point Kilométrique
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNBA	Parc National du Banc d'Arguin
PND	Parc National Diawling
PND5	Programme National de Développement Sanitaire
PNR	Plans Nationaux de Réponse
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPBSE	Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi-Evaluation
PPP	Partenariat Public Privé
PRI	Plan Régional D'Investissement
PRO-COOP	Projet de Renforcement des Coopératives de Guidimakha pour le développement durable
PROGES-Lait	Programme Régional d'Extension de l'Horizon des Opportunités de Valorisation de la Chaîne de valeur Lait par l'Accès aux Services Energétiques durables
PS	Poste de Santé
PSS	Appui psychosocial en milieu scolaire
PTF	Partenaire Technique et Financier
PTOM	Pays et Territoire d'Outre-Mer
RADDO	Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis
RAME	Réseau des Associations Mauritanienes d'Europe

RENAPESS	Réseau National de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire au Mali
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RH	Ressources Humaines
RIM	République Islamique de Mauritanie
RIMDIR	Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales
RIMFIL	Promotion du développement de filières agricoles et pastorales durables
RIMRAP	Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale
RISAP	Revue Institutionnelle du Secteur Agricole et Pastoral
RN	Ressources Naturelles
RNV	Revue nationale Volontaire
RSCB	Réserve Satellite du Cap Blanc
SAE	Services d'Appui aux Entreprises
SAFIRE	Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie
SANAD	Sécurité Alimentaire Nutritionnelle et Agriculture Durable
SARA	Service Availability & Readiness Assessment
SC	Société Civile
SC	Save the Children
SCAPP	Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée
SDAU	Schéma directeur d'aménagement urbain de la ville de Nouakchott
SDR	Schéma Directeur Régional
SEMAH	Phase 2 du projet Prévention conflits (Semah)
SGNM	Stratégie nationale pour la gestion de la Migration
SIG	Système d'Information Géographique
SMART	Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporel
SNE	Stratégie Nationale de l'Emploi
SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière
SNIS	Système National d'Informations Sanitaires
SNSA	Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire
SNSR	Stratégie Nationale de Sécurité Routière
SOMELEC	Société Mauritanienne d'Electricité
SPC	Systèmes de Protection Communaux
SSPAC	Système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière
SSR	Services de Santé Sexuelle et Reproductive
STD	Services Techniques Décentralisés
TAF	Facilité d'Assistance Technique
TDH	Terre Des Hommes
TENMIYA	ONG TENMIYA

TP	Ménage Très Pauvre
TRP	Tables Régionales de Protection
TV	Télévision
UA	Union Africaine
UCFG	Union des Coopératives Féminines de Guidimakha
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UE-RIM	Union Européenne - République Islamique Mauritanie
ULPI	Unités Locales de Propriété Immobilisées
UMA	Union du grand Maghreb Arabe
UN	Nations Unies
UNHAS	Service aérien humanitaire des Nations unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USPEC	Unités de Prise en Charges des Victimes de Violences Basées sur le Genre
VAC	Violences à l'encontre des enfants
VBG	Violence Basée sur le Genre
VEDAN	Violence, Exploitation, Discrimination, Abus, et Négligence
VRPC	Volontaire Réfugiés pour la Propreté du Camp
WASH	Eau, assainissement et hygiène
ZRS	Zone à Régime Spécial



AVANT PROPOS

La politique de développement se trouve au cœur des politiques extérieures de l'Union européenne. Ses objectifs sont l'éradication de la pauvreté, la transition vers une croissance durable, la défense des Droits de l'Homme et de la démocratie, la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que la préservation de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. L'Union européenne et ses Etats membres œuvrent à l'échelle mondiale et constituent le plus important contributeur en matière d'aide au développement.

L'Union européenne joue un rôle prépondérant au niveau international en matière de cohérence des politiques et s'efforce de placer les objectifs de développement au cœur de toutes les politiques ayant une incidence sur les pays en développement. À cet effet, elle a adopté, en 2005, un engagement politique sur la cohérence des politiques au service du développement. En 2009, cette stratégie a été affinée en cinq domaines: 1) soutenir le commerce et la finance, 2) lutter contre le changement climatique, 3) garantir la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, 4) faire des migrations un atout pour le développement et 5) renforcer les liens et les synergies entre la sécurité et le développement, dans le cadre d'un programme global en faveur de la paix. Tous les deux ans, un rapport de la Commission évalue les progrès réalisés par l'Union dans le domaine de la cohérence des politiques au service du développement ; le plus récent est paru en janvier 2019.

L'Union européenne a participé activement à l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, qui établit un nouveau paradigme mondial afin d'éradiquer la pauvreté et de parvenir à un développement véritablement durable. Il fait suite aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et fixe une nouvelle série de 17 objectifs de développement durable (ODD) à réaliser d'ici 2030 et centrés sur des questions d'ordre économique, social, environnemental ou en matière de gouvernance. L'Union européenne et ses États membres ont présenté un rapport de synthèse commun au forum politique de haut niveau des Nations unies en septembre 2019. Ce document porte sur les actions menées par l'Union pour réaliser le Programme à l'horizon 2030 et sera publié tous les quatre ans.

À la suite de l'adoption du programme à l'horizon 2030, l'Union a adopté une version révisée du consensus européen sur le développement de 2005, lequel reposait sur les OMD. Le nouveau consensus définit les grands principes des ODD et la stratégie mise en œuvre pour les atteindre, qui permettra d'orienter la politique de développement de l'Union et des États membres au cours des 15 prochaines années dans le cadre de leurs politiques externes et internes.

Les relations entre l'Union européenne et l'Afrique subsaharienne sont actuellement régies par l'accord de Cotonou, qui jette les bases des relations entre l'Union et 78 pays appartenant au groupe ACP. L'objectif de l'accord de Cotonou est d'éradiquer la pauvreté en intégrant davantage les pays ACP dans l'économie mondiale. L'accord de Cotonou emploie le terme de «partenariat», insistant sur les engagements et la responsabilité mutuels, et souligne l'importance du dialogue politique, des Droits de l'homme, de la démocratie et de la bonne gouvernance. Des discussions sont en cours concernant le cadre pour l'après-Cotonou, cet accord arrivant à échéance en 2020. Le dialogue a débuté en octobre 2018 et les quatre cycles de négociations ont été achevés. En début mars 2020, la Commission européenne et le haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ont proposé la base d'une nouvelle stratégie avec l'Afrique visant à intensifier la coopération par le biais de partenariats dans cinq domaines clés : (i) la transition verte, (ii) la transformation numérique, (iii) une croissance et des emplois durables, (iv) la paix et la gouvernance et (v) la migration et la mobilité. Sur la base de ce document, l'Europe engagera des discussions avec des partenaires africains en vue d'une nouvelle stratégie commune qui sera approuvée lors du sommet Union européenne - Union africaine en octobre 2020.

Le Partenariat entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie datant de plus d'une cinquantaine d'années a évolué en fonction des priorités de développement du pays et des politiques et financements de l'Union européenne. Actuellement, il concerne plusieurs domaines à travers plusieurs instruments financiers :

- (i) Prévention des conflits - Eau et assainissement - Energie – Sécurité et développement- Gestion des finances publiques - Agriculture durable - Environnement - Justice - Santé - Appui institutionnel - Au titre du Fonds européen de développement (FED) : Programme indicatif national 10ème FED - Programme indicatif national 10ème FED 11ème FED - Programme indicatif régional 11me FED - Facilité eau - Facilité énergie - Alliance mondiale contre le changement climatique ;
- (ii) Migration - Sécurité - Lutte contre le terrorisme - Coopération régionale - Emploi - Formation technique- Pêche artisanale - A travers le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (FFUE) ;
- (iii) Sécurité alimentaire - Nutrition - Prise en charge mère-enfant - Santé maternelle - Réfugiés - Dans le cadre de l'aide humanitaire et de la protection civile (ECHO) ;
- (iv) Droits humains - Dans le cadre de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH) ;
- (v) Appui à la société civile et acteurs locaux - A travers l'instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) ;
- (vi) Développement urbain - A travers la Convention des maires en Afrique subsaharienne –(CoM SSA) ;
- (vii) Secteur de la pêche dans le cadre protocole d'accord de pêche.

Comme pour les deux années précédentes¹, la Revue annuelle du partenariat entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie pour l'année 2019 présente l'ensemble de la contribution de l'UE au développement la Mauritanie. Cette dernière est alignée sur le document stratégique de développement du pays, la Stratégie Nationale de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée 2016-2030 (SCAPP). Celle-ci est mise en œuvre à travers trois leviers stratégiques, déclinés en chantiers stratégiques, lesquels sont traduits en interventions correspondant à des programmes, projets, réformes et actions de développement. La stratégie est mise en œuvre à travers des plans d'action quinquennaux en cohérence avec les politiques sectorielles. Les trois leviers stratégiques sont les suivants : (i) promotion d'une croissance économique forte, inclusive et durable, (ii) développement du capital humain et accès aux services de base et (iii) renforcement de la gouvernance dans toutes ses dimensions. La SCAPP intègre les objectifs de l'Agenda 2030 et une Revue nationale Volontaire (RNV) a été produite en mi 2019 qui a permis de faire le point sur les stratégies entreprises pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

La première partie concerne le montant de l'aide européenne avec la présentation des différents instruments financiers. La deuxième partie met en exergue les chiffres clés de ce partenariat pour l'année 2019. La troisième partie comprend une présentation de chaque action financée mettant l'accent sur les principales activités menées en 2019 et les principaux résultats atteints et se focalisant sur la présentation d'une activité en particulier. Ces actions sont présentées selon les cinq axes du nouveau consensus européen pour le développement : ① Humanité- Développement humain et dignité ; ② Planète ; ③ Prospérité - Croissance et emplois inclusifs et durables ; ④ Paix - Sociétés pacifiques et inclusives, démocratie, institutions efficaces et responsables, État de droit et droits de l'homme pour tous ; et, ⑤ Partenariat - L'Union européenne en tant qu'acteur de la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030. La quatrième partie aborde les perspectives du partenariat entre l'Union européenne et la République islamique de Mauritanie. En annexe sont présentés de façon détaillée les chiffres clés pour l'année 2019.

¹ Revue du Partenariat UERIM 2016-2017 et Revue du Partenariat UERIM 2018

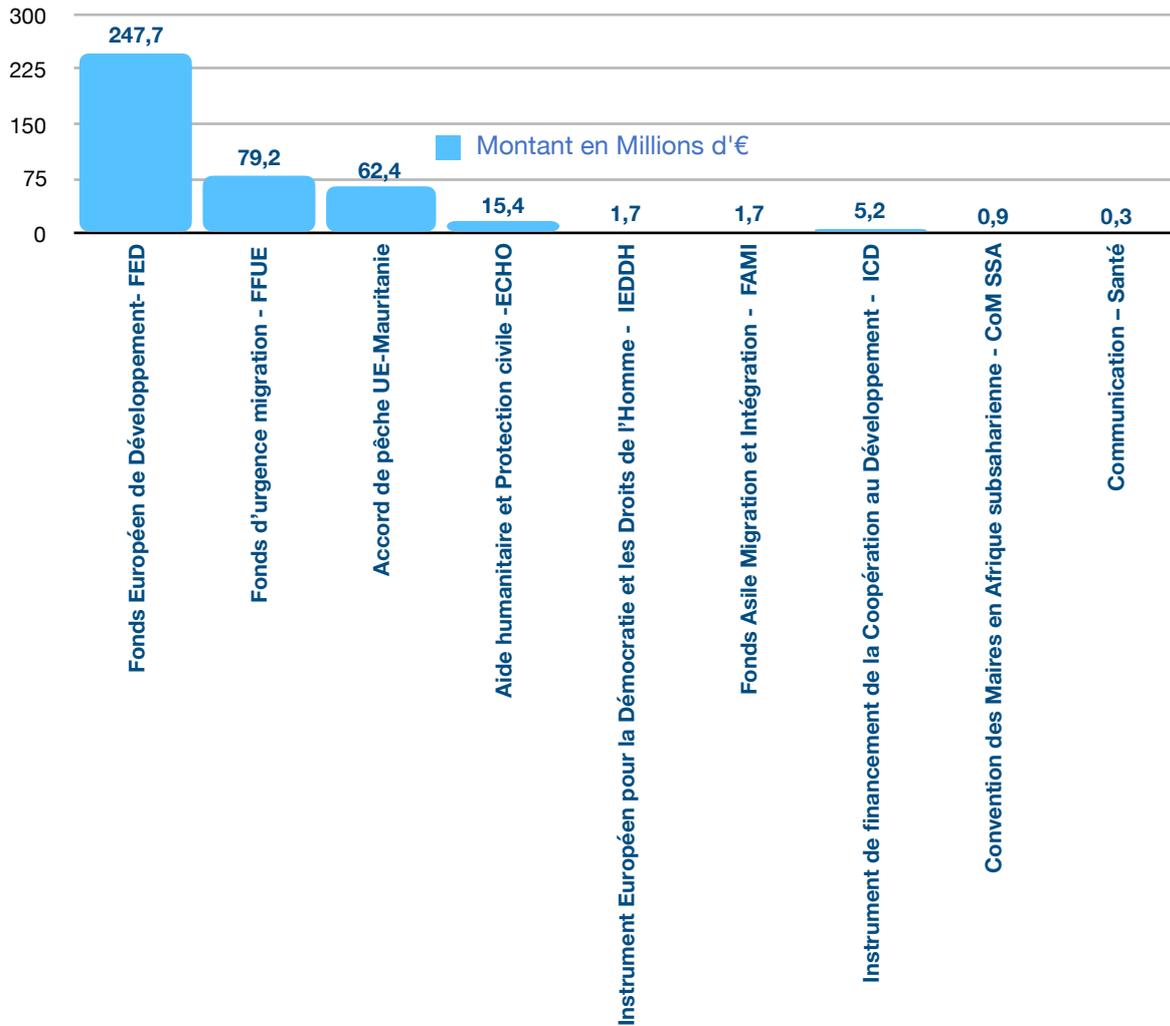


**LES FINANCEMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE
POUR LA MAURITANIE EN 2019**

LES FINANCEMENTS DE L'UE POUR LA MAURITANIE EN 2019

Pour l'année 2019, le montant total de l'aide extérieure de l'Union européenne pour la Mauritanie a été de 419,7 millions d'euros. Ce montant comptabilise toutes les actions mises en œuvre en 2019 dont la plupart s'étalent sur plusieurs années.

Par instrument financier, ce montant de 419,7 millions d'euros se répartit entre neuf instruments financiers comme le montre le diagramme ci-dessous :



Le Partenariat UE-RIM 2019 - Les Axes du Nouveau Consensus Européen de Développement

La répartition financière des actions mises en œuvre en 2019 selon les 5 axes du nouveau consensus européen de développement est la suivante :

- Axe 1 – Humanité** : 52,5 millions d'euros
- Axe 2 – Planète** : 13,6 millions d'euros
- Axe 3 – Prospérité** : 260,2 millions d'euros
- Axe 4 – Paix** : 79,4 millions d'euros
- Axe 5 – Partenariats** : 14 millions d'euros

Le Partenariat UE-RIM 2019 - La Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée 2016-2030

Le premier plan d'actions prioritaires pour 2016-2020 de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée 2016-2030 s'appuie sur trois leviers stratégiques que sont (1) la croissance inclusive, (2) le capital humain et les services sociaux de base et (3) la gouvernance. Pour chacun d'eux, les montants financiers des actions mises en œuvre en 2019 sont les suivants :

Levier 1 – Croissance forte et exclusive : 216.9 millions d'euros

Levier 2 – Capital humain : 75.2 millions d'euros

Levier 3 – Gouvernance dans toutes ses dimensions : 127.6 millions d'euros

Le Partenariat UE-RIM 2019 - Les Instruments Financiers

Les montants par instruments financiers pour les actions mises en œuvre en 2019 sont détaillés ci-après :

Le Fonds Européen de Développement (FED)

Total projets en cours en 2019 : 247.7 M€

Intitulé des actions financées par l'UE	Montants UE en euros
10^{ème} FED	88.6
Reconstruction de la route Nouakchott Rosso, premier allotissement	51.5
Eau Potable et Assainissement dans cinq Wilayas de Mauritanie (UE 11,1 M€ + AFD 4,4 M€ = 15,5 M€)	11.1
Projet Etat de droit	7.0
Projet de prévention des conflits et de promotion du dialogue interculturel	6.0
Projet d'appui à la sécurité et au développement	13.0
11^{ème} FED	94.0
Programme d'appui à la mise en œuvre du 11 ^{ème} FED y compris la composante d'appui à la gestion des finances publiques	14.0
Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale – RIMRAP (UE 25 M€ + AECID 1 M€ + GIZ 1 M€ = 27 M€)	25.0
Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales – RIMDIR (UE 35 M€ + EM UE 3 M€ = 38 M€)	35.0
Programme d'appui au secteur de la santé – PASS (UE 20 M€ + Etat 3,35 M€+ AFD 2M€)	20.0
11^{ème} PIR	46.3
Construction du pont de Rosso	42.3
Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie - PACAO	4.0
Facilité eau 10^{ème} FED	5.0

Eau Potable et Assainissement Aftout el Chargui (UE 5 M€ + AFD 22,3 M€ + BID 25,5 M€ + FADES 5,6 M€ = 78,4 M€)	5.0
Facilité énergie 10^{ème} FED	7.9
Programme Régional d'Extension de l'Horizon des Opportunités de Valorisation de la Chaîne de valeur Lait par l'Accès aux Services Energétiques durables - PROGES-Lait	2.9
Centrale hybride de Kiffa (UE 5 M€ pour la distribution + AFD 19 M€ pour l'hybridation)	5.0
Programme Inter ACP	5.9
Programme Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique Mauritanie -Phase 2	5.9
Total	247.7

L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH)

Total projets en cours en 2019 : 1.7 M€

Intitulé des actions financées par l'UE	Montants UE en euros
Réseaux et partenariats pour l'agro-pastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna	0.5
Projet de Promotion des Comités des Droits des Détenus (CDD)	0.3
Stratégie Tripartite pour Eradiquer l'Esclavage en Mauritanie	0.4
Promouvoir un système intégral de prévention, de soins et de protection ainsi que la coordination des réseaux d'appui institutionnel, communautaire et familial pour les survivants de VBG y compris la MGF dans la Wilaya de Guidimakha et Nouakchott	0.5
Total	1.7

Le Fonds Asile Migration et Intégration (FAMI)

Total projets en cours en 2019 : 1.7 M€

Intitulé des actions financées par l'UE	Montants UE en Euros
Projet de renforcement de la mobilité professionnelle en Afrique de l'Ouest : Coopération triangulaire au bénéfice des services de l'emploi du Cap Vert, du Ghana, de la Mauritanie, du Sénégal et du Togo (Pôle emploi France)	1.7
Total	1.7

L'instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Avec son Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Total projets en cours en 2019 : 5.2 M€

Intitulé des actions financées par l'UE	Montants UE en Euros
Appui aux organisations de la société civile pour l'amélioration de leur contribution au système de protection de l'Enfance à Nouakchott	0.7
Projet d'Appui à la Contribution Effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie	0.4
Jeunesse et Pouvoir d'Agir	0.7
PRO-COOP Guidimakha – Projet de Renforcement des Coopératives de Guidimakha pour le développement durable	0.6
Projet d'appui à la culture, à l'artisanat et à la cohésion sociale dans le pôle d'activités de Boghé	0.2
Projet d'initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz (PICODEV)	0.3
Renforcement du pouvoir citoyen d'organisations communautaires de base de 3 communes au Brakna, au Gorgol et au Hodh El Gharbi pour favoriser la cohésion sociale et l'éducation à la citoyenneté d'hommes, femmes, jeunes et enfants	0.8
Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets solides de la ville de Kiffa et alentours	0.5
Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott (GUDDRN)	0.5
Maîtrise d'Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux (MORSE)	0.5
Total	5.2

Le Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE) – Actions nationales

Total projets en cours en 2019 : 84.4 M€

Intitulé des actions financées par l'UE	Montants UE en Euros
Actions en faveur de la Mauritanie	
Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction	3.2
Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite	3.0
Contribuer au renforcement de la gouvernance et de la gestion des migrations et des frontières et faciliter la protection, le retour et la réintégration durable de migrants en Mauritanie	8.0
Promopêche - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale	14.0

Promopêche - Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie	10.0
Résilience pour la cohésion sociale et culturelle en République islamique de Mauritanie	6.0
Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie -Safire	10.0
Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel – Phase I	7.0
Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel –Phase II	10.0
GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel)	8.3
L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie	25.0
Total Mauritanie	84.4
Actions en faveur de la région « le Sahel et le Lac Tchad »	
Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali	20.0
La voix des jeunes du Sahel	2.2
Erasmus+In West Africa	10.0
Soutenir les entrepreneurs et les très petites et moyennes entreprises (TPME) en Afrique de l'Ouest (en appui à l'initiative IPDEV)	15.8
Total Région	48.0

L'aide humanitaire et la protection civile

Total projets en cours en 2019 : 15.4 M€

Intitulé des actions financées par l'UE	Montants UE en Euros
Appui à la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère des enfants entre 6 et 59 mois et intégration du système de prise en charge nutritionnelle dans la Wilaya de l'Assaba	1.9
Protecting lives and livelihoods of Malian refugees in Mberra camp (PAM)	1.5
Supporting the CSA in building a robust early warning, preparedness and response-planning mechanism to shocks affecting food security and nutrition in Mauritania, as part of an national Adaptive Social Protection system and as a contribution to an overall DRR scheme (PAM)	2.3
Provide unconditional assistance to vulnerable, food insecure Mauritanian households during the 2019 lean season (PAM)	1.0
Provision of Humanitarian Air Services	0.5
Appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et au renforcement de leurs capacités de résilience dans les régions du Gorgol et du Brakna	0.7
Appui à la prévention et prise en charge intégrée de la Malnutrition Aigüe Sévère et maladies associées au Brakna, Mauritanie	1.3
Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix	2.8
Projet d'intégration et de passation progressive des activités de PEC de la MA des enfants de 0-59 mois et des femmes enceintes et allaitantes aux partenaires de mise en oeuvre dans la région du Gorgol	0.3

Réduire la mortalité et morbidité des enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition aiguë sévère, améliorer la couverture des besoins alimentaires et renforcer la résilience des populations vulnérables en Mauritanie	2.0
Appui en assistance alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres avec femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et /ou enfants de moins de 5 ans en situation d'insécurité alimentaire sévère, avant et pendant la période de soudure 2019	1.1
Total	15.4

La Convention des maires en Afrique subsaharienne (CoM SSA)

Total projets en cours en 2019 : 0.9 M€

Intitulé des actions financées par l'UE	Montants UE en Euros
Appui à la Résilience environnementale et développement durable de la ville de Nouakchott	0.9
Total	0.9

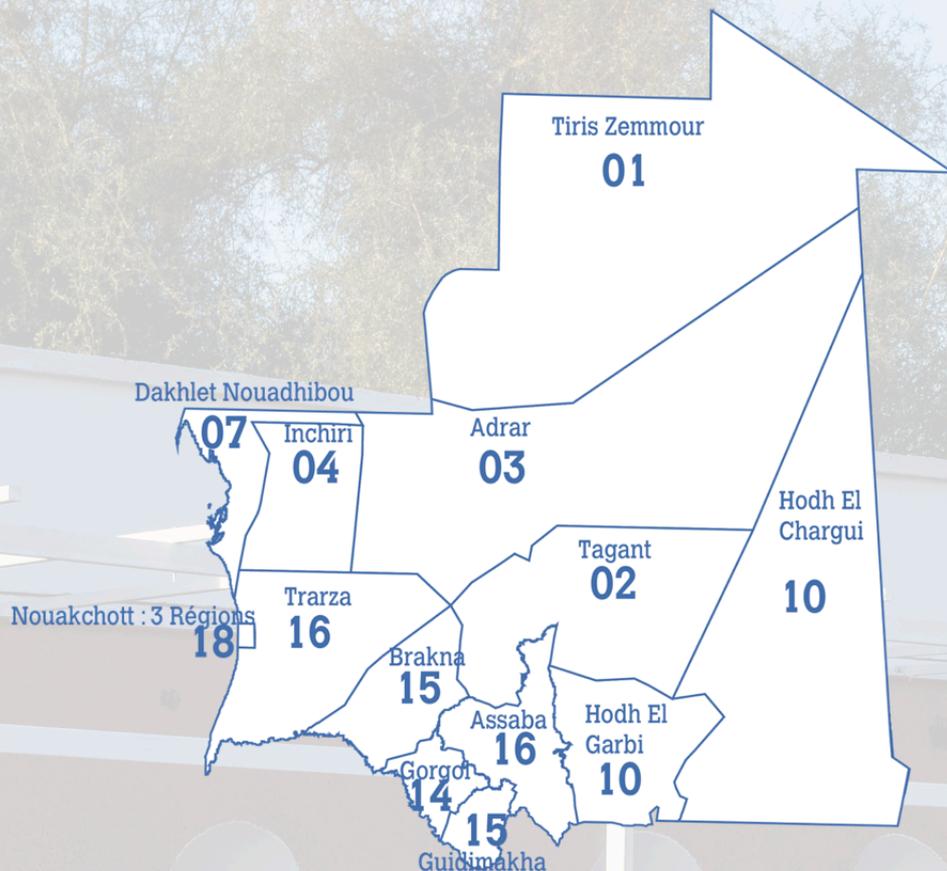


LES CHIFFRES CLÉS POUR L'ANNÉE 2019

Chiffres clés du Partenariat UE–RIM en 2019

Nombre d'actions par régions d'intervention

Les actions du Partenariat UE-RIM sont mises en œuvre dans les régions suivantes (une action de développement peut avoir plusieurs régions d'intervention) :



Objectifs de Développement Durable

2 sur 17 ODD ciblés dans le cadre du Partenariat



Nutrition

33 600 Enfants (0-59 mois)

69 200 Femmes enceintes et allaitantes
dans 6 régions du pays (Assaba, Brakna, Gorgol, Guidimakha, Hodh El
Gharbi, Hodh el chargui)

Aide alimentaire

187 700 Personnes ont bénéficié d'aide alimentaire en Cash Transfer
dans 6 régions du pays (Assaba, Brakna, Gorgol, Guidimakha, Hodh El
Gharbi, Hodh El Chargui)

162 000 réfugiés et personnes déplacées ont bénéficié de l'aide
alimentaire dans le camp de M'Berra

Développement des services de base

06 Infrastructures jeunessees construites

05 Infrastructures sanitaires construites et/ou réhabilitées

04 Écoles primaires,

24 Salles de classe,

01 Ecole secondaire construites

17 528 Latrines familiales,

642 Latrines publiques construites

157 Forages,

04 Puits réalisés

Développement des compétences dans l'optique de l'employabilité

1 000 Personnes formées dans des métiers liés au BTP

180 Jeunes (dont 70 femmes) formés dans le domaine de la coiffure, la couture, l'électricité, la mécanique automobile et la menuiserie métallique

Emplois directs créés

77 Emplois créés dans le Bâtiment et Travaux Publics (BTP)

2 161 Emplois créés dans l'autonomisation des réfugiés

Environnement & Développement des infrastructures innovantes

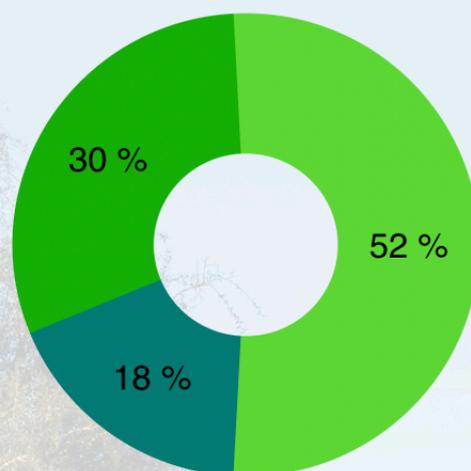
153 Lampadaires solaires installés dans les quartiers périphériques de Nouakchott

11 Centres de collecte de lait en cours de réalisation

1 926 Branchements électriques sociaux réalisés à Kiffa - Guerou

Montants financiers des programmes/projets mis en oeuvre en 2019 selon la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée 2016-2030 - SCAPP

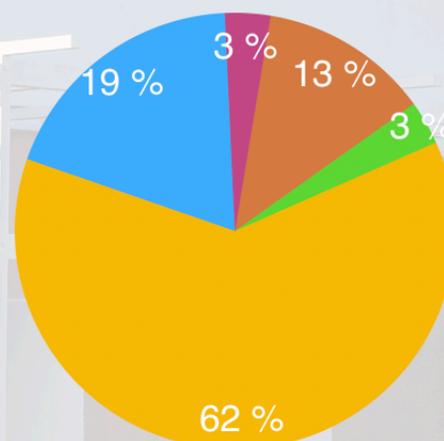
- Levier 1 : Croissance forte et exclusive = 216,9 Millions d'€
- Levier 2 : Capital humain = 75,2 Millions d'€
- Levier 3 : Gouvernance dans toutes ses dimensions = 127,6 Millions d'€



Montants financiers selon les 5 axes du nouveau consensus européen de développement

- Humanité
- Planète
- Prospérité
- Paix
- Partenariats

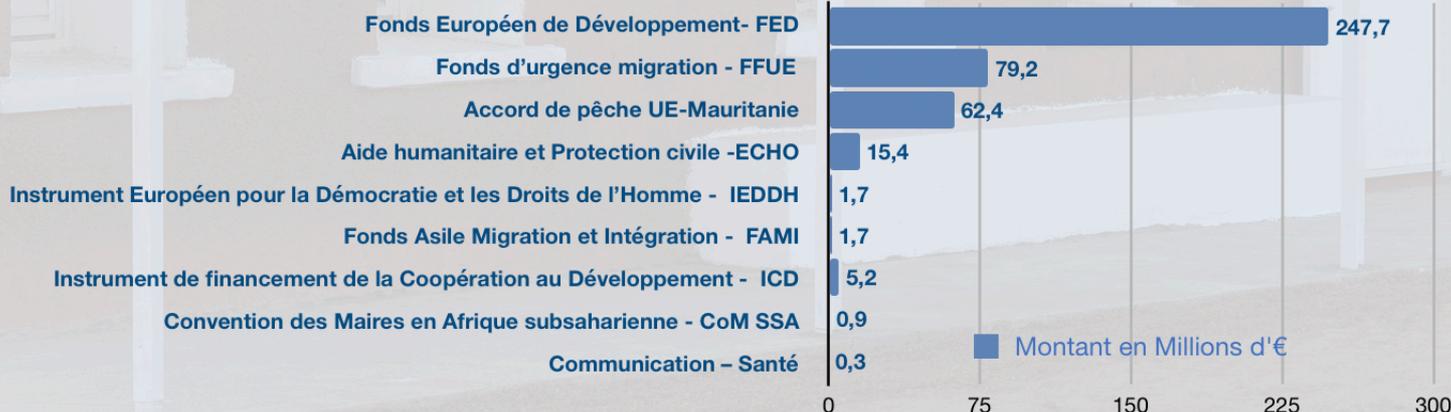
Axes	Millions d'€
Axe 1 : Humanité	52,5
Axe 2 : Planète	13,6
Axe 3 : Prospérité	260,2
Axe 4 : Paix	79,4
Axe 5 : Partenariats	14



Montants financiers par instrument financier de l'Union européenne

Montant total de l'aide extérieure de l'Union européenne pour la Mauritanie : 419,7 Millions d'€

Ce montant comptabilise toutes les actions mises en oeuvre en 2019 dont la plupart s'étalent sur plusieurs années.





LES ACTIONS FINANCÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE MISES EN OEUVRE EN 2019

LES ACTIONS FINANÇÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE EN 2019

AXE HUMANITÉ – DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DIGNITÉ

Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 2015

« Nous sommes déterminés à éliminer la pauvreté et la faim, sous toutes leurs formes et dans toutes leurs dimensions, et faire en sorte que tous les êtres humains puissent réaliser leur potentiel dans des conditions de dignité et d'égalité et dans un environnement sain ».

Aperçu de la politique de l'UE – Nouveau consensus pour le développement

« Le travail de l'Union européenne visant à éradiquer la pauvreté et à promouvoir le développement durable reposant avant tout sur les PERSONNES – les femmes et les jeunes en particulier – pour qu'elles aient ce dont elles ont besoin pour vivre en toute dignité et égalité : l'éducation, la santé, la protection sociale et le respect de leurs droits fondamentaux »².

Objectifs du partenariat UE-RIM

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les objectifs du partenariat UE-RIM peuvent être résumés comme suit :

- Améliorer l'accès à une eau potable saine, à l'assainissement et à l'hygiène condition préalable à la santé, au bien-être, à la croissance et à la productivité ;
- Appuyer la mise en place d'un système de santé solide, résilient et de qualité en assurant un accès équitable aux services de santé et une couverture sanitaire universelle ;
- Garantir l'accès de tous à une alimentation abordable, sûre, suffisante et nutritive
- Améliorer la protection des enfants et leur participation aux décisions qui les concernent ;
- Promouvoir la protection et le respect des droits des femmes et des filles et coopérer avec tous les partenaires pour éliminer toutes les formes de violence et de discrimination à leur égard ;
- Garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous, préalable à l'employabilité des jeunes et au développement à long terme ;
- Soutenir un système de protection sociale efficace, durable et équitable afin de garantir un revenu minimum, d'éviter les retours à des situations d'extrême pauvreté et de renforcer les conditions de la résilience.

Instruments de financements UE

Pour cet axe, les instruments de financement UE pour 2019 ont été les suivants :

Fonds Européen de Développement – FED

Eau Potable et Assainissement dans cinq Wilayas de Mauritanie (UE 11,1 M€ + AFD 4,4 M€ = 15,5 M€) Mis en œuvre par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	11.1
Eau Potable et Assainissement Aftout el Chargui (UE 5 M€ + AFD 22,3 M€ + BID 25,5 M€ + FADES 5,6 M€ = 78,4 M€) Mis en œuvre par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	5.0
Programme d'appui au secteur de la santé – PASS (UE 20 M€ + Etat 3,35 M€+ AFD 2M€) Mis en œuvre par le Ministère de la Santé et ENABEL	20.0

² <https://publications.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/54e701cf-9aba-11e8-a408-01aa75ed71a1>

Instrument de Coopération au Développement- OSC/AL

Jeunesse et Pouvoir d'Agir Mis en œuvre par le GRDR	0.7
--	-----

Budget UE Communication – Santé

Campagne de communication Genre et Santé Mis en œuvre par Medicos del Mundo	0.3
--	-----

ECHO – Aide Humanitaire et Protection Civile

Appui à la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère des enfants entre 6 et 59 mois et intégration du système de prise en charge nutritionnelle dans la Wilaya de l'Assaba Mis en œuvre par Terre des Hommes Italie	1.9
Protecting lives and livelihoods of Malian refugees in Mberra camp Mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial	1.5
Supporting the CSA in building a robust early warning, preparedness and response-planning mechanism to shocks affecting food security and nutrition in Mauritania, as part of a national Adaptive Social Protection system and as a contribution to an overall DRR scheme Mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial	2.3
Provide unconditional assistance to vulnerable, food insecure mauritanian households during the 2019 lean season Mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial	1.0
Provision of Humanitarian Air Services Mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial	0.5
Appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et au renforcement de leurs capacités de résilience dans les régions du Gorgol et du Brakna Mis en œuvre par Save the Children	0.7
Appui à la prévention et prise en charge intégrée de la Malnutrition Aigüe Sévère et maladies associées au Brakna, Mauritanie Mis en œuvre par Medicus Mundi	1.3
Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix Mis en œuvre par UNICEF	2.8
Projet d'intégration et de passation progressive des activités de PEC de la MA des enfants de 0-59 mois et des femmes enceintes et allaitantes aux partenaires de mise en oeuvre dans la région du Gorgol Mis en œuvre par la Croix-Rouge française	0.3
Réduire la mortalité et morbidité des enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition aiguë sévère, améliorer la couverture des besoins alimentaires et renforcer la résilience des populations vulnérables en Mauritanie Mis en œuvre par Action Contre la Faim	2.0
Appui en assistance alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres avec femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et /ou enfants de moins de 5 ans en situation d'insécurité alimentaire sévère, avant et pendant la période de soudure 2019 Mis en œuvre par OXFAM	1.1

Fiches actions et « focus » sur un élément fort de 2019

Pour chaque action financée par l'UE, une fiche action est présentée mettant en exergue le contexte, les activités réalisées en 2019, les principaux résultats atteints depuis le démarrage des actions et les perspectives pour 2020.

Eau Potable et Assainissement dans cinq Wilayas de Mauritanie

10^{ème} Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 6 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 3

Mis en œuvre par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Les caractéristiques géographiques et climatiques de la Mauritanie font de l'accessibilité à l'eau un défi historique majeur, et permanent. À cette problématique structurelle est venue s'ajouter, suite à la sédentarisation rapide et massive des populations, celles de l'assainissement. Actuellement, moins de 30% de la population rurale est reliée à un réseau d'eau potable et moins de 15% possède un accès à l'assainissement amélioré.</p> <p>Le projet « Eau Potable et Assainissement dans cinq Wilayas de Mauritanie » soutient la promotion de bonnes pratiques relatives à l'hygiène et l'assainissement (assainissement total piloté par la communauté), le déploiement d'infrastructures d'accès à l'eau, d'infrastructure d'accès à l'assainissement (écoles et centres de santé), ainsi que la bonne gouvernance du secteur et le renforcement des capacités des acteurs locaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réhabilitation ou construction d'infrastructures d'accès à l'eau potable réalisée dans 100 localités au bénéfice de 107 800 personnes ■ 642 latrines publiques construites dans 148 localités ■ 452 localités déclarées Fin de Défécation à l'Air Libre (FDAL), pour 603 localités déclenchées ■ 17 528 latrines familiales construites par les ménages et 21 948 dispositifs de lave-main ■ Formation de 440 maçons par des ONG
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Fin des travaux de construction des systèmes d'accès à l'eau potable dans les localités ■ Appui à la mise en place du processus de gestion (délégation de service public - DSP) pour les infrastructures d'accès à l'eau potable : inventaire des systèmes ONSER (Office national des services en eau en milieu rural), étude de faisabilité et étude d'impact des DSP ■ Mise en œuvre de mesures d'accompagnement des localités ayant atteint ou non le statut Fin de Défécation à l'Air Libre ■ Fin des travaux de construction de latrines publiques ■ Renforcement de capacités (formation des enseignants et gestionnaires de latrines publiques, formations des cadres du Ministère de l'Hydraulique de l'Assainissement) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en place du processus de gestion pour les infrastructures d'accès à l'eau potable (délégations de service public) ■ Capitalisation sur les activités des volets Eau et Assainissement
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 11.100.000 Montant total en € : 15.100.000 Objectif global : Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement par la réalisation d'infrastructures d'eau potable, la mise en place d'équipements collectifs d'assainissement, l'amélioration des pratiques d'hygiène et d'assainissement, et la pérennisation du dispositif de gestion (délégation de service public) Ministère partenaire : Hydraulique - Assainissement Zones d'intervention (Wilayas) : Gorgol, Guidimakha, Assaba, Hodh El Gharbi, Hodh El Chargui Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 28/07/2018 – 27/12/2019 Contact : Charles Debeugny – Chargé de projets à l'AFD – debeugnyc@afd.fr</p>	

Eau Potable et Assainissement Aftout el Chargui

Facilité eau 10^{ème} Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 6 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 3

Mis en œuvre par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Les caractéristiques géographiques et climatiques de la Mauritanie font de l'accessibilité à l'eau un défi historique majeur et permanent. À cette problématique structurelle est venue s'ajouter, suite à la sédentarisation rapide et massive des populations, celles de l'assainissement. Le secteur de l'hydraulique demeure confronté à la triple problématique de la limitation de la ressource, de la sédentarisation rapide des populations, et de l'augmentation constante des besoins. Actuellement, moins de 30 % de la population rurale est reliée à un réseau d'eau potable et moins de 15 % possède un accès à l'assainissement amélioré.</p> <p>Le projet « Eau Potable et Assainissement Aftout el Chargui » vise un double objectif : (i) améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement (construction de systèmes d'alimentation en eau potable à partir du barrage de Fom Gleita ainsi que la construction d'équipements collectifs d'assainissements, particulièrement dans les écoles) et (ii) améliorer les pratiques d'hygiène et d'assainissement via une démarche d'assainissement total piloté par la communauté qui s'appuie sur la formation de comités villageois d'hygiène.</p> <p>La contribution de l'UE a permis de financer les activités relatives à l'assainissement du projet. Le projet dans sa globalité est financé également par l'AFD (Agence française de développement), la BIsD (Banque islamique de développement) et le FADES (Fonds arabe pour le développement économiques) pour un montant total de 90 M€.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réseaux de distribution d'eau potable installés dans 147 localités au bénéfice de 87 100 personnes ■ 586 localités sensibilisées aux bonnes pratiques d'hygiène au bénéfice de 146 000 personnes, et 513 localités certifiées Fin de Défécation à l'Air Libre (FDAL) ■ 936 latrines publiques construites sur financement du projet et 8 950 latrines familiales construites par les ménages
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Poursuite des activités de construction des infrastructures d'accès à l'eau potable ■ Poursuite des travaux de construction des latrines publiques ■ Missions et études : inventaire du patrimoine de l'ONSER (Office national des services en eau en milieu rural), impacts environnementaux et sociaux des délégations de service public 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Fin des travaux d'accès à l'eau potable (pose de bornes fontaines et de regards) ■ Capitalisation sur les bonnes pratiques des volets Eau et Assainissement du projet et atelier de clôture ■ Etudes : auscultation technique du barrage ; la maintenance et la gestion du barrage
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 5.000.000 Montant total en € : 27.300.000 (subvention UE + prêt AFD) Objectif global : Améliorer l'accès à l'eau potable dans grâce à une alimentation en eaux de surface du barrage de Forum Gleita, et améliorer l'hygiène et l'assainissement grâce à la promotion de l'assainissement familial Ministère partenaire : Hydraulique - Assainissement Zones d'intervention (Wilayas) : Brakna, Assaba, Gorgol Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 18/12/2012 – 17/12/2019 Contact : Charles Debeugny – Chargé de projets à l'AFD – debeugnyc@afd.f</p>	

Programme d'Appui au Secteur de la Santé – PASS – Composante appui institutionnel

11^{ème} Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 3 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 5

Mis en œuvre par ENABEL, Agence belge de développement

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>L'Appui Institutionnel (AI-PASS) s'inscrit dans le cadre du Programme d'Appui au Secteur de la Santé (PASS) en Mauritanie financé sur le 11^{ème} FED. Le PASS s'insère dans la stratégie sectorielle du Ministère de la Santé et dans la stratégie de suivi du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS). Le PASS a deux modalités d'exécution : (i) Un appui institutionnel qui se concentre sur l'amélioration de la gouvernance du secteur et la création du Fonds Couverture Santé Universelle exécuté par une Convention de délégation avec l'Agence Belge de Développement (Enabel), (l'action concernée par la présente fiche) ; et, (ii) une subvention au Ministère de la Santé pour la mise en œuvre du PNDS. La logique d'intervention dans le secteur de la santé est focalisée sur la mise en place de l'approche sectorielle et se caractérise, en premier lieu, par une intervention structurante sur la programmation et la gouvernance du secteur sanitaire et, en deuxième lieu, sur l'offre et la demande du secteur et les filets sociaux. L'appui à la réalisation et à la mise en œuvre de la politique sectorielle et du PNDS est envisagé, avec un cadre de référence inclusif, mesurable et budgétisé. Cet appui institutionnel est complété d'une démarche scientifique de recherche-action encadrée par l'Institut de médecine tropicale d'Anvers par un appui dit 'opérationnel' à des initiatives innovantes. L'action Ai-PASS se déroule d'une part à Nouakchott au sein du Ministère de la santé pour l'appui à la réalisation et à la mise en œuvre de la politique sectorielle et du PNDS et d'autre part dans une moughataa de Nouakchott (à Dar Naim) ainsi que dans une moughataa rurale, (à Bababé) pour l'appui opérationnel à des initiatives innovantes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Appui au processus de planification du système de santé, comme produits : PAO budgétisé années 2018, 2019 et 2020 validées ■ Au niveau national, toutes les DRAS et MCM formées sur le Système d'information géographique (SIG) pour appuyer la réalisation de la carte sanitaire de façon active ■ Cadre normatif pour les procédures du Système national d'information sanitaire pour pouvoir migrer vers la nouvelle plateforme d'information DHIS2 produit ■ Profil Pays en RH santé et PDSRH élaborés ■ Référentiel des supervisions intégrées par niveau révisé et supervisions du niveau central vers le niveau régional débutées ■ Diagnostic approfondi du système local de santé des moughataas de Bababé et de Dar Naim réalisé et atelier organisé pour élaborer une théorie de changement dans les deux moughataas ■ Protocoles de Recherche-Action élaborés et validés dans les 2 moughataas d'intervention ■ Instructions opérationnelles produites pour les équipes cadres de moughataa ■ Diagnostic architectural des structures de santé réalisé, comme prélude pour l'investissement en infrastructures prévu dans le PASS ■ Etude sur la gratuité des soins et réalisation d'un diagnostic du financement de la santé en vue de l'élaboration de la nouvelle stratégie de financement de la santé ■ Plan de formation prioritaire pour les années 2019/2020 élaboré et mise en œuvre démarrée
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Appui à la réalisation du Bilan 2019 et la Planification budgétisée du MS 2020 ■ Appui pour établir le processus de planification annuelle ■ Appui à l'élaboration de la carte sanitaire 2030 ■ Suivi de l'appui au Système National d'information Sanitaire (migration vers la plateforme DHIS2) ■ Appui à la révision pour la validation des normes de gestion du système de santé, normes prestation de services, en RH, infrastructures ■ Appui multisectoriel pour l'élaboration de la Nouvelle Stratégie de financement de la santé ■ Appui à l'élaboration des comptes de santé ■ Relance du système des supervisions intégrées par niveau du secteur santé ■ Élaboration et révision des outils de gestion des RH ■ Élaboration du plan de formation continue pour le niveau central ■ Élaboration des protocoles de Recherche Action ■ Élaboration des instructions opérationnelles et mise en œuvre de ses actions, pour un modèle d'équipe cadre et d'offre de soins à tester ■ Appui opérationnel à la formation continue et pratique des agents de santé des districts sanitaires 	<p>L'AI PASS doit continuer en 2020 à consolider tous les dossiers ouverts et en cours en 2019 en ayant comme priorité l'élaboration de la nouvelle politique de financement de la santé pour aller vers la CSU, la finalisation du dossier RH, la standardisation et régulation des normes à tous les niveaux de la pyramide sanitaire et l'appui au SNIS. L'AI-PASS est un projet d'appui à des réformes indispensables et à de nouvelles approches créatives. En même temps, l'AI-PASS est également un projet visant à capitaliser les connaissances existantes et les pratiques appliquées et à partager les expériences nouvelles nées de la mise en œuvre. La combinaison de ces deux objectifs explique le contexte complexe de ce projet et dessine les grandes lignes de sa mise en œuvre. Cette combinaison a également permis, depuis le début de la pandémie de COVID 19, le soutien technique du projet, au ministère dans la mise en œuvre du plan de réponse contre le COVID 19. En cette année 2020, le défi majeur sera de savoir comment poursuivre l'ensemble du processus de changement, qui avait été mis en route dans le secteur de la santé, dans le contexte de cette pandémie.</p>
5. Informations générales du PASS	
<p>Montant contribution UE en € : 20.000.000 Montant total en € : 25.350.000 (UE+AFD+Gouvernement) Montant de l'appui institutionnel UE en € : 6.000.000 Objectif global : Contribuer à la réduction de la pauvreté en Mauritanie en donnant aux individus les moyens de vivre une vie saine et en promouvant le bien-être de tous à tout âge Ministère partenaire : Santé Zone d'intervention : National, avec en particulier wilayas de Nouakchott Nord et du Brakhna Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 12/06/2017 - 12/06/2024 Contact : Dr. Veronica Trasancos Buitrago – Chef de Mission Enabel - veronica.trasancos@enabel.be</p>	

Programme d'Appui au Secteur de la Santé

– PASS — Composante subvention

11^{ème} Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 3 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 5

Mis en œuvre par le Ministère de la santé

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le programme d'appui au secteur de la Santé (PASS) s'inscrit dans le secteur de concentration « Santé » du programme Indicatif National du 11^{ème} FED en République Islamique de la Mauritanie 2014-2020. Son objectif général est de contribuer à la réduction de la pauvreté en Mauritanie en donnant aux individus les moyens de vivre une vie saine et en promouvant le bien-être de tous à tout âge. Son objectif spécifique est d'améliorer et rendre plus équitable l'accès aux soins de santé de qualité en ligne avec les objectifs du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) et de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS).</p> <p>Le programme PASS 11 FED est structuré suivants cinq résultats qui se présentent comme suit (R1) Les capacités du MSP pour piloter et gérer le secteur santé d'une manière efficace, transparente, décentralisée et adéquatement régulée, y compris le secteur privé qui doit être renforcé (Gouvernance). (R2) L'accès équitable à des services de santé de qualité au niveau communautaire, primaire et secondaire. Cet accès doit être augmenté pour la population (L'offre de soins). (R3) L'accès à des médicaments et consommables essentiels de qualité est amélioré à tous les niveaux selon les normes nationales (Médicaments et consommables). (R4) Une meilleure gestion des ressources humaines en santé contribue à un personnel de santé plus motivé, de qualité, disponible d'une façon plus équitable et pérenne (RHS). (R5) Le Ministère dispose d'un modèle de financement pour une couverture sanitaire universelle (CSU) plus complet et opérationnel et, est inspiré par la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) (Financement par la demande).</p> <p>Il est mis en œuvre d'une part par ENABEL pour l'appui institutionnel et l'appui à des initiatives innovantes à NDar Naim et à Bababé et d'autre par le ministère de la santé à travers une subvention. Cette subvention permet de financer des actions précises du PNDS.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ 57 médecins chefs et points focaux pour les Moughataas des Wilayas de l'est, du nord, Nouadhibou et Nouakchott formés à l'utilisation du DHIS2 (nouveaux outils de collecte de données, techniques de saisie de données, outils d'analyses) ■ Gestion des déchets médicaux et de l'hygiène dans les structures de santé par la DHP évalués dans 134 structures des wilayas du Tagant et du Traza ■ 210 kits d'équipements et matériels d'hygiène fournis au personnel de 160 formations sanitaires de Tagant, Traza, Brakna et Nouakchott (combinaisons, bottes, lunettes, gants, masque, poubelles, brouette, balais etc) ■ 18 incinérateurs d'élimination finale de DBM pour l'élimination de déchets d'activités de soins à risque infectieux installés dans les Wilaya de Nouakchott, Tarza, Tagant et Brakna ■ 1 étude auprès de 26 structures de Santé identifiées par le Ministère de la Santé dans les zones prioritaires réalisée afin d'effectuer l'inventaire des équipements disponibles et de recueillir les besoins en équipements médicaux ■ 105 personnes (responsables d'hygiène, médecins chef de CS et Infirmiers Chef de Poste) formés en matière de traitement des déchets biomédicaux et comportement des superviseurs, à Aleg, Rosso (Trarza) et à Tidjikja (Tagant) ■ 1 étude/état des lieux sur « le circuit des médicaments et consommables essentiels » réalisée dans les structures pilotes (Centre de Santé de Dar Naïm, Centre de Santé de Tab Salam et Poste de Santé El Mohssinine ainsi que dans la pharmacie de la DRAS de Nouakchott Nord) ■ 1 étude sur la mise en place d'un système d'archivage des documents du MS réalisée ■ 1 étude portant sur la programmation architecturale de 10 centres de santé et postes de santé de Nouakchott réalisée ■ 1 étude diagnostic participant à l'élaboration du document stratégique de financement orienté vers la couverture sanitaire Universelle (CSU) en Mauritanie réalisée
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Du 27 février au 3 mars 2019, organisation d'une formation « Regroupement des points focaux SNIS et hôpitaux pour l'apurement des données de 2018 et le lancement du module PEV – DHIS2 au niveau national » ■ Du 11 au 18 Mars 2019, organisation d'un atelier « Paramétrage des outils et indicateurs du SNIS et des programmes de santé dans le DHIS 2 » avec des membres de l'équipe technique DHIS2, du SNIS et des personnes ressources ■ Entre le mois d'avril et juillet 2019, organisation d'une série de formations à l'intention des médecins chefs et points focaux des moughataas afin de les préparer à l'utilisation du DHIS2 (outils de collecte de données, techniques de saisie de données, outils d'analyse etc). 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Elaboration de la carte sanitaire du secteur de la santé ■ Evaluation du PNDS et réalisation d'un nouveau PNDS ■ Revue annuelle du secteur de la santé ■ Mise en place d'un Fonds commun santé ■ Appui à la mise en œuvre du Plan de riposte du COVID 19, par exemple achat d'équipements en matériel de désinfection au profit de 400 structures sanitaires ■ Stratégie du financement de santé avec la mise en place de la CRESS ■ Equipement en matériel de désinfection au profit de 400 structures sanitaires ■ Mise en œuvre du Plan de formation des ressources humaines du MS

<ul style="list-style-type: none"> ▪ En février 2019, organisation d'une mission d'évaluation de la gestion des déchets médicaux et de l'hygiène dans les structures de santé par la Direction de l'Hygiène publique (DHP) dans toutes les formations sanitaires des wilayas du Tagant et du Trarza, soit un total de 134 structures. ▪ Équipement des structures sanitaires en incinérateurs et autres équipements d'hygiène ▪ Formation du personnel (central, DRAS, et formations sanitaires) sur l'hygiène PCI ▪ Au mois de novembre 2019, réalisation d'une étude sur l'état des lieux du circuit des médicaments et consommables essentiels, dans les structures pilotes Centre de Santé de Dar Naïm, Centre de Santé de Tab Salam et Poste de Santé El Mohssinine ainsi que dans la pharmacie de la DRAS de Nouakchott Nord ▪ Réalisation d'une étude sur la mise en place d'un système d'archivage des documents du MS ▪ Le 12 et 13 septembre 2019, présentation des résultats de l'enquête SARA (Service Availability & Readiness Assessment), à Nouakchott ▪ Le 3 juin 2019, présentation des résultats de l'étude portant sur la programmation architecturale de 10 centres de santé et postes de santé de Nouakchott ▪ En décembre 2019, lancement d'un appel d'offre pour le recrutement d'un bureau d'études, concernant les études de projet des 10 CS/PS de Nouakchott. ▪ En septembre 2019, présentation du document/diagnostic participant à l'élaboration du document stratégique de financement orienté vers la couverture sanitaire Universelle (CSU) en Mauritanie 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude préalable pour la réhabilitation et construction de 10 postes et de centres de santé de Nouakchott ▪ Enquête EDS sous le pilotage de l'ONS ▪ Appui à la recherche action de la Moughataa de Dar Naïm et de Bababé ▪ Projet d'appui à la réhabilitation des DRAS
--	--

5. Informations générales du PASS

Montant contribution UE en € : 20.000.000

Montant total en € : 25.350.000 (UE+AFD+Gouvernement)

Montant de la subvention en € : 13.400.000

Objectif global : contribuer à la réduction de la pauvreté en Mauritanie en donnant aux individus les moyens de vivre une vie saine et en promouvant le bien-être de tous à tout âge

Ministère de mise en œuvre : Santé

Zone d'intervention (Wilayas) : Nouakchott, Brakhna, Trarza, Tagant et autres régions

Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 12/06/2017 - 12/06/2024

Contacts :

Secrétaire générale – Ministère de la santé - bhyaya@sante.gov.mr

Amadou Tidjane Diallo - Unité de coordination du PASS – Chargé de programme - dialloamadoutidiane5@gmail.com

Jeunesse et Pouvoir d'agir (JPA)

Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Son Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 10 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 6

Mis en œuvre par le GRDR

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le projet se saisit de la problématique de l'emploi et de l'insertion professionnelle chez les jeunes, en s'appuyant sur leurs initiatives associatives en matière d'entrepreneuriat et de nouvelles technologies, et en promouvant leur esprit de citoyenneté et de dialogue à l'échelle locale pour les impliquer davantage à la vie de leur territoire. L'enjeu était de démontrer que le tissu associatif peut être porteur de métiers et d'emploi, et ainsi contribuer à la cohésion sociale en Mauritanie. Le projet s'est fixé trois objectifs plus spécifiques : (i) l'optimisation de la gouvernance interne des OSC de jeunes et leur participation accrue dans la vie citoyenne ; (ii) la mise en réseau des OSC de jeunes ; (iii) l'appropriation des enjeux de l'insertion professionnelle et des valeurs de l'économie sociale et solidaire comme vecteur de cohésion sociale par les OSC de jeunes. Il cible trois communes en particulier : Kaédi, Kiffa et Nouakchott. Il s'aligne sur la Stratégie nationale de l'emploi (SNE) et sur la stratégie de la jeunesse (SNJ) et plus particulièrement aux niches porteuses d'emplois, notamment, les NTIC et l'agroécologie. Ainsi, la majorité des microprojets financés par JPA sont dédiés à ces filières porteuses, notamment, les projets réalisés par 3 OSC marraines (HadinaRIMTIC, InnovRIM et Je m'engage), et une quinzaine d'OSC de base. De même, en s'appuyant sur la MFR de Kaédi, le projet a voulu être en cohérence avec l'objectif 3.1., et l'activité 3.1.3 de la SNPE : « améliorer les transitions entre l'école et la formation professionnelle en développant un programme d'enseignement-apprentissage ». Sur la base de l'approche de pédagogie de l'alternance propre aux MFR, cette OSC marraine a créé des fermes de métiers et a formé deux promotions de 25 jeunes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Travail d'enquête au niveau des trois communes-cibles (Kaédi, Kiffa, Riyad) avec l'identification de 151 dynamiques locales portées par les OSC de jeunes. 66 OSC actives ont été répertoriées dans le répertoire numérique du projet JPA via l'application Open Street Map ■ 3 Conseils Communaux de Jeunesse mis en place au niveau des trois communes-cibles. Ces 3 CCJ accueillent 111 OSC de jeunes qui portent des actions en lien avec les Plans de Développement Communaux ■ 5 OSC marraines et 34 OSC de base subventionnées et accompagnées : 12 voyages d'échange organisés entre les OSC marraines et les OSC de base ■ Élaboration de cinq Plans d'accompagnement personnalisés et d'Évaluation des Performances à destination des 5 OSC marraines ■ 5 formations en Vie & Gouvernance associative ; à l'Éducation à la Géographie et à l'Identité Communale ; au Montage et à la gestion de projet ; à la création d'entreprises et à l'épargne ; ainsi qu'à l'Économie Sociale et Solidaire ; ■ 614 jeunes formés, en stage ou insérés dans le tissu économique local grâce aux OSC de jeunes ciblées ■ 3 rencontres organisées (Nouakchott, Bamako et Paris) : mise en lien de 53 OSC, à la fois au niveau national, sous-régional et international ■ Réalisation de 3 films sur les initiatives portées par les jeunes, les leaders associatifs et les valeurs positives portées par des jeunes
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Rencontre sous-régionale organisée à Bamako les 6 et 7 février 2019 en collaboration avec le Réseau National de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire au Mali (RENAPESS), réunissant 19 OSC mauritanienne et cinq OSC malienne ■ Rencontre internationale organisée à Paris et à Lille : rencontre itinérante qui a eu lieu du 26 juillet au 2 août 2019, où 2 OSC marraines et 3 OSC de base ont échangé avec le Réseau des associations mauritaniennes d'Europe (RAME) afin que la diaspora mauritanienne appuie et accompagne les projets intégrant les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire ■ Mise en place du répertoire numérique du projet JPA, qui intègre 66 OSC actives ■ Formation à l'Économie Sociale et Solidaire dispensée par une OSC marraine à destination de 79 représentants associatifs des trois communes-cibles en octobre 2019 ■ Accompagnement continu des 34 OSC de base et des 5 OSC marraines 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Clôture des projets des 34 OSC de base et des 5 OSC marraines ■ Réalisation des trois films venant capitaliser le projet JPA (film de présentation des initiatives portées par les jeunes ; de présentation des leaders associatifs ; et des valeurs positives portées par des jeunes) ■ Organisation de deux « Journées de la Jeunesse » pour célébrer le potentiel de la jeunesse mauritanienne : une à Nouakchott, et une à Kaédi, qui ont accueilli plus de 200 jeunes ■ Clôture du projet JPA
<p>Montant contribution UE en € : 714 284€ - Montant total en € : 952 379€ Objectif global : Le projet a pour but de renforcer les capacités des associations et groupes de jeunes afin qu'ils puissent œuvrer en faveur de la cohésion sociale au travers de leur implication citoyenne, l'insertion et l'emploi Ministère partenaire : Emploi- Jeunesse - Sports Zones d'intervention (Wilayas) : Gorgol, Assaba, Nouakchott Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 13/12/2016 – 13/06/2020 Contact : Olivier ROY - Chargé de projet - olivier.roy@grdr.org</p>	

Campagne de communication Santé et Genre

Budget UE Communication

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 2 SCAPP Pilier et chantier : 2 - 5

Mis en œuvre par Medicosdelmundo

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>En Mauritanie, le taux de mortalité maternelle est de 582 pour 100 000 naissances vivantes. 35,2% des filles sont mariées avant 18 ans. Seulement 8,5% des jeunes de 15 à 25 ans identifient correctement les moyens de prévenir la transmission sexuelle du VIH. Aussi, 66,6% des femmes de 15-49 ans déclarent avoir subi une forme de MGF et 36% approuvent cette pratique. Concernant l'égalité des genres, la Mauritanie occupe la 139^e position sur un total de 163 pays dont l'indice d'inégalité de genre est disponible. Face à ces constats, et en appui au Plan National de Développement Sanitaire 2012-2020 (PNDS) mis en place par le Ministère de la Santé, il est nécessaire d'appuyer les actions menées sur le terrain par des actions de communication auprès de la population. Financée par l'UE et mise en œuvre par Medicos del Mundo, une campagne de communication Santé-Genre nationale cross média a débuté en 2019. Elle vise à sensibiliser la population et en particulier les jeunes, sur la problématique de genre liée à la Santé, qui englobe la Santé Sexuelle et Reproductive (dont le planning familial, la protection contre les maladies sexuellement transmissibles,...), les Violences Basées sur le Genre (VBG) (particulièrement les mariages précoces, les mutilations génitales féminines (MGF) et les violences sexuelles) et d'une manière plus sous-jacente, les perceptions de genre : féminité et masculinité. Elle a également pour objectif de faire connaître et diriger les victimes vers les Unités de Prise en Charges des Victimes de Violences Basées sur le Genre (USPEC) ouvertes en 2017 à Nouakchott et 2019 à Selibaby.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ 6 types de supports réalisés : clip, affiches, flyers, dépliants, capsules vidéo, goodies, photographies ■ 3 événements culturels réalisés : (i) exposition photos «Alach'ça» au Musée National, sur le thème des Violences Basées sur le Genre (601 visiteurs) ; (2) exposition photos grands formats au stade Arena Sebkhah, visible pendant 5 semaines par les joueurs et public du stade : (3) concert au stade Olympique de Nouakchott (3 400 personnes présentes) ■ 3 canaux de communication utilisés : affichage, presse TV & web, réseaux sociaux, dont 4 reportages TV suite aux événements, 81 185 vues des publications Facebook de la campagne Alach'ça ■ 3 formations aux VBG et à la SSR organisées pour 58 journalistes, artistes et prestataires ■ 2 ateliers de sensibilisations organisés pour 55 élèves ■ 2 Organisations de la Société Civile impliquées dans la campagne (SOS Pairs Educateurs et Association pour la Protection de l'Enfance, de la Femme et de l'Action sociale) et 26 associations de jeunes identifiées pour les activités à Selibaby, Kiffa et Aïoun ■ 6 réunions du Comité avec l'Union européenne et les 4 Ministères partenaires tenues afin de définir et valider les différents supports et activités de la campagne
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Création d'une identité visuelle (logo et slogan) ■ Conception graphique de supports de communication et de sensibilisation ■ Composition d'une chanson et réalisation d'un vidéoclip, réalisation de capsules vidéo ■ En date des 24 et 25/07/19, organisation d'une formation VBG et SSR pour les 22 prestataires et artistes impliqués dans la campagne ■ En date du 28/07/19, organisation d'un atelier VBG & SSR avec 45 adolescents, afin d'identifier les interrogations et perceptions, à des fins de créations d'outils pédagogiques (dépliants, livres) ■ En date des 28-29/10/19, formation VBG & SSR de 26 journalistes issus de différents médias ■ En date du 19/12/19, conférence de presse à l'hôtel Sunset et lancement de la page Facebook de la campagne ■ En date du 25/11/19, vernissage de l'exposition Alach'ça au musée National (15 jours), lancement officiel de la campagne, début de la campagne d'affichage 4*3 (20 jours) ■ Du 26/11/19 au 30/12/19, exposition photographies VBG grands formats au stade Arena Sebkhah ■ En date du 7/12/19, organisation du 1er concert de la campagne au stade Olympique de Nouakchott 	<p>Les activités de la campagne sont prévues jusqu'en avril 2020 : 3 concerts à Selibaby, Kiffa et Aïoun, 7 expositions dans des lieux dédiés aux jeunes avec chacune une matinée de sensibilisation, 1 exposition sur la Santé Sexuelle et Reproductive au Musée National et 1 nouvelle formation média à l'intérieur du pays. En parallèle, la création d'outils de sensibilisation et de communication se poursuivra : 2 capsules vidéo (SSR et violences sexuelles), 50 photographies sur le thème de la SSR, 4 affiches de sensibilisation destinées aux centres de santé, 2 livres sur les thématiques de la campagne (conte et livre sur les droits).</p> <p>Le plan media télévision et radio débutera par ailleurs le 6/02/2020, à l'occasion de la Journée Internationale contre les Mutilations Génitales Féminines, au niveau National, et dans les wilayas où auront lieu les concerts Suivi de l'adoption de la nouvelle version du projet de loi de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Ce dernier est un vecteur idéal pour continuer la lutte contre les VBG, notamment par le biais de la prévention, sensibilisation et communication</p> <p>Une nouvelle USPEC doit par ailleurs voir le jour à Nouadhibou courant 2020</p>
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 260.000 - Montant total en € : 260.000</p> <p>Objectif global : Mener à bien une campagne média et hors média qui sensibilise le grand public et en particulier les jeunes sur la problématique de genre liée à la Santé : SSR et VBG</p> <p>Ministères partenaires : Santé, Affaires Sociales-Enfance-Famille, Culture-Artisanat-Relations avec le Parlement, Emploi-Jeunesse-Sports</p> <p>Zones d'intervention (Wilayas) : Nouakchott, Guidimakha, Hodh El Garbi, Assaba</p> <p>Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/01/2019 - 31/12/2020</p> <p>Contact : Elodie Quentel – Coordinatrice campagne de communication - Santé/Genre - communication.mauritanie@medicosdelmundo.org</p>	

Appui à la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère des enfants entre 6 et 59 mois et intégration du système de prise en charge nutritionnelle dans la Wilaya de l'Assaba

Aide humanitaire et protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 2 SCAPP Pilier et Chantiers : 2 – 7

Mis en œuvre par Terre des Hommes Italy

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Après l'adoption il y a 5 ans du protocole national sur la PCIMA par le gouvernement mauritanien, certaines difficultés persistent : gestion du personnel sanitaire qui montre une résistance à de nouvelles affectations dans des PS situés hors de la capitale et, un manque de volonté de la part des responsables nationaux et régionaux de faire respecter les notes de services ordonnant les affectations à l'intérieur du pays. Le non obtention de motivations économiques engendre la fermeture volontaire des CRENAS par les ICP et les auxiliaires.</p> <p>Depuis 2017, le CRENI est intégré à l'hôpital de Kiffa ce qui a permis d'optimiser la prise en charge des enfants grâce à la présence de médecins et d'un espace médicalisé. Les infirmiers opérant au CRENI ont été formés à la PCIMA, mais ils restent toujours peu impliqués et relaient cette tâche à l'infirmière TDH It. Le CRENI de Barkéol n'est pas à mesure d'assurer un niveau de performance comme celui de Kiffa malgré la construction d'une nouvelle structure en 2017.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ 6.524 enfants pris en charge, dont 793 par les stratégies avancées ■ 694 enfants MAS avec complications hospitalisés et pris en charge dans les CRENI ■ 85.3% enfants guéris ■ 48.210 enfants vaccinés lors des stratégies avancées ■ 42% des structures de santé ayant un CRENAS considérées désengagées à Kiffa et Barkéol ■ 90.613 enfants dépistés au cours de 4 campagnes de stratégies avancées ; ■ 1.382 couples mère-enfant ayant reçu un kit-wash ■ 82 élèves en dernière année de l'école de santé et 89 infirmiers chef de poste formés sur la PCIMA ■ 57% des enfants référés par les parents ayant bénéficié des formations PB ■ 28.427 mères et pères formés sur la mesure du périmètre brachiale ■ 123.338 personnes dépistées par les 300 relais communautaires, dont 4.091 référés dans les postes de santé les plus proches ■ 141.294 enfants dépistés lors de 4 campagnes de dépistage de masse, dont 3.247 référés aux postes de santé ■ 33.929 personnes sensibilisées, dont 32% sont des femmes enceintes et/ou allaitantes
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Organisation de plusieurs formations (pour les élèves en dernière année de l'école de santé de Kiffa, pour les infirmiers chef de poste affectés à Kiffa et Barkéol et pour les infirmiers chef de poste affectés à Kankossa) ■ Achat et distribution aux couples mère-enfant des kits wash rentrant dans le programme de prise en charge de la MAS à Kiffa et Barkéol ■ Suivi de l'état d'hygiène dans les postes de santé appuyés ■ Appui technique à 5 infirmiers dans les 4 CRENI des 4 Moughataas appuyées et à 2 infirmiers dans les CRENAS de Kankossa (22) ■ Mise en œuvre de 3 supervisions formatives bimensuelles et 4 trimestrielles à Kiffa et Barkeol, de 10 supervisions formatives mensuelles et 4 bimensuelles à Kankossa et de 3 supervisions formatives mensuelles et 1 bimensuelles à Gerrou ■ Prise en charge des enfants MAS avec complications (frais d'hospitalisation, examens médicales, transport, accompagnante) ■ Transport des intrants nutritionnels et médicaux ■ Réalisation de 3 campagnes de stratégie avancée ■ Réalisation de 2 campagnes de dépistage de masse sous le lead de TDH It et appui logistique-financière à 2 campagnes nationales de dépistage, déparasitage, supplémentation en vitamine A gérées par la DRAS ■ Appui technique et financière à la réalisation de 3 réunions de coordination régionale ■ Réalisation de la phase baseline de l'enquête CAP ■ Organisation des séances de groupe de formation sur l'approche PB ■ Organisation des séances de groupe de sensibilisation sur l'Anje 	<p><u>Depuis que le premier cas de covid-19 a été déclaré en Mauritanie, certaines activités ont été arrêtées ou ne seront pas réalisées :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Appui technique de 2 infirmiers dans les CRENAS de Kankossa (22) ■ Formation CRENI ■ Recyclage de 50 ICP déjà affectés et formés dans toute la Wilaya de l'Assaba ■ Organisation des séances de groupe de formation sur l'approche PB ■ Organisation des séances de groupe de sensibilisation sur l'Anje ■ Réalisation du dépistage actif continu par les 300 relais communautaires <p><u>Les ressources libérées par ces activités seront destinées à :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 1 séance de formation CRENI ■ Distribution aux couples mère-enfant des kits wash qui rentrent dans le programme de prise en charge de la MAS à Kiffa et Barkeol ■ Suivi de l'état d'hygiène dans les postes de santé appuyés ■ Appui technique de 5 infirmiers dans les 4 CRENI des 4 Moughataas appuyées ■ Prise en charge des enfants MAS avec complications (frais d'hospitalisation, examens médicales, transport, accompagnante) ■ Transport des intrants nutritionnels et médicaux

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation du dépistage actif continu par les 300 relais communautaires. ▪ Participation aux tables sectorielles, HCT et aux réunions PTF santé 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement des supervisions formatives (augmentation du nombre de jours et intégration aux supervisions formatives des thématiques COVID-19) - identifications des cas, notifications, directives de PEC. Formations réalisées par le point focal COVID-19 de la DRASS. TDH IT fournit un appui logistique et financier ▪ Réaffectation des infirmières chargées des circuits CRENAS en appui au CRENI ▪ Organisation d'une campagne de stratégie avancée si le contexte le permet ▪ Sensibilisation sur les radios locales ▪ Location de Véhicules avec haut-parleurs pour diffusion des messages dans les villages Anje intègres des messages d'hygiène et COVID-19 dans les actions de sensibilisation ▪ Mise à disposition de la DRAS de relais pour sensibilisation COVID-19 (10 RC par Moughataa y/c Boumdeid) ▪ Appui à la coordination régionale et participation aux différents réunions NUT, PTF santé et HCT
---	---

5. Informations générales

Montant contribution UE en € : 1.930.000
Montant total en € : 1.930.000
Objectif global : Contribuer à la réduction de la mortalité et de la morbidité liées à la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de moins de 5 ans et viser une autonomisation graduelle de la gestion de la PECIMA par les institutions sanitaire
Ministère partenaire : Santé
Zones d'intervention (Wilayas) : Assaba,
Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/05/2018 - 31/07/2020
Contacts :
 Pierre Roturier - Délégué Pays - p.roturier@tdhitaly.org
 Loretta Lasaponara - Chef de Projet ECHO - l.lasaponara@tdhitaly.org

Protecting lives and livelihoods of Malian refugees in Mberra camp

Aide humanitaire et protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 2 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7

Mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>La situation sécuritaire au Mali reste instable avec des menaces de terrorisme, de criminalité et de violence intercommunautaires, entraînant l'arrivée de nouveaux réfugiés en Mauritanie. Avec la signature de l'accord de paix d'Alger en 2015 et le soutien de la communauté internationale, il était espéré que des progrès significatifs seraient réalisés pour stabiliser le Mali mais force est de constater que la situation sécuritaire ne s'est toujours pas améliorée. Au contraire, les tensions et les attaques se sont étendues au centre et même au sud du pays, portant la population du camp de Mberra à près de 57 000 personnes. Bien que des retours timides de réfugiés maliens aient été observés en provenance de Mauritanie, il est à noter des retours massifs ne sont pas prévus en 2020 étant donné que les conditions sont loin d'être réunies. En 2019, environ 4 500 nouveaux réfugiés ont été enregistrés au camp de Mberra, mettant à rude épreuve des ressources déjà limitées. A Bassikounou où la population a plus que doublé en raison de la présence des réfugiés, les tensions se sont accentuées ces dernières années en raison de la pression exercée sur les ressources naturelles limitées et malgré les efforts déployés pour stabiliser leur sécurité alimentaire et leur situation nutritionnelle, de nombreux réfugiés continuent de dépendre fortement de l'aide humanitaire. Le PAM fournit une aide inconditionnelle aux réfugiés maliens depuis 2012 mais face à la pression croissante sur les ressources humanitaires, la communauté humanitaire en Mauritanie a défini une approche stratégique visant à assurer une meilleure réponse et une réponse plus coordonnée aux besoins des réfugiés maliens et des populations locales, tout en recherchant un meilleur impact. L'élément central de cette stratégie est la mise en place d'un système de ciblage basé sur la vulnérabilité qui permet d'adapter les options de réponse à différents niveaux de vulnérabilité.</p>	<p><u>Assistance alimentaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 54 000 réfugiés (55% de femmes et 45% d'hommes) aidés par une assistance alimentaire mensuelle en cash et vivres <p><i>NB : la contribution ECHO a financé la partie cash uniquement</i></p> <p><u>Ciblage</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 177 ménages en sécurité alimentaire du groupe 6 retirés en avril ■ 472 ménages supplémentaires du groupe 5 retirés des activités de transfert inconditionnel de ressources du PAM en juillet ■ 1 973 ménages appartenant au groupe 4 aidés uniquement par la partie en espèces de l'aide mixte (en nature/nourriture) en octobre
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Distribution de rations mixtes cash/food aux réfugiés pour couvrir les besoins quotidiens les plus urgents dans les 5 centres de distribution du camp de Mberra (la contribution ECHO n'ayant financé que la composante cash comme indiqué ci-dessus) ■ Campagne de sensibilisation sur la question de la désactivation de chaque groupe ■ Déroulement du processus de ciblage des réfugiés (6 groupes de vulnérabilité avaient été identifiés, du groupe le plus défavorisé (groupe 1) au groupe le plus autonome (groupe 6). En 2019 : sortie complète des groupes 5 et 6, sortie partielle du groupe 4 ■ Mise en place d'un mécanisme de plaintes et de retour d'information afin de garantir que l'aide alimentaire cible correctement les ménages les plus vulnérables et de renforcer la responsabilité envers les populations touchées La GFD (cash et food) est couplée à d'autres interventions pour lesquelles l'ensemble des réfugiés restent éligibles, à avoir : la supplémentation nutritionnelle (BSF), le traitement de la MAM (TSF) et les cantines scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Poursuite du processus de ciblage avec la sortie complète du groupe 4 et la réduction de l'assistance GFD aux groupes 3 et 2 ■ Maintien des activités d'assistance alimentaire pour création d'actifs (3A) bénéficiant à la fois aux populations réfugiés et hôtes
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 1.500.000 - Montant total en € : 4.836.466,22 Objectif global : Fournir une assistance alimentaire d'urgence à des populations affectées par des conflits Zones d'intervention (Wilayas) : Hodh el Chargui Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/06/2019- 30/11/2019 Contact : Damien Vaquier - Responsable du Programme - damien.vaquier@wfp.org</p>	

Supporting the CSA in building a robust early warning, preparedness and response – planning mechanism to shocks affecting food security and nutrition in Mauritania, as part of an national Adaptive Social Protection system and as a contribution to an overall DRR scheme

Aide humanitaire et protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 3 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7

Mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Dans un contexte caractérisé par une vulnérabilité structurelle et des chocs récurrents, et conformément aux priorités nationales, le PAM a opéré un virage stratégique depuis 2018 en assumant un rôle de premier plan dans l'appui à la Mauritanie pour la mise en place d'un système de Protection Sociale Adaptative. Dans ce cadre, l'action du PAM vise notamment à soutenir les efforts du gouvernement pour mettre en place un dispositif national reliant l'alerte précoce, la préparation, la planification et la réponse aux chocs et à faire en sorte que les mécanismes d'octroi de l'aide alimentaire et nutritionnelle puissent être les plus cohérents, prévisibles et opportuns possibles. Ancré au niveau de la Primature, ce dispositif permettra d'améliorer la lisibilité, la rapidité et l'efficacité de la réponse de l'Etat et de ses partenaires, jusque-là planifiée et mise en œuvre de manière ad hoc. Il doit déboucher sur la production de Plans Nationaux de Réponse (PNR) concertés et annuels. Outre l'assistance technique au niveau central, le projet prévoit également le déploiement d'outils décentralisés d'alerte précoce (sites sentinelles communautaires et veille pastorale).</p> <p>Cette action est soutenue par des partenariats renforcés avec les partenaires, notamment la Banque mondiale, l'UNICEF, le BIT, la FAO et les ONG internationales. Elle s'inscrit notamment dans le plan d'action annexé au protocole d'accord entre le PAM et la Banque mondiale en Mauritanie. Dans ce cadre l'essentiel des activités du projet sont cofinancées et mises en œuvre conjointement avec la Banque Mondiale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dialogue permanent entre le Commissariat à la Sécurité Alimentaire CSA et les autres institutionnels pour le système d'alerte précoce et la production des Plans Nationaux de Réponse (PNR) concertés et annuels ▪ Tenue régulière des réunions du Groupe de Travail Technique (GTT) interministériel ▪ Nomination officialisée d'un conseiller du Premier ministre chargé de superviser le dispositif mis en place ▪ Diagnostic détaillé des capacités du CSA réalisé et plan d'appui institutionnel mis en place et financé dans le cadre du projet. ▪ 114 organisations, dont 7 institutions nationales – le CSA, le cabinet du Premier Ministre, Le Ministère du Développement Rural, le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur et la Ministère de l'Economie et des Finances et Taazour - appuyées ▪ 105 sites sentinelles déployées sous l'égide de l'Observatoire à la sécurité alimentaire, de même qu'un mécanisme de veille pastorale dans les régions du Hodh el Chargui, du Guidimakha, du Gorgol et du Brakna (composante mise en œuvre par ACF et Oxfam) ▪ 1038 membres des sites sentinelles, 109 maires et 27 fonctionnaires du CSA et des chefs de service d'autres ministères clés formés sur le processus de collecte, analyse, validation et de remontée des données vers le niveau central
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Établissement d'un ancrage et d'un leadership solides de l'initiative au niveau du Gouvernement, sous l'égide de la primature ▪ Supervision du processus par le bureau du Premier ministre ▪ Réalisation d'une étude sur la Projection de l'Insécurité Alimentaire en milieu rural ▪ Suite aux efforts continus de plaidoyer auprès du bureau du Premier ministre, y compris la présentation d'une note de la Commissaire elle-même soulignant l'importance de la mise en place du dispositif - un atelier a été organisé le 14 mars 2019 pour officialiser le processus ▪ Organisation en Avril 2019 d'un voyage d'études dans deux pays du Sahel disposant déjà de Dispositifs opérationnels (NIGER et SENEGAL), et ce, au profit d'une douzaine de représentants des départements concernés. Action cofinancée par la Banque Mondiale ▪ Mise en place et opérationnalisation du groupe de travail technique (GTT) multisectoriel chargé de proposer le schéma et les projets de textes juridiques et réglementaires du futur dispositif 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Production et validation officielle du PNR 2020 ▪ Elaboration et validation des textes juridiques régissant le fonctionnement du dispositif ▪ Opérationnalisation du Dispositif national, ▪ Rédaction et adoption du guide méthodologique de la réponse ▪ Les outils SAP et résultats d'enquêtes – y compris les données produites par les sites sentinelles et la veille pastorale – sont améliorés et diffusés ▪ Un plan pluriannuel de fonctionnement du dispositif est disponible ▪ Renforcement des capacités de l'OSA en matière de planification stratégique et de mobilisation des ressources ▪ Mise en place d'outils et de compétences nécessaires pour améliorer le programme de préparation et de réponse ; ▪ Organisation d'une Table ronde sur les outils SAP ▪ Renforcement des capacités de l'OSA en matière de coordination et de gestion de l'information ▪ Renforcement de partenariat stratégique avec la BM

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Détermination du schéma du futur dispositif ainsi que des missions et composition de ses organes. ▪ L'organisation en début décembre 2019 sous l'égide du GTT, d'ateliers régionaux de consultation sur la composante décentralisée du Dispositif ▪ Extension des sites sentinelles passant de 25 à 107 et du mécanisme de veille pastorale à quinze (15) départements supplémentaires, et production de six (06) bulletins régionaux de sécurité alimentaire. ▪ Réalisation d'un plaidoyer afin que le cadre harmonisé soit effectué au niveau Moughataa (département) alors qu'il était jusqu'à présent réalisé au niveau Wilaya (région) 	
--	--

5. Informations générales

Montant contribution UE en € : 2.356.365
Montant total en € : 5.156.175,92
Objectif global : Contribuer à la mise en place d'un schéma global et cohérent de réduction de risque de catastrophe ainsi que d'un système national d'alerte précoce en Mauritanie, à travers le renforcement des capacités locales et nationales en matière d'alerte précoce, de préparation aux situations d'urgence, de gestion et d'intervention
Zone d'intervention (Wilayas) : National
Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/06/2018- 31/05/2021
Contact : Damien Vaquier - Responsable du Programme - damien.vaquier@wfp.org

Provide unconditional assistance to vulnerable, food insecure Mauritanian households during the 2019 lean season

Aide humanitaire et protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 2 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7

Mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>L'action s'est concentrée sur le soutien durant la période de soudure par le biais d'une assistance inconditionnelle aux personnes vulnérables. Selon les projections du Cadre harmonisé de mars 2019 pour la sécurité alimentaire, approuvées par l'Observatoire de la Sécurité Alimentaire, près de 559 915 personnes en Mauritanie ont été en situation d'insécurité alimentaire et ont eu besoin d'une assistance pendant la période de soudure de 2019. Les évaluations nutritionnelles ont, elles, indiqué que dans 23 districts du pays, les taux de malnutrition ont dépassé les seuils d'urgence.</p> <p>En février 2019, les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition ont élaboré un plan de réponse intégré, en donnant la priorité à 26 districts, au sein desquels le PAM et ses partenaires se sont positionnés. Le plan de réponse a intégré la réponse du gouvernement et a établi un ordre de priorité des districts sur la base des données extraites du système de suivi de la sécurité alimentaire (FSMS) du PAM et de l'enquête nutritionnelle SMART.</p> <p>Pour la première fois en 2019, le ciblage a été basé sur le registre social et l'assistance en espèces n'a plus été basée sur la taille moyenne des ménages, mais sur le nombre de personnes par ménage, afin de gagner en efficacité et en harmonisation. L'assistance du PAM a eu pour objectif de stabiliser et d'améliorer (c'est-à-dire d'éviter une détérioration substantielle) de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la population ciblée pendant les mois de soudure. En effet, une détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages peut conduire à un épuisement total de leurs ressources et à l'adoption de mécanismes de survie négatifs, mettant en péril la capacité des ménages à se préparer et à résister aux chocs sur le long terme. Les familles mauritaniennes ont bénéficié d'une assistance pendant une période de quatre mois entre juin et septembre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 93 641 personnes (55% femmes – 45% hommes) bénéficiaires de transferts cash pendant la période entre juin et septembre 2019 ▪ 22,479 personnes bénéficiaires de transferts de cash (contribution ECHO) dans le Guidimakha
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ciblage à partir du registre social et vérifications ▪ Conduite de la baseline pour avoir la situation de référence ▪ Distribution de transferts cash ▪ Sensibilisation autour du déroulement de la distribution ▪ Mise en place d'un mécanisme de feedback direct des bénéficiaires à travers un numéro vert 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise à jour des critères de ciblage et mise en place d'un ciblage complémentaire pour renforcer l'identification des ménages éligibles sur base du registre Social ▪ Renforcement des projections du Cadre Harmonisé afin de permettre la priorisation directe des Moughataas les plus affectées ▪ Révision de la méthodologie de priorisation des communes (CODEP) afin d'en améliorer la fiabilité, à travers notamment l'utilisation de données satellitaires et d'enquête ▪ Inscription de la réponse de soudure et de la production de Plans Annuels de réponse dans un cadre institutionnel clairement défini (appui à la mise en place d'un Système national de protection sociale adaptative, et d'un Dispositif de prévention et de réponse aux chocs de sécurité alimentaire et de nutrition)

- Déploiement de la plateforme SCOPE pour les interventions de soudure 2020 dans les zones où le PAM met en œuvre son approche intégrée d'appui à la résilience communautaire
- Réactualisation des SOP pour les critères de ciblage ont au sein du groupe sécurité alimentaire
- Revue des rations et des catégories de taille de ménage afin d'assurer une couverture adéquate de l'assistance apportée

5.

Informations générales

Montant contribution UE en € : 1.000.000

Montant total en € : 4.338.263, 81

Objectif global :

Ministère partenaire : Commissariat à la sécurité alimentaire

Zones d'intervention (Wilayas) : Gorgol, Guidimakha, Assaba

Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : / / - /11/2020

Contact : Cathy Diop - Government Partnerships & Reports Officer - cathy.diop@wfp.org

Provision of Humanitarian Air Services

Aide humanitaire et protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 2 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7

Mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>En Mauritanie, les longues distances et les infrastructures limitées rendent le transport routier particulièrement difficile et limitent l'accès aux bénéficiaires. Dans ce contexte, UNHAS joue un rôle crucial dans l'effort humanitaire global en permettant l'accès aux populations fragiles. Ce service reste aussi vital pour les évacuations médicales et sécuritaires.</p> <p>En septembre 2019, les opérations aériennes vers Bassikounou ont été suspendues en raison de la dégradation de la piste d'atterrissage.</p> <p>Au préalable, deux évaluations des normes de sécurité avaient été effectuées pour les pistes d'atterrissage de Kiffa et Bassikounou. Suite à cette évaluation, l'aéroport de Bassikounou a été fermé en raison de la détérioration des conditions de la piste d'atterrissage. Les vols ont alors été détournés vers Néma (à trois heures de route de Bassikounou), impliquant une escorte de protection pour arriver à destination.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 673 passagers dont 353 femmes transportées par UNHAS avec 30 organisations affiliées ▪ 6 479 kg de cargo transportés ▪ 6 évacuations médicales ont été par UNHAS (100% de satisfaction des demandes de Medevac) ▪ Taux de satisfaction de 89% des demandes de voyages atteint
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de transport de passagers des organisations affiliées ▪ Organisation du transport de cargo léger ▪ Organisation d'évacuations médicales (medevac) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Desserte par UNHAS envisagée pour Kaédi, Selibaby et Aioun ▪ Réhabilitation de la piste de Bassikounou ▪ Organisation de formations pour le renforcement des capacités ▪ Organisation d'exercices de simulation avec les autorités aéroportuaires
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 500.000 Montant total en € : 2.487.373,75 Objectif global : Maintenir le service de transport aérien humanitaire Zones d'intervention (Wilayas) : Nouakchott, Assaba, Hodh el Chargui Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/01/2019 - 31/12/2019 Contacts : Alioune Faye - Chief Air Transport Officer -alioune.faye@wfp.org Cathy Diop - Government Partnerships & Reports Officer -cathy.diop@wfp.org</p>	

Appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et au renforcement de leurs capacités de résilience dans les régions du Gorgol et du Brakna

Aide humanitaire et protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 2 SCAPP Pilier et Chantiers : 2 - 7

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Les nord du Brakna et du Gorgol, deux régions confrontées à des années successives de déficit pluviométrique conjuguées à une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies, depuis trois ans. L'irrégularité des pluies en 2018 et 2019 a accentué les effets de la sécheresse des années précédentes impactant la production et les moyens d'existence, notamment pour les agropasteurs.</p> <p>Les pratiques alimentaires et de santé non adéquates ainsi que les maladies liées à l'eau contribuent à empirer la situation, la situation pluviométrique reste globalement déficitaire. En effet, près de 60 % des postes et stations suivis sont déficitaires comparée à l'année passée et normale à déficitaire par rapport à la normale 1981-2010. (source PNR 2020-CSA) Parmi les wilayas les plus affectées par le déficit pluviométrique on retrouve celles du Gorgol et du Brakna, La situation pastorale n'est pas satisfaisante eu égard au couvert végétal qui est relativement moyen et varie d'une zone à l'autre au niveau des deux wilayas (Brakna et Gorgol). Les résultats de l'enquête de FSMS de septembre 2019, montrent un taux d'insécurité alimentaire évalué à 13,3 % dont 1,2% en insécurité alimentaire sévère. L'enquête SMART de juillet-août 2019 révèle une prévalence de malnutrition aiguë globale au niveau national de 11,20 % avec un taux de cas sévères proche du seuil d'urgence nutritionnel de 2% (1.8%). La wilaya de Gorgol a une prévalence de MAG et MAS respectivement de de 18.0% et 2.9% et celle du Brakna de 15.4% et 1.7% font face à une situation nutritionnelle critique (MAG >15% et/ou MAS>2%). Il est prévu une période de soudure pastorale et agricole plus longue, qui peut provoquer des effets néfastes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ La réponse humanitaire 2019 ayant permis d'implémenter avec un partenaire local ESD dans la Wilaya (région) du Gorgol avec 2 Moughataa (départements) renfermant au total 6 communes dans 124 villages d'intervention ■ 124 relais communautaires (1 relais par village) formés sur l'ANJE, les PFE et les rôles et responsabilités ■ 1539 ménages soutenus pendant la période de soudure (de juin à septembre 2019) avec 4 distributions de cash inconditionnel ■ Distribution de farine enrichie effectuée à 1146 bénéficiaires dont 578 enfants de 6 à 23 mois, 341 femmes enceintes et 227 femmes allaitantes des enfants de - de 6 mois pour une quantité totale de 20694 kg de farine enrichie ■ 21 403 personnes sensibilisées sur les bonnes pratiques d'ANJE, l'hygiène et l'utilisation de la farine dont 2700 hommes, 9710 femmes, 4016 garçons et 4978 filles lors des distributions de farine enrichie ■ 29092 personnes sensibilisées sous forme de sketch /théâtres mises en œuvre par le partenaire local, dont 10766 femmes, 4288 hommes et 7628 filles (+18 ans) et 4610 garçons (+18 ans) ; les enfants moins de 18 ans représentent 12238 dont 7628 filles et 4610 garçons ■ 11511 enfants de 6-59 mois et 4237 FEFA touchés par le dépistage actif porte à porte des trois campagnes trimestrielles dans la zone d'intervention
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pendant la période de soudure, transferts monétaires pour couvrir les déficits des besoins alimentaires des ménages très pauvres (TP) et distribution de farine enrichie aux enfants de 6-23 mois et aux femmes enceintes et allaitantes au sein de ces ménages TP ■ Le renforcement de la dynamique de coordination et de plaidoyer entre les acteurs ■ Le renforcement de la stratégie communautaire pour la prévention de la malnutrition (promotion de l'ANJE et de l'hygiène, activités psycho-sociales, dépistages) avec un partenaire local l'ONG ESD ■ La réalisation, par le partenaire local, de distribution, d'actions d'éducation nutritionnelle et promotion de la santé pour le changement de comportement à travers des théâtres forums lors des campagnes de sensibilisations de masses ■ La formation de femmes en charge d'enfants de moins de 5 ans sur l'approche PB mère ■ L'identification des maris modèles et des grands-mères influentes sur l'implication dans le processus de changement social et comportemental 	<p>Pour 2020, l'action vise l'appui à la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'approche cash plus et l'ancrage communautaire dans les régions du Gorgol et du Brakna via le renforcement de la résilience des ménages les plus vulnérables par le cash transfert, la distribution de complément alimentaire et la sensibilisation communautaire.</p> <p>L'action va s'appuyer sur les vecteurs de changement au niveau communautaire avec la poursuite des actions (2019) d'implication des maris modèles et des femmes influentes dans les villages et la mise en œuvre de l'approche "child to child" en créant des groupements de jeunes pour une bonne stratégie de la prévention de la malnutrition.</p> <p>Le partenariat avec l'ONG locale ESD va se poursuivre pour 2020 avec la mise en place des activités de changement de comportement.</p>
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 750.000.000 - Montant total en € : 937.500.000</p> <p>Objectif global : Appuyer la prévention de la malnutrition des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle et au renforcement de leurs capacités de résilience dans les régions du Gorgol et du Brakna.</p> <p>Ministères partenaires : Santé, Affaires Sociales-Enfance-Famille, Commissariat à la sécurité alimentaire, Economie-Industrie</p> <p>Zone d'intervention (Wilayas) : Gorgol, Brakna</p> <p>Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/03/2019 - 30/11/2019</p> <p>Contacts : Sall Adama Ismaila – Chef de projet ECHO - adama.sall.mr@savethechildren.org Luis Pedro Lobo - Chef de Mission - luispedro.lobo@savethechildren.org</p>	

Appui à la prévention et prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe sévère et maladies associées au Brakna

Aide humanitaire et protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 2 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7

Mis en œuvre par Medicusmundi Sur

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le projet mis en place dans l'année 2019 vise à renforcer l'efficacité réelle et la couverture en vue d'assurer la qualité et la gratuité de la PEC MAS et des maladies associées ainsi qu'à avancer sur le processus de désengagement responsable pour permettre une meilleure appropriation de la PCIMA par les autorités de santé. MMS en coordination avec la DRAS-MS a mis en place des activités sanitaires en établant les priorités d'intervention et avec le MASEF pour la partie communautaire en impliquant les autorités régionales liées à la malnutrition à travers des mécanismes de coordination sectoriels et des supervisions conjointes. Pendant les phases précédentes de transition, MMS a travaillé conjointement avec le DRAS et le MASEF en renforçant le suivi et l'accompagnement notamment dans la dernière phase. Des actions de résilience ont été renforcées dans cette phase d'autonomisation où le principal rôle de MMS a été le plaidoyer au niveau national et Wilaya pour améliorer les <i>résultats communs</i>.</p>	<p><u>Renforcement de la qualité de la prise en charge avec une approche de supervision formative de proximité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Qualité améliorée de la prise en charge. Ce processus sera renforcé tout au long de cette action et les actions futures <p><u>Renforcement de la couverture des services de prise en charge de la MAS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Toutes les structures sanitaires fonctionnelles appuyées (85 CRENAS et 3 CRENI). Rapprochement de la prise en charge de la MAS aux bénéficiaires <p><u>Intensification de la communication pour le changement de comportement social à travers les pratiques familiales essentielles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> En plus des plates-formes habituelles de communication, nouvelles approches testées pour toucher plus de populations (combinaison de la communication, du théâtre forum et des sketch) pour sensibiliser des milliers de personnes sur les pratiques familiales essentielles et passer des messages clés sur les gestes qui sauvent <p><u>Renforcement du processus de l'appropriation des activités appuyées par MMS aux autorités sanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Fort plaidoyer mené par MMS pour l'appropriation des activités sanitaires par les autorités
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> Formation sur la PCIMA du personnel de santé et auxiliaires des CRENA et CRENI Amélioration des conditions d'accueil et prise en charge à travers la construction des hangars Mise en œuvre du paquet minimum Wash au niveau des CRENAS Appui au système d'approvisionnement des intrants Appui au système de reporting Prise en charge des enfants MAS Sensibilisation communautaire via de démonstrations culinaires, théâtres forums et visites de supervision 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien aux services de la DRAS et intégration de la PCIMA de l'ensemble des postes fonctionnelles de la Wilaya Renforcement de la qualité des soins et appropriation et intégration de la PCIMA avec une approche de supervision formative de proximité Intensification de la communication pour le changement de comportement social à travers les PFE, la mobilisation communautaire et la promotion de la résilience Promotion des processus d'appropriation des activités appuyées par MMS aux autorités (DRAS, MASEF)
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 600.000 Montant total en € : 620.000 Objectif global : Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité liée à la malnutrition aigüe chez les enfants de moins de 5 ans dans la région du Brakna à travers la prévention, prise en charge et l'appui à la résilience des enfants et FEFA des ménages très pauvres dans la région du Brakna Ministère partenaire : Santé Zone d'intervention (Wilayas) : Brakna (toutes les moughataas) Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/04/2019 au 29/02/2020 Contact : Alejandra Carmona – Responsable projets SR -lejandracarmona@medicusmundisur.org</p>	

Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix

Aide humanitaire et la protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 10 SCAPP Pilier et Chantier : 2-7

Mise en œuvre par UNICEF

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Depuis 2012, le Nord du Mali est le théâtre de conflits armés entre les rebellions, les groupes islamiques et l'armée malienne. Cette situation d'instabilité a provoqué un afflux massif de réfugiés à la frontière sud-est de la Mauritanie, vivant dans le camp de M'Berra, situé à 18 km de la ville de Bassiknou au Hodh Chargui tandis que d'autres sont établis dans les communautés hôtes.</p> <p>Selon les chiffres de l'UNHCR, 58 999 réfugiés dont 60% d'enfants âgés de moins de 18 ans vivent au camp de M'Berra au 31 mars 2020.</p> <p>Compte tenu de l'urgence de la situation, UNICEF et ses partenaires ont déployé un programme d'éducation en situation d'urgence depuis 7 ans, qui a permis de soutenir l'éducation formelle au primaire et au secondaire et l'éducation non formelle à travers l'alphabétisation ainsi que plusieurs interventions en protection de l'enfant.</p> <p>ÉDUCATION</p> <p>Bien que des efforts aient été consentis par les partenaires de l'éducation, le taux de non scolarisation/déscolarisation des enfants en âge d'aller à l'école reste en dessous des attentes et ambitions des partenaires de l'éducation. Cependant, le taux de scolarisation reste acceptable (77 %) par rapport aux résultats de la vérification physique des enfants en âge scolaire résidant au camp, dont le rapport a été validé en juin 2017 par le groupe de travail éducation de Bassiknou. Le renforcement de cette tendance a été évoqué à maintes reprises par le groupe de travail mais reste un des défis majeurs du secteur.</p> <p>PROTECTION</p> <p>La situation précaire de la région, encore fragilisée par l'afflux de réfugiés maliens au Sud-Est de la Mauritanie expose les enfants/adolescents réfugiés et les enfants/adolescents des communautés d'accueil à diverses formes de violence, d'exploitation et d'abus, y compris certaines des plus graves violations des droits de l'enfant comme le recrutement et l'utilisation par des groupes armés.</p> <p>L'accès limité à des alternatives de développement (principalement l'éducation et les moyens de subsistance), l'influence des chefs des groupes armés maliens dans et autour du camp et l'intense mouvement transfrontalier entre les deux pays sont les principales raisons qui exposent les adolescents au recrutement par les groupes armés. Par ailleurs, des pratiques socio-culturelles de la Mauritanie et du Mali comme la discipline violente et les pratiques dites néfastes exposent également les enfants à des situations d'abus et de violence.</p> <p>ÉDUCATION</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 12 centres préscolaires fonctionnels au camp de M'Berra avec 600 enfants (dont 326 garçons et 274 filles) ; 08 centres préscolaires fonctionnels dans la communauté hôte avec 400 enfants (dont 211 garçons et 189 filles) ; 6 classes des grands ouvertes pour accueillir des enfants précédemment en dehors de l'école âgés avec un programme spécifique accéléré qui permet d'être admis en 3ème année directement (270 enfants dont 164 garçons et 106 filles) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 5 405 élèves (2 613 garçons et 2 792 filles) inscrits au niveau du primaire au camp avec un taux de réussite de 76,2 % ; 409 élèves dont 282 garçons et 127 filles inscrits au secondaire ■ 2 phases d'alphabétisation à travers 2 sessions organisées par année suivant le curriculum malien pour 514 jeunes réfugiés (dont 339 filles et 175 garçons) non scolarisés ■ Formation en appui psychosocial en milieu scolaire (PSS) dispensée au profit de 144 enseignants de la communauté hôte dont 34 femmes ; et, au profit de 160 enseignants du camp dont 25 femmes ■ 20 COGES ou comités de gestion des écoles créés dans la Moughataa de Bassiknou ■ Fournitures scolaires distribuées au profit de 13 600 enfants dans la communauté hôte (dont 6 616 garçons et 6 984 filles) ; et, à deux reprises de fournitures scolaires au profit de 6 700 enfants du camp (dont 3 249 garçons et 3 451 filles) ■ 11 492 manuels scolaires (toutes disciplines confondues) achetés au Mali distribués au camp de M'Berra en début de cette année scolaire ■ Etablissement d'éducation secondaire construit <p>PROTECTION</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 6 réunions du système de protection communal (SPC) et 1 réunion de la table de protection régionale du MASEF organisées ; 2 ateliers sur les enjeux de la protection de l'enfance organisés (camp de M'Berra et communauté hôte) ■ 3 498 enfants (1 749 filles) victimes à besoin de protection identifiés (1 437 au camp de M'Berra dont 704 filles / 2 061 en communauté hôte dont 1 045 filles) ■ 581 (285 femmes) membres des structures communautaires pour la protection de l'enfant (256 au camp de M'Berra dont 98 femmes / 325 en communauté hôte dont 187 femmes) formés sur les droits et la protection de l'enfant, la gestion de cas, le principe de confidentialité ainsi que leurs rôles. ■ 9 adolescents présumés associés aux groupes armés maliens et 12 autres à risque d'enrôlement identifiés et pris en charge ■ 288 enseignants dont 32 femmes formés sur la promotion de l'abandon des disciplines violentes à l'encontre des enfants au niveau des écoles et Mahadras ; 121 des leaders religieux, responsables des Mahadras et enseignants formés sur les droits des enfants au niveau du camp de M'Berra ; 471 parents et tuteurs dont 392 femmes ont participé aux groupes de soutien des parents sur les compétences parentales positives ; 388 adolescents et adolescentes formés comme pairs éducateurs sur les Compétences de Vie Courantes (CVC) : 2 369 adolescents dont 1 162 adolescentes ont participé aux activités de prévention des violences à l'encontre des enfants (VAC) (y compris les pratiques néfastes) et CVC

3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p>ÉDUCATION</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Continuité de l'éducation préscolaire, primaire et de l'éducation formelle au secondaire. ▪ Infrastructures : ouverture des classes de grands sur chaque site-école primaire et suivi des inscriptions et de la fréquentation scolaire des élèves, ouverture de 12 centres du préscolaire avec 600 apprenants, construction d'un lycée ▪ Formations : (i) 120 enseignants sur la morale professionnelle et la méthodologie de l'enseignement en français, arabe et mathématiques – (ii) 30 professeurs sur l'approche par compétence et la fiche de préparation des leçons - Continuité Recyclage et accompagnement des APE de l'éducation formelle et non formelle sur leur rôle dans l'éducation des enfants – (iii) enseignants du non formel sur la culture de la paix, la gestion des conflits, les techniques d'apprentissage, l'appui psychosocial – (iv) Organisation des leçons/cours modèles en présentiel ▪ Cours d'alphabétisation à l'éducation non formelle. ▪ Fournitures et distribution de manuels scolaires, fournitures et équipement ▪ Paiement des motivations pour les enseignants de l'éducation secondaire et de l'éducation préscolaire (M'Berra) ▪ Animation des séances sur la résolution pacifique des conflits et la culture de la paix <p>PROTECTION</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification, documentation, prise en charge, référencement et suivi des enfants victimes à risque / victimes de violence, exploitation, discrimination, abus ou négligence (VEDAN) ▪ Renforcement de capacités des acteurs humanitaires et membres des structures communautaires sur la gestion des cas ▪ Formation des enseignants sur la promotion de l'abandon des disciplines violentes à l'encontre des enfants au niveau des écoles et Mahadras ▪ Renforcement des capacités des parents et tuteurs pour l'adoption de compétences parentales positives ▪ Renforcement de capacités des adolescents et adolescents comme pairs éducateurs sur les compétences de vie courantes ▪ Organisation d'ateliers sur les problématiques de la protection de l'enfance par le biais de la sensibilisation communautaire <p>ÉDUCATION</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Continuité des cours pour l'éducation, préscolaire, primaire (formation enseignants, distribution d'équipement et fournitures pour M'Berra et Bassiknou), secondaire (paiement motivation enseignants), des cours d'alphabétisation de l'éducation non formelle 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réinsertion scolaire des enfants hors de l'école à travers l'ouverture des classes de grands et faire le suivi des inscriptions et de la fréquentation des élèves ▪ Infrastructures : construction d'une école primaire au camp avec la modalité chantier-école (formation professionnelle) en partenariat avec le BIT ; création de 10 centres additionnels pour l'éducation préscolaire au profit de 500 enfants pour augmenter l'effectif à 1 100 enfants, aménagement d'un espace sportif ▪ Formations : 130 enseignants en pédagogie sur des thèmes identifiés de façon participative, 30 professeurs sur l'approche par compétence et la pédagogie centrée sur l'apprenant, de maitres coraniques sur les disciplines scientifiques et les appuyer en matériels didactiques, d'enseignants du non formel sur la gestion du public adolescent, la culture de la paix, la gestion des conflits et les techniques d'apprentissage ▪ Achat des fournitures et distribuer les manuels scolaires ▪ Appui technique et financier au plan de réponse COVID-19 de la DREN du Hodh Chargui et du groupe de travail éducation de la zone (programme radio, éducation à distance, conception des leçons, group WhatsApp de suivi) <p>PROTECTION</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui aux communes pour planifier, budgétiser et coordonner une réponse systémique pour la protection des enfants ▪ Renforcement des mécanismes de référencement entre acteurs du système de protection de l'enfant. ▪ Accompagnement des structures communautaires pour s'organiser et orienter leurs interventions en vue d'assister les enfants à risque / victimes de violence, exploitation, discrimination, abus ou négligence (VEDAN) ▪ Renforcement des capacités des professionnels et para-professionnels à identifier, documenter, prendre en charge, référer et suivre des cas de protection ▪ Prise en charge des enfants à risque / victimes de VEDAN en matière de suivi social, psychologique de santé, d'assistance légale, d'enregistrement à l'état civil, de réinsertion scolaire ou insertion professionnelle ▪ Mobilisation des leaders religieux dans la sensibilisation contre les risques de protection et les pratiques néfastes ▪ Appui technique et financier aux partenaires institutionnels et non-gouvernementaux pour la prévention des VEDAN et la prise en charge des enfants impactés ou affectés par la pandémie du COVID-19
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 1.500.000 Montant total en € : 1.931.523,09 Objectif global : Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix Ministères partenaires : Education nationale, Affaires sociales-Enfance-Famille, Affaires islamiques -Enseignement originel, Enseignement secondaire-Formation technique et professionnelle Zones d'intervention : Hodh Chargui (Camp de M'Berra et Moughataa de Bassiknou) Date de début – Date de fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/04/2019 – 31/03/2021 Contacts : Marc Lucet – Représentant -mlucet@unicef.org Judith Leveillee - Représentante adjointe -jleveillee@unicef.org</p>	

Projet d'intégration et de passation progressive des activités de PEC de la MA des enfants de 0–59 mois et des femmes enceintes et allaitantes aux partenaires de mise en œuvre dans la région du Gorgol

Aide humanitaire et protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 3 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7

Mis en œuvre par la Croix-Rouge Française

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>La Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (DG ECHO) appuie la Croix-Rouge française (CRF) et le Croissant-Rouge mauritanien (CRM) depuis 2007 dans la prise en charge de la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes dans la région du Gorgol, au Sud de la Mauritanie. Le projet mis en œuvre de février 2018 à janvier 2020 a connu une extension jusqu'en avril 2020, soit 26 mois d'activités, et s'inscrit depuis 2017 dans une réorientation stratégique à travers un processus d'autonomisation. L'action de la CRF et du CRM consiste à poursuivre le renforcement des capacités de la gouvernance locale et à transférer les activités assurées par la CRF à la Direction régionale de l'Action sanitaire du Gorgol (DRAS) et le CRM. Dans cette perspective de rendre autonome le système de santé dans la prise en charge de la malnutrition, la CRF au côté du CRM a agi à différents niveaux de la pyramide sanitaire : (i) au niveau Moughataas/régional : à travers le positionnement d'un délégué, renforcement des capacités techniques, managériales et organisationnelles de la DRAS et des Moughataas ; (ii) au niveau centre de santé (CS)- poste de santé (PS) : mise en place de plans de suivi et de supervision formative conjointement avec le niveau Moughataas/régional ; et, (iii) au niveau communautaire, approche communautaire participative pour renforcer la couverture, l'identification des problèmes et des solutions concernant l'accès aux soins.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ 6 733 enfants en état de malnutrition aiguë sévère (MAS) sont pris en charge dans les CRENAS et CRENI, soit 96% de couverture ■ Critères de performance conformes aux normes définies par le protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë en Mauritanie : 90% de guérison, 9% d'abandon et 1% de décès ■ 84% de structures de santé atteignant les indicateurs de performance de la MAS dans les CRENI et CRENAS ; 100% (17) des CS/PS sélectionnés au CMAM Surge ayant un plan de réponse opérationnel ■ 22 908 femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) recyclées sur le dépistage de la MA à domicile et dotées de bandes de Shakir ■ 198 agents de santé appuyés par les supervisions formatives de la CRF ■ 46 agents de santé formés sur la Santé Reproductive (SR)/Soins Obstétricaux Néonataux Urgents (SONU), 38 formés sur la PCIME et 86 formés sur la PCIMA ■ 36 967 enfants de 6-59 mois dépistés dont 2 686 MAM et 914 MAS référés dans les structures de santé ■ 111 spots et émissions diffusés à la radio sur la promotion des services SR. ■ 11 735 personnes de plus de 15 ans sensibilisées sur l'ANJE
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p><u>Dans la communauté</u> : Appui à la coordination des acteurs pour le dépistage actif de la malnutrition dans la communauté ; Recyclage des FEFA aux techniques de dépistage de leurs enfants ; Formation des tradipraticiens au dépistage et référencement des cas malnutris ; Sensibilisation de populations sur l'ANJE (Alimentation Nourrison Jeune Enfant) à travers des sessions "cinéma-débat"; Sensibilisation des populations à la radio pour vulgariser les connaissances sur les signes de danger de la femme enceinte et du jeune enfant ; Réalisation de diagnostics communautaires simplifiés pour cibler les barrières liées à l'accès des services de santé des FEFA - suivi PA <u>Dans les structures sanitaires</u> : Prise en charge gratuite et de qualité de la MAS avec et sans complications ; Sensibilisation des populations sur l'ANJE ; Dépistage passif de la malnutrition dans les CS/PS+ préparation et gestion des pics ; Appui à la mise en place du paquet minimum WASH dans les CRENAS et CRENI ; Renforcement de capacités pour appuyer l'offre de soins en PCIME, CPN, CPoN et accouchements assistés dans les structures sanitaires ; Renforcement de l'appui à la mise en place de plans de réponse SURGE.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Renforcement de capacité de la DRAS pour une autonomisation ■ Accompagnement de l'action avec d'autres projets au niveau communautaires (mise en place des USB) et renforcements de l'accès aux soins (équipes mobiles et stratégies avancées) ■ Renforcement de la coordination avec les autres partenaires au niveau de la région
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 1.325.000 - Montant total en € : 1.376.500 Objectif global : Contribuer à la réduction de la morbi-mortalité liée à la malnutrition des enfants de - de 5 ans et des FEFA dans la Région du Gorgol Ministère partenaire : Santé Zones d'intervention (Wilayas) : Kaédi, Mbout, Maghama, Monguel Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 15/02/2018 - 16/04/2020 Contact : Soazic Dupuy – Cheffe de délégation — hod-mauritanie.frc@croix-rouge.fr</p>	

Réduire la mortalité et morbidité des enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition aiguë sévère, améliorer la couverture des besoins alimentaires et renforcer la résilience des populations vulnérables en Mauritanie

Aide humanitaire et protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 2 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7

Mise en œuvre par Action Contre la Faim

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<ul style="list-style-type: none"> ■ La situation nutritionnelle en Mauritanie est préoccupante avec des cycles récurrents de malnutrition. Selon l'enquête SMART menée en 2018, 7 Wilayas et 23 Moughataa du pays étaient en urgence nutritionnelle. Plus particulièrement, dans les zones d'intervention du projet : le Guidimakha et le Hodh el Chargui où la situation est la suivante : (i) Malnutrition aiguë sévère (MAS) de 4,1% au GDK et de 2.5% au HEC et (ii) Malnutrition aiguë globale (MAG) de 18,8% au GDK et 15.8% au HEC. ■ Parmi les principaux facteurs expliquant cette situation, on note : l'éloignement des villages des structures de santé, l'inadéquation des pratiques de soins, une pratique inadéquate de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), et peu de ressources budgétaires et humaines allouées à la santé et nutrition. ■ Sur le plan de la sécurité alimentaire, l'analyse du Cadre Harmonisé du mois de novembre 2018 a montré que la population en insécurité alimentaire sévère était estimée à 575 602 personnes. Les wilayas du Guidimakha et Hodh El Chargui sont parmi les zones plus affectées avec respectivement 38% et 20% des ménages en insécurité alimentaire. ■ Au camp de M'Berra, les besoins des réfugiés s'orientent vers l'autonomisation dans un contexte de crise prolongée. Le fonctionnement du système d'eau potable créé en 2012 est complexe et engendre un coût d'opération conséquent. Une première phase de la restructuration entamée en 2018 reste inachevée et la deuxième phase doit être finalisée. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 6 644 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (3 536 Filles et 3 108 Garçons) pris en charge ■ Besoins alimentaires de base de 2 322 ménages très pauvres (TP) couverts durant la période de soudure à travers des distributions de cash et de farine nutritionnelle ■ Outils et approches d'intervention d'assistance alimentaire de soudure harmonisés ainsi que des outils de collecte de données ■ Approvisionnement en eau potable assuré pour 56.662 réfugiés (ratio moyen variant entre 12 et 16 litres/personne/jour) ■ 1ère et 2e phase de restructuration du réseau mis en service ; Réduction de la consommation du carburant (26% d'économie) ■ Accès sécurisé et digne aux latrines hygiéniques assuré pour 47.879 personnes, soit 84,5% du camp de M'Bera ■ 20 membres de VRPC (Volontaire Réfugiés pour la Propreté du Camp), dont 10 femmes formés sur les techniques de vidange manuelle et la sécurité des fosses des latrines
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Réalisation de 6 847 séances de sensibilisation (101 921 personnes) pour la Prévention contre la malnutrition et la promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant ■ Réalisation de 4 campagnes (36 540 enfants et 18 976 mamans formées) de dépistage des enfants de 6 à 59 mois et mise en place de la stratégie PB ménage ■ Approvisionnement continu en intrants nutritionnels et thérapeutiques et 1 696 supervisions formatives continue sur la PECMAS auprès de 160 structures sanitaires ■ Appui à l'approvisionnement en eau par charrettes dans 86 structures de santé ■ Pour l'assistance alimentaire de soudure, 4 distributions de cash adapté à la taille de ménages (juin à septembre au profit des 2 322 ménages bénéficiaires des 2 régions) ■ Suivi régulier des prix des marchés, réalisé durant toute l'opération de distribution de cash ■ Organisation d'un atelier de capitalisation des interventions d'assistance alimentaire de soudure avec la participation de l'ensemble des acteurs (Etat, BM, UN et ONG). Poursuite des activités de l'Alliance Cash pour la Protection Sociale (ACPS) ayant permis l'harmonisation des outils, ainsi que la capitalisation des acquis, des leçons apprises et des bonnes pratiques 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Au Guidimakha, mise en œuvre de la stratégie de retrait progressif d'Action Contre la Faim à travers un renforcement de capacités des OSC locales pour qu'elles puissent continuer à appuyer les autorités locales et la DRAS dans la prise en charge de la malnutrition ■ Au HEC, Action Contre la Faim reste dans la continuité des activités car malgré les appuis depuis 2015, le système de santé a encore besoin d'un accompagnement rapproché ■ En 2020, poursuite de l'assistance alimentaire aux ménages vulnérables durant la période de soudure dans la cadre du plan nation de réponse à la soudure 2020 et Poursuivre l'harmonisation des outils et l'approche d'intervention et de collecte de données en lien avec l'assistance alimentaire de soudure ■ Concernant l'accès à l'eau a M'Berra : capitalisation des leçons apprises et accompagnement du processus de transfert progressif de la gestion, opération et maintenance aux services techniques étatiques.

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour la WASH au camp de M'Berra, construction d'un 2e château d'eau de 300m3. Renouvellement des pièces détachées et consommables pour le fonctionnement, entretien et maintenance du réseau d'eau. ▪ Mise à disposition des Kits de nettoyage aux 42 comités d'EHA du camp et appui aux matériels de protection pour la vidange de 300 fosses de latrines pleines 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ A travers son approche multisectorielle, poursuite du renforcement de la résilience des ménages très pauvres agro-éleveurs à travers le renforcement de la disponibilité et la capacité des ouvrages hydro-agro-pastoraux et le renforcement de la promotion de la santé publique au niveau communautaire
---	---

5. Informations générales

Montant contribution UE en € : 2.100.000,00
Montant total en € : 2.501.573,00
Objectif global : Contribuer à la réduction de la mortalité et morbidité des enfants de moins de 5 ans dues à la malnutrition aiguë sévère et renforcer la résilience des populations vulnérables en Mauritanie
Ministères partenaires : Santé, Commissariat à la Sécurité Alimentaire, Développement rural
Zones d'intervention (Wilayas) : Guidimakha, Hodh El Chargui
Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/03/2019 - 28/02/2020
Contact : Jean Luc Lambert - Directeur Pays - jllambert@mr.acfspain.org

Appui en assistance alimentaire et nutritionnelle des ménages très pauvres avec femmes enceintes et allaitantes (FEFA) et /ou enfants de moins de 5 ans en situation d'insécurité alimentaire sévère, pendant la période de soudure 2019

Aide humanitaire et protection civile - ECHO

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 3 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7

Mis en œuvre par OXFAM

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>L'irrégularité des pluies en 2018 a accentué les effets de la sécheresse de 2017, impactant la production et les moyens d'existence, notamment pour les habitants des zones rurales vivant de l'agriculture de subsistance et de l'élevage. D'après les résultats du CH (nov. 2018), en situation projetée (juin-août 2019) 575 602 personnes seront en insécurité alimentaire (ph 3-5). Ces éléments, accentués par une mauvaise gouvernance, impactent la situation nutritionnelle.</p> <p>Les Wilayas du Brakna et Gorgol, zone d'intervention du projet, sont marqués par une campagne pastorale déficitaire et un début tardif de la campagne agricole suite à l'installation tardive de l'hivernage.</p> <p>La situation s'annonce donc difficile du fait de la réduction des ressources pastorales (eau, pâturages). L'enquête SMART de juillet-août 2019 révèle une prévalence de malnutrition aiguë globale au niveau national de 11,20 % avec un taux de cas sévères proche du seuil d'urgence nutritionnel de 2% (1.8%).</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 140 ménages TP ayant eu accès à une alimentation suffisante et diversifiée grâce à la distribution du cash pendant la période de soudure ▪ 696 enfants de moins de 5 ans et 508 FEFA des ménages très pauvres ciblés ayant eu un accès à une alimentation équilibrée, suffisante et diversifiée via la distribution du cash et l'utilisation de compléments alimentaires ▪ 13910 personnes touchées : ▪ Une enquête conjointe (PDM endline) réalisée avec les acteurs humanitaires ACF et SAVE ▪ Deux réunions de plaidoyers organisées dont une, avec le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) et l'autre avec le ministère de l'économie et des finances. La première ayant pour objectif d'organiser la rencontre avec le ministère en charge de l'économie et des finances. La seconde ayant porté sur l'augmentation de 5% de budget du CSA afin que ce dernier puisse répondre aux besoins des populations en insécurité alimentaire dont le nombre des cas sévères ne cesse de croître
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation du ciblage des communes et villages (CODEP) ainsi que celui des ménages bénéficiaires des transferts monétaires et des compléments alimentaires ▪ Distribution du cash inconditionnel aux ménages TP, avec ou sans enfants de - de 5 ans et/ou FEFA ▪ Analyse genre (accès, contrôle des ressources, rapport de pouvoir hommes/femmes au sein des ménages bénéficiaires) ▪ Formation et accompagnement des mamans relais ▪ Dépistage et référencement des enfants MAM et MAS dans les centres de prise en charge nutritionnelle ▪ Suivi des référencements auprès des CRENAS (Centres de Réhabilitation Nutritionnelle en Ambulatoire) et CRENAMs (Centre de Récupération Nutritionnelle pour la Malnutrition Aiguë Modérée) ▪ Promotion des bonnes pratiques d'hygiène, nutritionnelles et alimentaires dans les villages ciblés à travers des séances de sensibilisation ▪ Sensibilisation des chefs de ménages et leaders communautaires sur le genre ▪ Distribution des compléments alimentaires au profit des enfants de 6-23 mois et des FEFA ▪ Exécution conjointe des activités MEAL par les membres de l'alliance cash pour la Protection sociale (ACPS) ▪ Accompagnement des réunions de coordination au niveau régional et central ▪ Mise en place et exécution d'un plan de plaidoyer annuel de l'ACPS 	<p>Une assistance alimentaire sous financement d'ECHO est planifiée pour la soudure 2020. Il s'agira de faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La distribution de Cash inconditionnel à 2 900 ménages très pauvres de deux Wilayas (Brakna et Gorgol) ▪ La distribution des compléments alimentaires au profit de 800 enfants de 6-23 mois ▪ La distribution des compléments alimentaires au profit de 400 FEFA ▪ La promotion de bonnes pratiques d'hygiène alimentaire et nutritionnelle à travers la sensibiliser des communautés ▪ La réalisation des activités de suivi-évaluation
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 1.125.000 Budget global : 1.167.339</p> <p>Objectif global : Répondre de façon appropriée aux crises nutritionnelles et d'insécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables dans les Wilayas de Brakna, Gorgol et de Hodh El Gharbi</p> <p>Ministère partenaire : Commissariat à la sécurité alimentaire</p> <p>Zones d'intervention (Wilayas) : Brakna, Gorgol et de Hodh El Gharbi</p> <p>Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/04/2019 au 31/03/2020</p> <p>Contacts : Dedeou Yahiya – Directeur pays : dedeou.yahiya@oxfam.org Zeinabou Coulibaly- Directrice des programmes -zeinabou.coulibaly@oxfam.org</p>	

AXE PLANÈTE

Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 2015

« Nous sommes déterminés à lutter contre la dégradation de la planète, en recourant à des modes de consommation et de production durables, en assurant la gestion durable de ses ressources naturelles et en prenant d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques, afin qu'elle puisse répondre aux besoins des générations actuelles et futures ».

Aperçu de la politique de l'UE - Aperçu de la politique de l'UE – Nouveau consensus pour le développement

« Les écosystèmes qui dépendent de l'atmosphère, des océans et des terres doivent être entretenus afin de garantir un monde meilleur pour nous et les générations à venir. L'UE s'efforce de protéger notre PLANÈTE en améliorant la gestion des ressources naturelles, en promouvant une énergie propre et en aidant à gérer et à prévenir les effets du changement climatique ».

Objectifs du partenariat UE-RIM

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les objectifs du partenariat UE-RIM peuvent être résumés comme suit :

- Appuyer la Mauritanie dans la lutte contre le réchauffement climatique, en contribuant à l'amélioration et à la mise en œuvre des stratégies relatives au changement climatique et au développement durable ;
- Soutenir la conservation ainsi que la gestion durable des ressources naturelles, de même que la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité et des écosystèmes ;
- Contribuer au développement de la production d'énergies renouvelables et à une meilleure intégration de ces sources d'énergie dans le mix-énergétique du pays ;
- Intégrer les considérations environnementales dans tous les secteurs du Partenariat, notamment par des actions préventives.

Instruments de financements UE

Pour cet axe, les instruments de financement UE pour 2019 ont été les suivants :

Fonds Européen de Développement

Centrale hybride de Kiffa (UE 5 M€ pour la distribution + AFD 19 M€ pour l'hybridation) Mis en œuvre par la SOMELEC	5.0
Programme Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique Mauritanie -Phase 2 Mis en œuvre par des consortium d'ONGs et Eptisa	5.9

Instrument de Coopération au développement- OSC/AL

Projet d'initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz (PICODEV) Mis en œuvre par TENMIYA	0.3
Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets solides de la ville de Kiffa et alentours Mis en œuvre par le Collectif Régional des Maires de l'Assaba	0.5
Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott (GUDDRN) Mis en œuvre par le Conseil Régional de Nouakchott	0.5
Maîtrise d'Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux (MORSE) Mis en œuvre par l'Association Mauritanienne des communes du Sud	0.5

Convention des maires en Afrique sub-saharienne (CoM SSA)

Appui à la Résilience environnementale et développement durable de la ville de Nouakchott Mis en œuvre par le Conseil Régional de Nouakchott	0,9
---	-----

Fiches actions 2019

Pour chaque action mentionnée ci-avant, une fiche action est présentée mettant en exergue le contexte, les activités réalisées en 2019, les principaux résultats atteints depuis le démarrage des actions et les perspectives pour 2020.

Centrale hybride de Kiffa

Facilité énergie 10^{ème} FED

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 7 SCAPP Pilier et Chantier : 3 – 15

Mise en œuvre par la SOMELEC

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le projet de centrale hybride de Kiffa concerne les 2 commune de Kiffa et de Guerou éloignées de 60 km. Avant le projet, Kiffa, la troisième ville du pays, n'était pas reliée au réseau de la SOMELEC, tout comme Guerou. Ces deux communes n'étaient électrifiées que par des mini-réseaux isolés alimentés par des générateurs diesel. Or, l'augmentation de la population et de l'activité dans la région entraîne une hausse des besoins : sur la zone de Kiffa-Guerou, on estime que la demande en période de pointe, qui s'élevait à 2,1 MW en 2012, sera de 4,8 MW en 2017 et 6,7 MW en 2022.</p> <p>Le projet de construction d'une centrale hybride thermique et photovoltaïque de Kiffa et de Guerou vise donc à satisfaire les besoins en électricité de la zone de Kiffa afin de couvrir les besoins des populations et des activités économiques. Il concerne la construction d'une centrale hybride thermique/solaire, l'installation d'une ligne d'interconnexion entre Kiffa et Guerou et de postes de transformation moyenne et basse tension dans ces deux villes, le développement des réseaux de distribution électrique de la région et le raccordement des ménages à ces réseaux.</p> <p>Les impacts du projet sont : un accès fiable à l'électricité pour un coût compétitif par rapport à celui d'une centrale diesel, le développement des entreprises locales et la création d'emplois, l'amélioration des services publics et la limitation de l'accroissement des émissions liées à l'augmentation de la demande.</p> <p>Ce projet pilote peut être répliqué dans le recours accru aux énergies renouvelable pour étendre des services de base.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Une centrale hybride photovoltaïque (1,3 MWc) et thermique (5 MW) construite qui a permis dès son démarrage en avril 2018 de sécuriser l'approvisionnement en électricité de la zone de Kiffa-Guerou ■ Un outil de production moderne et plus sobre en carbone, pilote lors de sa conception en 2012, qui a été répliqué dans une dizaine de centres secondaires du pays ■ Une extension du réseau de transport d'électricité pour les villes de Kiffa et de Guerou : ligne électrique MT de la centrale hybride jusqu'à Kiffa et Guerou (41 km), vingtaine de km concernant le départ pour Kiffa et les DN ■ Une extension des réseaux de distribution de l'électricité dans les villes de Kiffa et Guerou : ligne 15kV de 25 km ainsi que le réseau BT d'environ 75 km pour la desserte des 4.125 clients raccordés ou en attente de raccordement ■ Des branchements sociaux à l'électricité réalisés au bénéfice de 3.434 ménages (20.947 personnes) ■
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Assistance à exploitation et accompagnement de la SOMELEC pour la conduite de la centrale ■ Formation à l'entretien, à la maintenance, et à l'exploitation de centrale auprès des agents SOMELEC à Kiffa ■ 1.926 branchements sociaux complémentaires installés en 2019 pour atteindre 3.434 branchements au total 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réalisation de 691 branchements sociaux complémentaires au cours du premier semestre 2020 pour atteindre 4.125 branchements, au bénéfice de 25.162 personnes
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 5.000.000 Montant total en € : 23.800.000 Objectif global : Amélioration de la desserte en électricité dans la région de Kiffa afin de couvrir les besoins des populations et des activités économiques via la construction d'une centrale hybride photovoltaïque/thermique Ministère partenaire : Pétrole-Mines-Energie Autre partenaire : SOMELEC Zone d'intervention (Wilayas) : Assaba Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 28/12/2012 – 28/11/2019 Contact : Charles Debeugny – Chargé de projets à l'AFD – debeugnyc@afd.fr</p>	

Projet d'initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz (PICODEV)

L'instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Son Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Planète ODD : 2 SCAPP Pilier et Chantier : 3 – 8

Mis en œuvre par TENMIYA

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le projet d'initiative locale concertée pour le développement durable des oasis des communes d'Atar et de Tawaz mis en œuvre par le consortium Tenmiya, le Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI) et l'association El Velah vise à soutenir les actions des organisations de la société civile et des autorités locales concourant au développement et à l'amélioration des conditions de vie des populations des Oasis des communes d'Atar et de Tawaz. Depuis plus de 15 ans, Tenmiya et le CARI, et plus récemment l'association El Velah, viennent en appui aux organisations de la société civile dans la région de l'Adrar, notamment dans le cadre du Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD) et ses Programmes d'Actions Concertées dans les Oasis (PACO). Ces interventions ont été l'occasion pour les promoteurs de l'action d'identifier, d'évaluer et d'échanger avec les organisations de la société civile oasienne et les autorités locales sur leurs besoins en renforcement des capacités, leur autonomisation et leur participation aux cadres de concertation.</p> <p>L'enjeu principal est de contribuer au développement durable des Oasis d'Atar et de Tawaz par la sauvegarde et la valorisation des ressources naturelles, économiques et sociales, à travers le renforcement des acteurs locaux et leur articulation avec les acteurs oasiens au niveau régional, national et international.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Conventions de partenariat élaborées et signées entre les partenaires ■ Recensement des OSCs d'Atar et de Tawaz réalisé ■ Risques et menaces environnementaux, phytosanitaires, sociaux et économiques identifiés lors d'un atelier participatif organisé à l'endroit des acteurs (oasiens, AGPO, Communes et STD) et réponses idoines sont apportées (21 participants) ■ Les risques et menaces identifiés et catégorisés et des solutions envisagées : Environnementaux, phytosanitaires, sociaux et économiques Pour chaque menace et risque identifiés, outils de mitigation élaborés et consignés dans un flyer ■ Membres des AGPO sensibilisés sur les risques et menaces de l'économie oasienne et sur les réponses (87 membres d'AGPO sensibilisés et des flyers distribués au niveau de chaque AGPO) ■ Conseil municipaux des communes d'Atar et Tawaz informés et formés sur la mise en place d'un cadre communal de concertation citoyenne pour chaque commune (CCC) ■ 20 membres des associations Oasiennes de formés sur les techniques de gestion administrative, financière et réseautage ■ 20 personnes, membres des associations oasiennes, des services techniques décentralisés et des communes sensibilisées sur la nécessaire gestion concertée de la problématique locale de développement
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Organisation de l'atelier de lancement du projet ■ Organisation d'un atelier participatif sur les risques et menaces de l'économie oasienne dans l'oasis d'Atar et Tawaz. ■ Sensibilisation à l'importance de la protection du système oasien dans les communes d'Atar et de Tawaz ■ Formation des associations oasiennes d'Atar et de Tawaz aux techniques de Plaidoyer et définition d'une stratégie et organisation d'actions spécifiques de plaidoyer envers les autorités locales et nationales ■ Formation des associations oasiennes aux principes de gestion administrative et financière des OSC et aux techniques de gestion et du travail en réseau ■ Organisation d'un atelier de sensibilisation des associations oasiennes et des autorités locales sur l'importance d'une gestion participative des problématiques de développement 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Parachèvement du processus d'intégration des associations oasiennes d'Atar et de Tawaz au RADD ■ Mise en place d'un cadre de concertation communale pour la sauvegarde et le développement des oasis des communes d'Atar et Tawaz ■ Diagnostic participatif des problèmes et leviers de développement des oasis des communes d'Atar et Tawaz
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 342.293 Montant total en € : 380.265 Objectif global : Contribuer au développement durable des Oasis d'Atar et de Tawaz par la sauvegarde et la valorisation des ressources naturelles, économiques et sociales, à travers le renforcement des acteurs locaux et leur articulation avec les acteurs oasiens au niveau régional, national et international. Ministère partenaire : Développement Rural Zone d'intervention (Wilayas) : Adrar Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/09/2018 - 31/12/2021 Contact : Mohamed Tourad – Directeur de l'AT - mohamed_tourad@yahoo.fr</p>	

Programme Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique Mauritanie Phase 2

- Alliance Mondiale Contre le Changement Climatique (AMCC)

Pilier du consensus européen : Planète ODD : 13 SCAPP Pilier et Chantier : 3 – 15

Mis en œuvre par des consortiums d'ONGs et Eptisa

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>En septembre 2007, l'Union européenne lançait l'Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC) afin de lutter contre le changement climatique dans les pays en développement les plus pauvres et les plus vulnérables à ce phénomène. Vers la fin de 2011, la plupart des pays les moins avancés (PMA) étaient associés à l'AMCC. La Mauritanie a obtenu un financement, en Septembre 2014 pour la première phase de son Programme National (AMCC 1) (Alliance Mauritanienne contre le Changement Climatique)</p> <p>L'AMCC 2 constitue la deuxième phase du Programme Alliance Mauritanienne contre le Changement Climatique. Sa formulation s'appuie sur les expériences de la première phase et s'inscrit notamment en complémentarité des interventions du premier secteur de concentration du 11ème FED en Mauritanie : « sécurité alimentaire et l'agriculture durable ».</p> <p>L'AMCC 2 s'articule autour de 2 axes : i) un renforcement institutionnel exécuté par une AT de l'entreprise espagnole Eptisa ; et ii) un soutien à des initiatives locales d'adaptation au changement climatique des systèmes agro-sylvo-pastoraux visant la restauration des ressources naturelles, exécuté par trois consortiums d'ONG ayant comme chefs de file: le GRDR, Caritas et Concordis. Les appuis de terrain de ces ONG sont mis en œuvre dans les wilayas du Trarza, du Brakna, du Gorgol, du Guidimakha, et de l'Assaba.</p>	<p><u>Au niveau de l'Assistance Technique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Note consolidée fournie sur l'état des lieux de l'environnement ■ Note de propositions produite pour le renforcement des capacités du MEDD ■ 18 réunions de coordination organisées avec les ONG, 3 missions de terrain ■ Plateforme de dialogue inclusive GTRN (Gestion Territoriale des Ressources Naturelles) créée en co-pilotage avec le RIMRAP <p><u>Au niveau des 3 Consortiums d'ONG</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 1 formation organisée pour la Prospective Territoriale Plan d'aménagement environnement ■ Des rencontres organisées pour l'accompagnement de l'intercommunalité et de la gestion de ressources naturelles ■ 1 atelier sur l'intercommunalité du Fleuve Sénégal organisé ■ 1 étude réalisée sur les actions prioritaires et 1 Étude sur la valorisation des PFNL ■ 1 formation des OPA en gestion des RN organisée ■ 1 parcelle de démonstration de pratiques agro-écologiques et de gestion des RN aménagée ■ 4 périmètres rizicoles d'un total de 115 ha aménagés (9.375 ml de grillage et haies vives) ■ 4 périmètres maraîchers (total 8 ha) aménagés et dotés d'équipements (3.124 ml de grillage) ■ 140 villageois du Gorgol et du Brakna formés aux techniques de résolution des conflits ■ 19 cadres de Concertation Communautaires Inclusifs (CCCI) renforcés ■ 5 Plans d'Actions Villageois (PAV) élaborés
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p><u>Au niveau de l'AT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Appui institutionnel au MEDD, coordination et suivi de l'ensemble des interventions ■ Mise en place/renforcement d'une plateforme de dialogue inclusive de GTRN (Gestion Territoriale des Ressources Naturelles) en co-pilotage avec le RIMRAP ■ Communication et partage des connaissances <p><u>Au niveau des 3 Consortiums d'ONG</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Conception d'un plan d'aménagement environnemental Études : actions prioritaires, valorisation des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) et diagnostic territorial participatif sur les RN (Ressources Naturelles) ■ Formation des OPA en gestion des Ressources Naturelles (RN) ■ Aménagement d'une parcelle de démonstration de pratiques agro-écologique et de gestion de RN ■ 4 périmètres rizicoles et 4 horticoles aménagés ■ Cadres de Concertation Communautaires Inclusifs (CCCI) avec des Accords Communautaires (AC) ■ Elaboration de Plans d'Actions Villageois (PAV) ■ Formation aux techniques de résolution des conflits 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Elaboration du Plan de Communication du Plan de Travail Annuel 2020 du MEDD, et élaboration de la Stratégie & Plan de Communication et de visibilité du Programme AMCC 2 ■ Mise en place d'un dispositif de suivi – évaluation du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) ■ Cadrage et exécution d'une mission court-terme (MCT) « Évaluation des Risques Climatiques en Mauritanie » en harmonisation avec la Cellule CCPNCC du MEDD ■ Cadrage de la MCT « Évaluation Environnementale Stratégique des politiques environnementales en Mauritanie » ■ Poursuite des activités des trois Consortiums d'ONG d'appui à l'adoption de bonnes pratiques d'adaptation et de gestion durable des systèmes agro-sylvo-pastoraux
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 5.898.834,00 Montant total en € : 6.965.682,80 Objectif global : Renforcer de manière durable la résilience des systèmes naturels et les services éco systémiques au bénéfice des populations les plus vulnérables. Ministère partenaire : Environnement - Développement Durable Zones d'intervention (Wilayas) : Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimakha et Assaba Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 02/01/2019 - 01/01/2023 Contact : Pascal Maes – Chef de mission de l'AT - pascalmaes@hotmail.com</p>	

Mise en place d'un dispositif de gestion des déchets solides de la ville de Kiffa et alentours

Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Planète ODD : 11 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 4

Mis en œuvre par le Collectif Régional des Maires de l'Assaba

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>La ligne budgétaire de l'UE à partir de laquelle le présent projet a été financé vise la contribution des Autorités locales à encourager la gouvernance et le développement territorial en vue d'améliorer l'accès aux services publics de qualité et la création d'emplois.</p> <p>Le présent projet porté par le Collectif Régional des maires de l'ASSABA a pour objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ D'organiser et équiper à la Municipalité de KIFFA un dispositif de gestion des déchets solides de la ville ; ■ De créer de l'ordre de 80 emplois pérennes dont au moins la moitié réservé aux femmes ; ■ De mobiliser et sensibiliser les populations aux nécessités de contribuer (y compris financièrement) au bon fonctionnement du service ; ■ In fine, d'améliorer les conditions sanitaires de vie des populations de la ville 	<p><u>Entre septembre et décembre 2019 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Objectifs et méthode de travail établie dans le programme contractuel appropriés par la nouvelle équipe du CRMA ■ Comité de Pilotage et Comité technique mis en place ■ Programme adapté aux sensibilités et exigences de la nouvelle équipe ■ Equipe municipale en charge du suivi d'exploitation du dispositif désignée ■ Premiers équipements fonctionnels (chargeuse) ■ Première vague d'assainissement des décharges sauvages de la ville a réalisée avec l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p><u>Entre septembre et décembre 2019</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Structuration de la Gouvernance du projet ■ Mise en place d'un dispositif de suivi comptable et contrôle financier de développement du projet ■ Information et formation des dirigeants locaux au respect des procédures d'achat exigées par l'UE ■ Redéfinition du programme de développement du projet sur recommandations du Comité Technique ■ Identification détaillée des 9 quartiers de la ville devant chacun être doté d'une « Coopérative de gestion du service déchets » ■ Identification des zones d'implantation des quais de transfert et validation par le Wali ■ Acquisition du premier engin (chargeuse) et nettoyages des décharges sauvages de la ville ■ Identification des procédures d'importation des équipements à destination du dispositif 	<p>Dès lors que la réouverture des frontières permettra à l'équipe en charge du projet de fonctionner :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Organisation des « coopératives de gestion » sur les deux premiers « quartiers pilote » / sélection et formation des dirigeantes, et accompagnement au fonctionnement du service ■ Réalisation des quais de transfert sur les quartiers pilote ■ Installation et équipement du centre d'Enfouissement technique ■ Acquisition du matériel de transport et de stockage (camions / bennes / poubelles / ...) pour les deux quartiers pilote ■ Lancement d'une première campagne de sensibilisation des populations aux bénéfices et exigence de fonctionnement d'un service de gestion des déchets ■ Conception d'un « business plan » d'exploitation du dispositif, et formation des équipes de la Municipalité à l'exploitation, la gestion et le contrôle du dispositif
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 467.037 Montant total en € : 713.657 Objectif global : renforcer les capacités des municipalités de KIFFA et proches de KIFFA en matière de management d'un service de base Ministère partenaire : Intérieur-Décentralisation Zones d'intervention (Wilayas) : Assaba Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 21/12/2018 - 20/06/2021 Contact : Jemal Keboud – Président du CRMA -jemalkeboud@gmail.com</p>	

Gouvernance Urbaine et Développement Durable de la Région de Nouakchott (GUDDRN)

Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Planète ODD : 11 SCAPP Pilier et Chantier : 3 – 7

Mise en œuvre par le Conseil Régional de Nouakchott

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>L'action proposée s'inscrit dans le cadre du Programme de support aux activités des organisations de la société civile et des autorités locales pour le développement, soutien à la consolidation de la démocratie et au respect des droits humains.</p> <p>Le projet GUDDRN vise à renforcer la gouvernance des autorités locales de Nouakchott par une meilleure implication des acteurs locaux dans la planification et la gestion de leur territoire, la prise en compte de la dimension du développement durable pour une meilleure adaptation aux effets du changement climatique afin d'assurer un meilleur accès des populations aux services urbains.</p> <p>Ce projet s'inscrit dans la dynamique des actions entreprises par l'ex CUN, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'adoption, en 2015, d'une politique de développement durable par le conseil urbain de l'ex Communauté Urbaine de Nouakchott (CUN) et actuelle Région de Nouakchott (RN) qui vise à définir et mettre en œuvre une stratégie de croissance économique, sociale et spatiale de la ville fondée sur un développement durable participatif, inclusif et solidaire prenant en compte la vulnérabilité de la ville de Nouakchott ; ▪ La mise en œuvre du projet d'Appui à la Résilience Environnementale et au Développement Durable (ARREDUN) et du schéma directeur d'aménagement urbain de la ville de Nouakchott (SDAU). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cadre de concertation régional (CCR) mis en place et fonctionnel ▪ Plan de développement régional (PDR) élaboré en cours de finalisation ▪ Gaps dans la coordination des acteurs concernés par la gestion des DBM identifiés ▪ Formateurs formés sur la gestion des déchets biomédicaux ▪ Circuits et du matériel de gestion des déchets biomédicaux dans les structures de santé ; identifiés (50%)
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place du CCR par la délibération n°0031 RN/2019 de la session ordinaire du Conseil Régional portant adoption du CCR et élaboration du plan de développement régional ▪ A partir du 22 mai 2019, réalisation d'enquête exhaustive des infrastructures ciblées par le projet ▪ Identification de l'équipement à réhabiliter ▪ Formation des membres du CCR sur leurs rôles, et leurs missions ▪ Organisation de focus groups et d'ateliers de concertation avec le CCR ▪ Elaboration en cours du plan de développement de la région de NKTT ▪ Identification des gaps dans la coordination des acteurs sur la gestion des déchets biomédicaux ▪ Formation des formateurs sur la gestion des déchets biomédicaux ▪ Formation des agents de santé sur la gestion des déchets biomédicaux (50%) ▪ Identification des gaps de circuit et des besoins en matériels de gestion des déchets biomédicaux dans les structures de santé ; 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Validation du PDR ▪ Impression et publication du PDR ▪ Organisation d'un forum pour le PDR ▪ Suivi des travaux de réhabilitation de l'école TSB ▪ Réception de l'équipement (école TSB) ▪ Facilitation de la concertation et la coordination périodiques des acteurs ▪ Formation des agents de santé sur la gestion des déchets biomédicaux ▪ Identification des besoins dans les protocoles des structures de santé ▪ Sensibilisation/information des bénéficiaires directes pour pérenniser les systèmes innovants mis en place dans l'équipement réhabilités ▪ Supervision conjointe et monitoring périodique de fonctionnement du circuit des déchets biomédicaux ▪
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 495.000 Montant total en € : 550.000 Objectif global : Contribuer au développement durable et à l'amélioration des conditions de vie des populations de Nouakchott. Ministère partenaire : Intérieur-Décentralisation Zone d'intervention (Wilayas) : Nouakchott Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/01/2019 - 30/06/2021 Contact : Mariam Mangane – Chef de projet – manganemariam7@gmail.com</p>	

Maîtrise d’Ouvrage Renforcée des Services Environnementaux (MORSE)

Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 11 SCAPP Pilier et Chantier : 3 – 7

Mis en œuvre par l’Association Mauritanienne des communes du Sud

1. Contexte et enjeux de l’action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>L’action proposée s’inscrit dans le cadre du Programme thématique pour les Organisations de la société civile et les Autorités locales (OSC-AL) et l’Instrument européen pour la démocratie et les droits de l’homme (IEDDH) qui visent à favoriser la contribution des Autorités (AL) aux processus inclusifs et participatifs de formulations et de mise en œuvre des politiques publiques. Cela participe à permettre aux citoyens de structurer et de relayer leurs positions collectives, à encourager la transparence, la gouvernance et le développement territorial local, à lutter contre toutes les formes d’injustice et d’inégalité, améliorer l’accès à des services publics de qualité et profiter de la création de richesse et d’emploi.</p> <p>L’action s’inscrit en continuité et en complémentarité du programme intercommunal de renforcement des communes dans la maîtrise d’ouvrage et la gestion des services locaux (PIROG) et des démarches de renforcement de la maîtrise d’ouvrage communale menées précédemment dans le Trarza et le Brakna (projet AICHA, ALADIN, RAP).</p>	<p><u>Maîtrise d’ouvrage communale est renforcée par un dispositif mutualisé d’appui.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude de diagnostic de la maîtrise d’ouvrage des communes et des besoins de renforcement réalisée ▪ Plan de formations des agents et des élus élaboré <p><u>Dynamique de concertation est pérennisée au sein et entre les communes de l’AMCS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Instances du CCC renouvelées ▪ Réunions des instances de l’AMCS organisées conformément aux statuts
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l’année 2020
<p><u>Maîtrise d’ouvrage communale est renforcée par un dispositif mutualisé d’appui.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Démarrage de l’étude diagnostique des besoins de renforcement des acteurs ▪ Validation du plan de renforcement des capacités des acteurs ▪ Exécution du plan de renforcement des capacités : deux formations ont été mises en œuvre par le projet, en gestion communale et en fiscalité communale <p><u>Dynamique de concertation est pérennisée au sein et entre les communes de l’AMCS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renouvellement des cadres de concertations communaux ▪ Organisation de la réunion de lancement réunissant tous les maires à la date du 25/04/2019 	<p><u>Maîtrise d’ouvrage communale est renforcée par un dispositif mutualisé d’appui.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Documents de planification ; Acte réglementaire du dispositif mutualisé d’appui <p><u>Dynamique de concertation est pérennisée au sein et entre les communes de l’AMCS.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de réunions régulières des instances de concertation ▪ Mise en place du réseau des instances de concertation ▪ Création d’un fonds d’investissement pour les 6 communes <p><u>Cadre de vie des populations est amélioré par le développement de l’accès à des services publics environnementaux optimisés d’assainissement et de gestion des déchets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Diagnostic sur la situation des services publics environnementaux ▪ Production de document de planification des études et des projets prioritaires ▪ Production des rapports des études ▪ Réalisation des travaux
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 490.000 Montant total en € : 583.767,4 Objectif global : contribuer à la croissance verte et inclusive par l’amélioration de la bonne gouvernance des communes mauritaniennes Ministère partenaire : Intérieur- Décentralisation Zones d’intervention (Wilayas) : Trarza, Brakna Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/02/2019 - 31/02/2022 Contacts : Ibrahima Niang – Chef de projet – amcsgps@yahoo.com Boushab Ethmane – adjoint chef de projet – ethmane.mr@gret.org</p>	

Appui à la Résilience environnementale et développement durable de la ville de Nouakchott

Convention des maires en Afrique subsaharienne (CoM SSA)

Pilier du consensus européen : Planète ODD : 7 SCAPP Pilier et Chantier : 1.3

Mis en œuvre par le Conseil Régional de Nouakchott

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Consciente de l'importance de la problématique environnementale depuis quelques années, la Région de Nouakchott (ex-communauté Urbaine de Nouakchott) s'est lancée depuis 2013 dans un processus de réflexion théorique et stratégique sur le développement urbain durable. Le projet s'inscrit dans le cadre des efforts menés par la Région de Nouakchott pour faire face aux risques liés aux changements climatiques qui ne cessent d'augmenter avec le développement spatial de la ville.</p> <p>Ces objectifs sont clairement d'asseoir une approche de planification urbaine inclusive, participative et durable. Le mode d'intervention de la Convention des Maires cadre parfaitement avec ces objectifs et offre à la ville de Nouakchott la dimension concrète et opérationnelle nécessaire pour structurer son intervention locale.</p> <p>L'année 2019 a été une année importante dans le projet puisqu'elle a permis à la Région de se rapprocher plus du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et en particulier de la Cellule changement climatique qui a en charge cette question pour la Mauritanie, notamment pour l'élaboration de l'inventaire des gaz à effet de serre de Nouakchott, étude importante sur laquelle se basera le futur Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat (PAAEDC) de la Région de Nouakchott</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Une étude de la vulnérabilité de la ville de Nouakchott face au changement climatique réalisée ■ Un audit énergétique de quelques bâtiments et un inventaire des émissions de gaz à effet de serre réalisés ■ 120 élus, techniciens et membres de la société civile formés sur le changement climatique ■ Une étude de faisabilité pour une unité de recyclage des batteries réalisée et restituée ■ 153 lampadaires d'éclairage public solaire installés dans les quartiers périphériques de Nouakchott
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Restitution, en 3 phases, de l'étude de la vulnérabilité de la ville face au changement climatique au Siège de la Région en présence des partenaires et acteurs locaux (profil climatique de la ville, analyse sectorielle de la vulnérabilité face au changement climatique, stratégie d'adaptation de la Région de Nouakchott et plan d'action d'adaptation) ■ Audit énergétique de gros bâtiments des 9 communes de Nouakchott (Ex. : siège de la Région de Nouakchott, Centre Hospitalier Mère et Enfants...) et élaboration le plan d'action pour chacun d'eux pour améliorer leur consommation énergétique. ■ Inventaire des Gaz à effet de serre pour développer un diagnostic Energie-Climat de Nouakchott en étudiant les consommations énergétiques, la production d'énergie renouvelable et les émissions de gaz à effet de serre ■ Installation de 153 lampadaires d'éclairage public solaire dans les quartiers périphériques de Nouakchott ; création de comités de quartiers et d'une unité technique pour le suivi des lampadaires ■ Organisation d'ateliers de concertation et d'échanges avec trois groupes distincts (OSC, élus et techniciens de l'Etat central) afin de construire une vision partagée de l'atténuation des changements climatiques ■ Formation sur le logiciel ARCGIS et sur la télédétection pour les cadres de la Région NKT 	<p>L'année 2020 est l'année de clôture du projet, le PAAEDC de Nouakchott devra être élaboré et validé par le conseil régional. Pour cela un atelier de concertation, le dernier, devra être organisé avec les OSC, les techniciens de l'Etat et des communes et les élus.</p>
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 950.000 Montant total en € : 1.210.054 Objectif global : Contribuer au Développement Urbain durable, inclusif et résilient aux changements climatiques de la ville de Nouakchott en améliorant sa capacité dans le domaine de la planification, de la protection de l'environnement et de la fourniture d'énergie durable aux populations démunies habitants des quartiers périphériques Ministères partenaires : Environnement - Développement Durable, Pétrole-Mines-Energie Zone d'intervention (Wilayas) : Nouakchott Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/05/2017 – 29/07/2020 Contacts : Fatimetou Boukhreiss – Chef de projet - boukhreiss.fatimetou@gmail.com Saleck Ould Moulaye – Directeur des Etudes et Projets de la Région – ouldmoulayes@yahoo.fr</p>	

AXE PROSPÉRITÉ

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015

« Nous sommes déterminés à faire en sorte que tous les êtres humains aient une vie prospère et épanouissante et que le progrès économique, social et technologique se fasse en harmonie avec la nature ».

Aperçu de la politique de l'UE - Aperçu de la politique de l'UE – Nouveau consensus pour le développement

« L'espoir d'une vie meilleure commence avec la PROSPERITE. L'Union européenne investit dans une croissance économique inclusive et durable en contribuant à la création d'emplois, à la formation professionnelle, à la construction d'infrastructures, à l'amélioration de l'accès au financement et à la promotion des entreprises et du commerce ».

Objectifs du partenariat UE-RIM

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les objectifs du partenariat UE-RIM peuvent être résumés comme suit :

- Renforcer les capacités en vue d'une production alimentaire locale et régionale diversifiée, garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et accroître la résilience des plus vulnérables ;
- Contribuer à la création d'emplois, notamment des jeunes, des femmes et des plus vulnérables pour parvenir à une croissance inclusive et durable ;
- Soutenir des mesures pratiques et innovantes visant à associer davantage les micros, petites et moyens entreprises à la mise en œuvre d'actions concrètes sur le terrain ;
- Soutenir l'agriculture durable ainsi que la pêche, secteurs indispensables pour garantir la sécurité alimentaire ; soutenir les exploitants agricoles familiaux et les éleveurs, qui contribuent de manière substantielle à la sécurité alimentaire ainsi qu'à la lutte contre l'érosion des sols et la perte de biodiversité, tout en créant des emplois ;
- Développer des marchés et des chaînes de valeur agricoles qui bénéficient aux pauvres et encourager l'agro-industrie à créer des emplois et de la valeur ajoutée ;
- Contribuer à la diversification de l'économie, notamment dans les filières de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage ;
- Soutenir la conception, la construction et l'exploitation d'infrastructures routières permettant une meilleure mobilité des biens et des personnes ;
- Promouvoir le commerce et l'intégration régionale.

Instruments de financements UE

Pour cet axe, les instruments de financement UE pour 2019 ont été les suivants :

Fonds Européen de Développement

Reconstruction de la route Nouakchott Rosso, premier allotissement Mis en œuvre par le Ministère de l'Équipement et des Transports	51.5
Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale – RIMRAP (UE 25 M€ + AECID 1 M€ + GIZ 1 M€ = 27 M€) Mis en œuvre par le Ministère du développement rural, IRAM et des consortiums d'ONG	25.0
Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales – RIMDIR (UE 35 M€ + EM UE 3 M€ = 38 M€) Mis en œuvre par ENABEL, Agence belge de développement et la SOMELEC	35.0
Programme d'appui à la gestion des finances publiques dans le cadre du PAMO Mis en œuvre par Expertise France	/
Programme Régional d'Extension de l'Horizon des Opportunités de Valorisation de la Chaîne de valeur Lait par l'Accès aux Services Energétiques durables - PROGÉS-Lait Mis en œuvre par ECODEV	2.9
Construction du pont de Rosso	42.3
Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest- Volet Mauritanie – PACAO Mise en œuvre par un consortium d'ONG	4.0

Instrument de Coopération au Développement- OSC/AL

Projet d'Appui à la Contribution Effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie Mis en œuvre par la Fédération Nationale de la Pêche artisanale	0.4
PRO-COOP Guidimakha – Projet de Renforcement des Coopératives de Guidimakha pour le développement durable Mis en œuvre par Action Contre la Faim	0.6

Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne pour l'Afrique

Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction Mis en œuvre par le Bureau International du Travail	3.2
Promopêche - Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale Mis en œuvre par le Bureau International du Travail et la GIZ	14.0
Promopêche - Promotion de l'emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie Mis en œuvre par l'AECID	10.0
Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction Mis en œuvre par le Bureau International du Travail	3.2
Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie –Safire Mis en œuvre par des consortium d'ONG	10.0
L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie Mis en oeuvre par le Ministère de l'Economie et de l'Industrie, l'OIM et la Guardia Civil	25.0

Accord Pêche

4 Tranches annuelles (T1 et T2 : 55 M ; T3 et T4 : 57,5 M €) 2015 – 2019, toutes ayant déjà été versées. Le montant de 57.5 représente le montant décaissé en 2018 au titre des droits d'accès	57.5
Appui sectoriel – Tranche versée en 2019	4.9

Fiches actions 2019

Pour chaque action mentionnée, une fiche action est présentée mettant en exergue le contexte, les activités réalisées en 2019, les principaux résultats atteints depuis le démarrage des actions et les perspectives pour 2020.

Reconstruction de la route Nouakchott Rosso, 1er allotissement

10 et 11^{ème} Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantier : 1 – 3

Mis en œuvre par le Ministère de l'Équipement et des Transports

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le projet de reconstruction de la route nationale RN2 entre Nouakchott et Rosso (192 km) s'inscrit dans le cadre stratégique des efforts engagés par la Mauritanie pour assurer son désenclavement interne et favoriser l'intégration régionale en aménageant les axes transafricains d'ouverture vers les pays voisins. Cette reconstruction entre parfaitement dans le cadre de l'appui de l'Union européenne accordé au secteur des transports. Celui-ci réserve une part importante aux infrastructures d'intégration régionale. La route Nouakchott - Rosso est un maillon important des axes transafricains Tanger - Lagos et Alger – Nouakchott – Dakar en ligne directe avec la construction du pont de Rosso reliant la Mauritanie et le Sénégal (voir la fiche spécifique à ce projet).</p> <p>La réhabilitation de cette route est divisée en deux tronçons : Nouakchott-Bombri, financé par l'Union Européenne et le Gouvernement Mauritanien et Bombri-Rosso, financé par la Banque Mondiale et le Gouvernement Mauritanien (78,40% et 21,60% respectivement).</p> <p>La reconstruction de la route Nouakchott - Rosso du point kilométrique 47 (PK47) au PK145 du tronçon Nouakchott Bombri a été attribuée à l'entreprise SOGEA SATOM le 12 Octobre 2017. Le commencement des travaux a été fixé pour le 23 Février 2018 avec une livraison prévue au 22 mai 2020.</p> <p>Le contrat de travaux pour un montant de 51.511.411,78 EUR est financé par l'Union Européenne sur les ressources du 10^{ème} et 11^{ème} FED à concurrence de 100% du montant total hors toutes taxes et droits.</p> <p>Les travaux consistent en l'élargissement, le renforcement, et la reconstruction de l'ensemble de la structure de chaussée, ainsi que la reconstruction d'ouvrages d'assainissement transversaux et la mise en place de la signalisation horizontale et verticale. La route a une largeur de revêtement de 7m et une vitesse de référence de 80 km/h. L'ensemble des travaux prévoit l'application des mesures environnementales et sociales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Installation et repliement du chantier effectués à 80% ■ Couche de fondation et élargissement réalisés sur 76,4 km ■ Recyclage de l'ancienne chaussée pour couche de fondation réalisé sur 45 km ■ Criblage des matériaux de construction réalisé de 126.360 m³ sur 394.231 m³ prévu ■ Production de concassé réalisée de 127.098T sur 281.533 T prévue ■ Couche de base en Grave-Bitume de 9 cm d'épaisseur achevée sur 44,9 km ■ Couche de roulement en Béton Bitumineux réalisée sur 39,3 km ■ Ouvrages d'assainissement réalisés à 56% ■ 4 missions d'audit technique <p>La valeur des travaux réalisée au 31 décembre 2019 s'élève à 19,62 millions d'euros.</p>
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Couche de fondation et élargissement (24 km) ■ Recyclage pour couche de fondation (23 km) ■ Criblage des matériaux (126.360 m³) ■ Production de concassé (127.098 T) ■ Couche de base en Grave-bitume de 9 cm d'épaisseur (44,9 km achevé) ■ Couche de roulement en Béton Bitumineux (39.3 km) ■ Ouvrages d'assainissement (56%) ■ Signature de l'avenant pour l'extension des travaux du PK25 au PK47 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Couche de fondation et élargissement ~ 37 km ■ Couche de base Grave-bitume de 9 cm d'épaisseur ~ 69 km achevé ■ Couche de roulement en BB ~ 81 km ■ Ouvrages d'assainissement ■ Travaux de finition 100% <p>On estime que les travaux restants devraient être achevés en décembre 2020. Le montant restant dans le contrat actuel est de 31.89 millions d'euros.</p>
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 51.511.411,78 Montant total en € : 51.511.411,78 Objectif global : Extension des réseaux des infrastructures, développement du sous-secteur routier afin d'assurer la mise en valeur et l'exploitation des potentialités économiques et le désenclavement des zones limitrophes Ministère partenaire : Equipement -Transports Zones d'intervention (Wilayas) : Nouakchott, Trarza et Brakna Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 03/08/2011 - 22/05/2020 Contact : Hamoudi Mohamed Sidi – Directeur Général des Infrastructures de Transport - hamoudi02@yahoo.com</p>	

Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale

11ème Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 1 SCAPP Pilier et Chantiers : 1-1

Mis en œuvre par le Ministère du développement rural, IRAM et des consortiums d'ONG

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le RIMRAP est un programme qui mobilise 25 structures de l'Etat, des Etats membres de l'UE et des ONG et qui vise à renforcer la gouvernance en matière d'accès équitable et de gestion durable des ressources dans le contexte du changement climatique. Il se pose comme le 1^{er} volet du 1^{er} secteur de concentration du 11^{ème} FED – la SANAD (Sécurité Alimentaire & Nutritionnelle et Agriculture Durable) – représentant 78 M€.</p> <p>Les résultats attendus du programme se déclinent selon les trois grands axes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des acteurs publics et privés du secteur, 2. Une meilleure gouvernance de l'accès aux ressources naturelles pour les populations rurales 3. Un renforcement et une amélioration de la coordination des systèmes d'information relatifs à la production agropastorale et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN). <p>Le programme se déroule au niveau national (Nouakchott, établissements de formation & recherche dépendant du Ministère du Développement Rural (MDR) et dans les quatre wilayas de l'Assaba, du Guidimakha, du Hodh el Gharbi et du Hodh Echargui en se concentrant sur la résilience des populations vulnérables des domaines de l'agriculture pluviale et de l'élevage pastoral.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un partenariat solide entre les institutions publiques et le programme développé ▪ Des besoins en renforcement de capacités transversales identifiées ▪ MDR appuyé sur l'optimisation de ses plans d'investissement pluriannuels et de la chaîne Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi-évaluation (PBSE) ▪ Systèmes de Suivi & Evaluation solides (internes & Ministères) développés ▪ Actions et stratégies liées au secteur rural (RIMDIR, RIMFIL, AMCC2, FFU, SCAPP, PNDA/PNDE...) accompagnées par la DUE et de l'Etat Mauritanien pour leur dimensionnement ▪ Potentialités et besoins en termes d'actions, de recherche et de formations dans les domaines de l'agriculture pluviale et de l'élevage pastoral identifiés ▪ Dispositif rapide de réponse à des urgences locales mis en place ▪ Actions prioritaires découlant des diagnostics et servant d'amorce aux autres programmes de l'UE (RIMDIR, RIMFIL) réalisées ▪ Système d'information participatif sur le monde agropastoral à travers la promotion d'initiatives locales (clips, films), la mise en place d'un espace de dialogue sectoriel (plate-forme) et la mise en ligne d'un centre de ressources (www.rim-rural.org) développé
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p><u>Au niveau Central</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite de l'appui PPBSE ▪ Appui en Suivi & Evaluation au MDR ▪ Traitement de 5 sujets par la plate-forme de dialogue sectoriel (Lait local, Hydraulique Pastorale, Infrastructures Rurales, Gestion Territoriale des Ressources Naturelles, Sécurité & Développement) ▪ Communication : finalisation des films & clips et mise en ligne ▪ Animation, alimentation et promotion large du site internet du secteur rural : www.rim-rural.org <p><u>Au niveau Régional</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite de la mise en œuvre des modules de recherche (8) et formation (10) avec la GIZ en collaboration avec les centres d'Etat et les bénéficiaires ▪ Poursuite de la réflexion sur la mise en œuvre d'un système de gestion locale des crises ▪ Mise en œuvre d'une centaine d'actions prioritaires et d'une 40 d'actions d'urgence dans les 4 régions 	<p>Le RIMRAP a entamé sa dernière année d'existence. De fait, 2020 sera donc celle de l'arrêt progressif des activités et de la capitalisation, dans un contexte perturbé par le Covid19. On peut retenir cependant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite des travaux de groupe de la plate-forme de dialogue à distance et sur le terrain (hydraulique pastorale, lait local, GTRN, Conseil agricole & pastoral, Infrastructures rurales) ▪ Appui à la chaîne PPBSE et au système SE du MDR ▪ Poursuite de la mise en œuvre d'actions prioritaires (agriculture & élevage) dans les 4 wilayas d'intervention du programme ▪ Poursuite des formations des cadres/agents du MDR et des agropasteurs ▪ Poursuite de la mise en œuvre des modules de recherche appliquée dans les 4 wilayas ▪ Animation & alimentation du site internet dédié au secteur rural ▪ Capitalisation du programme
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 25.000.000 Montant total en € : 27.000.000 Objectif global : Renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en Mauritanie Ministère partenaire : Développement Rural Zones d'intervention (Wilayas) : Assaba, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Hodh Echargui, Nouakchott Date début – Date fin mise en œuvre opérationnelle : 01 /02/2016 – 02/12/2020 Contacts : Franck Müller - Chef de mission - rimrapfranckmuller@gmail.com Hamzate Kane - Expert S&E - hamzate.kane@gmail.com</p>	

Renforcement des Investissements Productifs et Energétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales — RIMDIR

11^{ème} Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantier : 1 – 3

Mis en œuvre par ENABEL, Agence belge de développement et la SOMELEC

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le programme indicatif du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED) en Mauritanie dédie 49% de son enveloppe globale à la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable (SANAD). L'objectif général de ce premier secteur de concentration est de renforcer la résilience des populations vulnérables face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>L'approche pour ce secteur est conçue comme un ensemble complémentaire d'interventions afin d'améliorer la gouvernance (première intervention, le RIMRAP engagé depuis 2016), et de renforcer les investissements productifs et permettre l'accès à l'énergie renouvelable (seconde intervention, le RIMDIR) préalables au travail sur les chaînes de valeur agricoles et pastorales (troisième intervention, le RIMFIL démarré début 2020).</p> <p>Le RIMDIR est mis en œuvre par deux entités distinctes : d'une part, Enabel (Agence belge de développement), chargée du renforcement institutionnel et de l'amélioration de l'accès à l'eau, du désenclavement et de la sécurisation des ressources au travers d'actions relatives aux investissements productifs ; et, d'autre part, via une délégation de fonds à L'Agence française de Développement (AFD), la Société Mauritanienne d'Electricité (SOMELEC), chargée du développement de services d'accès à l'énergie renouvelable au travers de la construction de mini-réseaux hybrides solaire/batterie en délégation de service public et de l'accompagnement des acteurs concernés.</p>	<p><u>Volet Infrastructures rurales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification participative des zones prioritaires (9) et des pôles de développement potentiels (17) pour l'accueil des activités dans les quatre wilayas d'intervention ▪ Identification participative de sites d'intervention (16) pour des travaux de construction ou réhabilitation d'IR <p><u>Volet Energie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des zones et des besoins en infrastructures dans les Wilayas du projet ▪ Phase de recrutement de l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage <p><u>Renforcement institutionnel</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Coordination, suivi-évaluation ▪ Formation et accompagnement des acteurs
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p><u>Volet infrastructures rurales (IR)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des zones prioritaires et des pôles développement potentiels d'intervention ▪ Identification et priorisation de sites d'intervention pour des constructions/réhabilitations d'ouvrages de mobilisation de l'eau et élaboration des termes de référence des études de faisabilité (actions pilotes) ▪ Démarrage d'études diagnostics filières (lait, maraîchage, cultures de décrue) dans les wilayas d'intervention ▪ Appel à propositions pour la réalisation d'activités d'ingénierie sociale en lien avec les IR ▪ Lancement d'un marché pour la mise en place d'un système base de données en lien avec l'inventaire des IR ▪ Lancement d'un marché pour la réalisation d'un référentiel technico-économique des principales IR ▪ Démarrage de l'identification participative des besoins en renforcement des capacités des services techniques du MDR (en relation avec les IR) <p><u>Volet énergie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude de faisabilité institutionnelle et technico-économique dans les zones cibles ▪ Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'une Assistance Technique auprès de la SOMELEC 	<p><u>Volet infrastructures rurales (IR)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation des diagnostics filières dans les wilayas d'intervention et identification d'interventions potentielles ▪ Réalisation des études de faisabilité sur les sites actions pilotes et démarrage des travaux ▪ Réalisation des activités d'ingénierie sociale en lien avec chaque infrastructure/intervention concernée ▪ Accompagnement du MDR dans la réalisation de l'inventaire des IR dans les 4 wilayas d'intervention ▪ Mise en place d'un système de base de données pour gestion des informations sur IR ▪ Elaboration des référentiels technico-économiques des principales IR ▪ Renforcement des capacités des personnels du MDR et appui pour l'amélioration au sein du MDR de la coordination des interventions IR <p><u>Volet énergie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation d'une étude complémentaire pour préciser la demande en électricité dans les zones et le dimensionnement du projet au semestre 1 de 2020 ▪ Démarrage des activités de l'AT à la SOMELEC ▪ Recrutement des délégataires privés
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 35.000.000 Montant total en € : 39.000.000 (UE+AFD) Objectif global : Renforcer de manière durable la résilience des systèmes naturels et les services éco systémiques au bénéfice des populations les plus vulnérables Ministères partenaires : Développement Rural, Pétrole-Mines-Energie Zones d'intervention (Wilayas) : Assaba, Guidimakha, Hodh el Gharbi, Hodh el Chargui Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 30/06/2018 - 30/06/2023 Contacts : Daniel Binart – Chef de mission de l'AT - daniel.binart@enabel.be Charles Debeugny – Chargé de projets à l'AFD – debeugnyc@afd.fr</p>	

Programme d'Appui à la mise en œuvre du 11ème FED — Composante gestion des finances publiques

11^{ème} Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 16 SCAPP Pilier et Chantier : 3 -13

Mis en œuvre par Expertise France

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le Projet d'Appui à la Gestion des Finances Publique (PAGEFIP) en Mauritanie est l'une des composantes du programme d'appui à la mise en œuvre du 11ème FED (PAMO FED 11) s'inscrivant dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale intitulée « Stratégie de croissance accélérée et de Prospérité partagée 2016-2030 ».</p> <p>Le PAGEFIP vise à accompagner la réforme des finances publiques i) en agissant sur les zones de fragilité identifiées lors de la dernière évaluation PEFA telles qu'inscrites dans le Schéma Directeur de la réforme du système de gestion des finances publiques (DR-SGFP) et en ii) appuyer la mise en œuvre de la nouvelle loi organique relative aux lois des finances (LOLF) adoptée en octobre 2018.</p> <p>Pour atteindre ces résultats, le projet est organisé autour de cinq (5) composantes : (1) Pilotage de la réforme, conduite du changement et formation, (2) Appui à la réforme budgétaire, (3) Appui à la mise en place de la réforme comptable, (4) Soutien au système de mobilisation des ressources intérieures et (5) Renforcement du système de contrôle.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en œuvre de la nouvelle LOLF appuyée à travers la mise en place d'outils de travail adaptés ■ Accompagnement technique pour la réforme de la gestion budgétaire ■ Accompagnement technique pour la réforme de la gestion comptable réalisé ■ Système de mobilisation de ressources internes amélioré pour une meilleure prévisibilité budgétaire ■ Professionnalisation des systèmes et des acteurs de contrôle interne (IGE, IGF) et externes (Cour des comptes) renforcée afin d'en améliorer l'efficacité et optimiser leur rôle et leur mandat ■ Capacités des cadres du Ministère des finances et des organes de contrôles renforcées (Formations-métiers, outils de travail informatiques, application de contrôle) ■ Evaluation de la performance du système de gestion des finances publiques (PEFA) réalisé ■ Ecole Nationale d'administration de la Magistrature et du Journalisme appuyée à travers la rédaction des curricula pour le Département des finances ■ Communication sur les enjeux et implications de la LOLF améliorée (Vidéo budget, fiches techniques, schéma du calendrier de la LOLF, etc.)
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Assistance permanente de 4 experts LT pour la CERFIP, DGB, DGTCP, DGI et organes de contrôles ■ Réalisation d'une quarantaine de missions d'assistance technique ayant couvert les principales thématiques de la GFO (gestion budgétaire et comptable, audit-contrôle, évaluation de la GFP, audit, contrôle, communication) ■ Renforcement des capacités des cadres à travers la réalisation de 24 missions de formation (117hommes / jour) ayant bénéficié à 547 cadres et couvert les principales thématiques de la GFP (Gestion budgétaire, comptabilité, contrôle, fiscalité, évaluation de la GFP) ■ Réalisation d'une évaluation de la performance du système de gestion des finances publiques (GFP) suivant la méthodologie du cadre PEFA de 2016 ■ Appui à la rédaction du projet d'organigramme de la DGB et au développement de ses outils de contrôle interne ■ Développement des outils pour l'amélioration de la gestion budgétaire (Macro-processus budgétaires, Schéma financier des programmes, etc.) ■ Appui à l'amélioration de la gouvernance de la réforme budgétaire et comptable ■ Élaboration de l'instruction comptable de l'Etat ■ Appui à la DGTCP pour l'élaboration de nouvelles normes comptable de l'Etat ■ Urbanisation du système d'information du compte unique du Trésor ■ Introduction de la démarche de professionnalisation des activités et des missions de contrôle d'audit interne ■ Appui au processus de modernisation et simplification de la législation fiscale ■ Développement d'une méthodologie d'élaboration des cartographies des processus et des risques à la DGI. ■ Introduction du pilotage par objectif comme outils d'aide à la décision au sein de la DGI 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Prolongation du projet PAGEFIP jusqu'au 30 juin 2020 ■ Poursuite de l'appui par les experts LT du projet à leurs directions bénéficiaires ■ Finalisation et validation du rapport final du PEFA ■ Rédaction d'un nouveau SD-RSGFP ■ Poursuite des appuis à la réforme budgétaire. ■ Poursuite des appuis à la réforme comptable et de contrôle ■ Poursuite des appuis à la DGI ■ Développement des outils de communication pour accompagner la mise en œuvre de la réforme des finances publiques

5. Informations générales du PAMO

Montant contribution UE en € : 14.000.000

Montant total en € : 14.000.000

Objectif global : appuyer et accompagner la réforme des finances publiques en agissant sur les zones de fragilité identifiées lors de la dernière évaluation PEFA et telles qu'inscrites dans le SD-RSGFP

Ministères partenaires : Economie-Industrie, Finances

Zones d'intervention (Wilayas) : National

Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/03/2018 - 30/06/2020

Contact : Abderrahim Didi - Coordonnateur - abderrahim.didi@expertisefrance.fr

Programme Régional d'Extension de l'Horizon des Opportunités de Valorisation de la Chaîne de valeur Lait par l'Accès aux Services Energétiques durables – PROGES–Lait

Facilité énergie 10ème Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantier : 1 – 3

Mis en œuvre par ECODEV

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>PROGRES-Lait, est un programme régional de développement de la chaîne de valeur lait, qui met au cœur de sa démarche l'entrepreneuriat rural, à travers l'accès aux services énergétiques durables. En effet, il a mis à la disposition des acteurs notamment les femmes à la base, des plateformes énergétiques pour la conservation du lait et, une approche de Partenariat Public Privé à vocation Communautaire (PPPC) comme instrument de développement du marché dans les bassins de production au Sénégal et en Mauritanie. Cette dynamique de professionnalisation du système de collecte, de conservation et de commercialisation doit être soutenue par un accompagnement des petits producteurs tant au plan technique/technologique, organisationnel, managérial et financier, que par la mise en place d'une stratégie de communication sociale pour encourager l'adhésion et le développement de l'esprit d'entreprise. Tout ceci pour contribuer à l'éradication de la pauvreté par la création d'emplois.</p> <p>Par ailleurs, dans les grands villages à potentialité de développement artisanal, les plateformes énergétiques assureront l'accès aux services énergétiques sociaux et productifs tels que l'éclairage, l'audiovisuel, la mouture, la soudure, etc.</p> <p>La conception du PROGRES-Lait est basée sur l'analyse des études réalisées dans la filière lait au niveau des deux pays, et un processus participatif et inclusif marqué par une communication permanente entre toutes les parties prenantes (gouvernements, laiteries et organisations d'éleveurs) dans les deux pays. Ce travail de recherche avait permis de relever les difficultés d'accès aux services énergétiques qui freinent les activités de production/transformation du secteur lait dans ces localités.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Etudes techniques sur la filière Lait et les acteurs réalisées (analyse de la chaîne de valeur, situation de référence) ■ 3 centres pilotes construits en coordination avec le Ministère du développement rural (MDR) dans le bassin du Hodh (Timbédra, Amourj et Aweinatt) ■ 1 centre pilote de collecte (Timbédra) équipé avec une capacité de 1000 litres/jour (sur les 3000 litres/jour attendus) et une puissance installée de 12 KWC ■ 10 coopératives de lait mises en place dans le Hodh et formées sur les techniques de traite et l'hygiène du lait en partenariat avec les services techniques déconcentrés du MDR ■ Etude de dimensionnement des mini réseaux réalisées au niveau des localités cibles ■ 11 centres de collecte en construction dans le Brakna et le Trarza ■ Organisation et animation d'une foire nationale sur le Lait appuyées pour porter un plaidoyer en faveur de la filière auprès des pouvoirs publics ■ Plusieurs réunions du comité national de coordination organisées et participation à des comités sous régionaux en Mauritanie et au Sénégal ■ 1 étude sur la stratégie de pérennisation des acquis du projet réalisée
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Suivi et réception des travaux de construction des 11 centres de collecte construits au Brakna et au Trarza ■ Négociation et élaboration de protocoles d'accord avec les laitiers présents dans la zone pour une mise en service des centres de collecte une fois équipés même partiellement. ■ Organisation de campagne de sensibilisation des éleveurs dans les deux bassins ■ Démarches et plaidoyer pour mobiliser le cofinancement de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Poursuite des démarches et du plaidoyer et le lobbying pour mobiliser le cofinancement de l'Etat mauritanien ■ En, cas de non-versement de la contribution de l'état mauritanien, élaboration d'une stratégie de sortie de projet pour l'équipement, la mise en service et l'exploitation des centres de collecte. ■ Plaidoyer auprès d'autres partenaires publics ou privés
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 5 209 735 (En Mauritanie : 2 091 504) Montant total en € : 6 946 314 (En Mauritanie : 2 788 672) Objectif global : renforcer l'accès aux services énergétiques productifs pour stimuler le développement de l'économie rurale à travers l'extension de l'horizon des opportunités de valorisation de la chaîne de valeur lait. Ministères partenaires : Développement Rural, Pétrole-Mines-Energie Zones d'intervention (Wilayas) : Trarza- Brakna, Hodh Chargui Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 04/12/2014 - 03/03/2021 Contact : Sidi Khalifou - sidiml.khalifou@ecodev.mr</p>	

Construction du Pont de Rosso

UE : Banque Européenne d'Investissement (BEI), Africa Investment Facility (AfIF)

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantier : 1 – 3

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le secteur du transport joue un rôle très important dans les économies de la Mauritanie et du Sénégal. La contribution du secteur à la formation de la valeur ajoutée dans le PIB en Mauritanie est de l'ordre de 7%. Au Sénégal, elle est de 4% en moyenne, alors que sa part dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire est de 9% en moyenne. Le transport routier a un rôle prépondérant dans la mobilité des personnes et des biens à travers le deux pays et dans la sous-région. Il assure en moyenne 90% des mouvements des marchandises et plus de 80% des déplacements des personnes. Le pont constituera un maillon important de l'infrastructure d'intégration et de développement des échanges entre les pays de l'Union du Maghreb Arabe, de l'Afrique de l'Ouest et au-delà. Sa construction permettra de développer les activités de transport le long des corridors transafricains notamment celui devant relier Tanger – Nouakchott – Dakar - Lagos et des routes d'interconnexions. Le projet est financé par la Banque Européenne d'Investissement (prêt – 22,3 M€), la Facilité d'Investissement pour l'Afrique (don Union européenne – 20M€), la Banque Africaine de Développement (prêt – 40,8 M€) qui assure également la gestion des fonds européens via une convention de contribution, les gouvernements mauritaniens et sénégalais (3,5 et 1 M€ respectivement).</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Signature de l'ensemble des conventions entre les partenaires et les deux pays, relatives au financement du projet et à sa gestion ■ Mise en place de l'Unité de Gestion de Projet (UGP), sise à Rosso Mauritanie, et acquisition de ses équipements ■ Signature de la déclaration d'utilité publique et de cessibilité de l'emprise côté Sénégal ■ Mise en place du comité interministériel et de la commission d'indemnisation des tiers ■ Préparation de la convention fiscale entre les deux pays, relative au régime fiscal applicable au projet ■ Préparation de l'étude d'évaluation des impacts environnementaux et sociaux des divers travaux ■ Séances de concertation avec les élus locaux et les communautés autour des mesures de sauvegarde sociale ■ Passation de marchés pour les travaux pour le pont, le contrôle des travaux du pont et pour d'autres marchés (voir point 3) ■ Au Sénégal, 40% des infrastructures socio-économiques réalisées et 10% des pistes rurales
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p><u>Processus de libération des emprises et d'indemnisation des personnes impactées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Réévaluation des compensations pour les personnes impactées sur l'emprise du pont et de ses voies d'accès, par les travaux d'aménagements connexes <p><u>Passation de marchés pour :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ La construction en cours du pont et de ses voies d'accès ■ Le contrôle des travaux de construction du pont et de ses voies d'accès ■ L'exécution des travaux d'Adduction d'Eau Potable à Rosso Mauritanie ■ L'exécution en cours des travaux d'aménagement connexes en Mauritanie ■ La réalisation de l'étude du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) de la ville de Rosso en Mauritanie <p><u>Travaux connexes au Sénégal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Construction en cours de 65 km de pistes rurales côté Sénégal ■ Construction et de réhabilitation en cours d'infrastructures socioéconomiques de base 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Paiement des indemnités des personnes impactées par le projet ■ Démarrage des travaux de construction du pont et de ses voies d'accès ■ Démarrage des travaux connexes côté Mauritanie : renforcement du système d'AEP de Rosso, voirie urbaine de Rosso, infrastructures d'appui aux femmes, jeunes et personnes vulnérables, infrastructures urbaines (gare routière, site enfouissement déchets solides) ■ Poursuite des travaux connexes côté Sénégal : 65 pistes rurales, réhabilitation de 4 écoles élémentaires, réhabilitation/construction de 3 postes de santé ■ Avant-Projet Sommaire du SDAU de Rosso en Mauritanie ■ Mise en œuvre des mesures de facilitation du transport et du transit (études du poste de contrôle frontalier juxtaposé et de l'harmonisation des procédures douanières, formation des agents des 2 pays, discussions sur la suppression de la rupture de charge à la frontière) ■ Sensibilisation des populations (protection environnement, sécurité routière, IST) ■ Mise en œuvre de la stratégie de communication et de visibilité
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 42.300.000 - Montant total en € : 87.600.000</p> <p>Objectif global : Améliorer le niveau de service sur l'axe Nouakchott - Dakar en vue d'accroître et d'améliorer les échanges commerciaux sur les axes routiers transafricains</p> <p>Ministères partenaires : Equipement-Transports (Mauritanie), Infrastructures Transports Terrestres-Désenclavement (Sénégal)</p> <p>Zones d'intervention (Wilayas) : Trarza (Mauritanie), Saint-Louis (Sénégal)</p> <p>Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/01/2018 - 31/12/2022</p> <p>Contacts : Hamoudi Ould Mohamed Sidi - Directeur Général des Infrastructures de transport - hamoudi02@yahoo.com Amadou Samba Sow - Coordonnateur de l'UGP à Saint-Louis - assow@ageroute.sn Mohamed EL Abass Wade – m.a.wade@afdb.org</p>	

Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest - Volet Mauritanie - PACAO

Programme Indicatif Régional 11^{ème} Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantier : 1 – 1

Mise en œuvre par un consortium d'ONG

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le Programme Indicatif Régional (PIR) 11^{ème} FED Union européenne – Afrique de l'Ouest fait de l'intégration économique régionale et de l'aide au commerce un de ses domaines prioritaires d'intervention. Dans ce cadre, le Projet Compétitivité Afrique de l'Ouest -Volet Mauritanie a pour objectif global de contribuer à la transformation structurelle de l'économie par la production de biens et services compétitifs à plus haute valeur ajoutée pour assurer la croissance, la création d'emplois qualifiés et durables ainsi que l'augmentation des revenus. Le Projet permettra d'améliorer la compétitivité et l'intégration commerciale des filières suivantes : Aviculture, Peaux et cuirs et Gomme arabique. Il est attendu d'une part une amélioration des chaînes de valeur de ces 3 filières et d'autre part une amélioration de la production, la transformation et la commercialisation locales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Étude diagnostique filière réalisée ▪ 736 bénéficiaires identifiés et présélectionnés dont 401 pour la filière Gomme arabique, 146 sur la filière avicole, 189 sur la filière peau et cuir ▪ 3 comités de suivi et de sélection des bénéficiaires dans les communes de Nouakchott mi en place ▪ Des cadres de 3 agences ANAPEJ de Nouakchott formés sur le mécanisme de sélection des bénéficiaires selon l'approche des « maillons » ▪ Besoins d'installation identifiés et plan d'achat élaboré pour 15 exploitations agricoles ▪ Animateurs et équipes sur place recrutés pour la conduite des activités du projet ▪ 20 femmes pépiniéristes, 06 associations des jeunes, 05 AGLC formés sur les techniques de reboisement pépiniéristes ▪ 03 associations de jeunes à Kiffa et 02 autres appuyés pour du reboisement ▪ 1 cadre d'échange avec les acteurs de la gomme dans l'Assaba et le Guidimakha et à Nouakchott mis en place ▪ 6 associations de jeunes, 10 femmes pépiniéristes (05 AGLC) équipées
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tenue de l'atelier de lancement du programme le 06/11/2019 sous le patronage du Ministre de l'emploi, de la jeunesse et du sport. ▪ Réalisation de l'étude diagnostique filières ▪ Réalisation de l'enquête base line ▪ Élaboration des grilles de sélection des bénéficiaires avec les parties prenantes ▪ Installation et opérationnalisation des équipes sur le terrain ▪ Collecte des données quantitatives et qualitatives sur la filière gomme arabique ▪ Enquête qualitative à Nouakchott pour identifier les acteurs de la chaîne de valeur ▪ Rencontre et concertation avec les acteurs de la chaîne de valeur pour la création d'un cadre de concertations de la gommerai (Producteurs, collecteurs, exportateurs, transporteurs) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui financier à des éleveurs à travers un dispositif de financement permettant d'améliorer/créer des ateliers avicoles ▪ Sensibilisation d'éleveurs pour la préservation de la santé animale, pour la conservation des peaux ▪ Formation des bouchers aux techniques de dépouille des animaux ▪ Diagnostic des 5 tanneries pour leur mise à niveau technique et environnementale ▪ Sensibilisation de 250 jeunes à la création de micro-entreprises ▪ Formation de 250 femmes tanneuses ▪ Formation de groupements au traitement de la gomme, échanges d'expérience avec les producteurs de gomme au Tchad ou au Soudan, campagnes de sensibilisation sur la consommation locale de gommes, production d'outils de promotion de la gomme « Produite en Mauritanie »
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 4.000.000 Montant total en € : 4.000.000 Objectif global : Contribuer à la transformation structurelle de l'économie par la production de biens et services compétitifs à plus haute valeur ajoutée pour assurer la croissance, la création d'emplois qualifiés et durables ainsi que l'augmentation des revenus à travers une approche filière Ministères partenaires : Emploi-Jeunesse-Sports, Développement Rural, Artisanat-Culture-Relations avec le Parlement, Commerce-Artisanat Zones d'intervention (Wilayas) : Nouakchott, Guidimakha, Assaba Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/06/2019 - 30/06/2023 Contact : Souleymane Bassole – Chef de projet-pm.pacao.mauritanie@coopi.org</p>	

Projet d'Appui à la Contribution Effective de la société civile à la bonne gouvernance et au développement de la pêche artisanale en Mauritanie

Instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Avec son Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantier : 1 –1

Mis en œuvre par la Fédération Nationale de la Pêche artisanale

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>L'action s'inscrit dans le cadre du programme de développement de la pêche artisanale maritime et continentale que la FNPA (Fédération Nationale de la Pêche Artisanale) a conçu avec les supports de ses consultants techniques internationaux. Il s'articule sur trois axes principaux, dont la l'identification s'inspire directement des priorités formulées par la Stratégie Nationale de Gestion Responsables de Pêche 2015-2019 adoptée par le MPEM – Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) L'amélioration de l'organisation des opérateurs et opératrices à tous les niveaux de la filière de la pêche artisanale ; b) Le renforcement de la participation de la société civile à la fourniture de biens et services publiques de base en support des opérations de capture, de transformation et de commercialisation ; c) L'appui au développement d'un secteur privé moderne, dynamique et bien intégré aux économies nationale et internationale. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 Conseil National de 32 membres et 1 Bureau Exécutif de 22 membres mis en place ▪ 22 sections et 37 sous-sections implantées ▪ 4 Commissions thématiques opérationnelles ▪ 5 bureaux régionaux décentralisés ouverts (Nouakchott, Nouadhibou, Nouamghar, Ndiago, Boghé) dotés de guichets uniques ▪ Nombre d'adhérents passés de 500 à plus de 7000 (dont 34% de femmes) ▪ Adhésion effective de la FNPA au groupe consultatif sur la transparence des pêcheries en Mauritanie (la FITI), au réseau des acteurs sur la transparence environnementale maritime en Mauritanie et au Comité national de suivi de l'Initiative de la Croissance Bleu ▪ Participation effective de la FNPA aux réunions de concertations et de travail organisées par le Ministère de pêche et de l'économie maritime ▪ Participation effective au salon Sea Food à Bruxelles (5 participants) ▪ 2 Rencontres sous régionale des organisations socioprofessionnelles et la société civile du secteur à Dakar et à Nouakchott organisées ▪ 30 cadres de la FNPA formés et suivis par des experts internationaux ▪ 3749 services rendus aux adhérents à travers les guichets uniques des bureaux régionaux de la FNPA, notamment des procédures administratives et le règlement de litiges avec les services publics
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accompagnement de la conception, mise en œuvre et suivi/évaluation du plan stratégique de la FNPA ▪ Ouverture et mise en marche de 5 guichets uniques de services aux opérateurs du secteur de la pêche ▪ Préparation et exécution de la campagne de sensibilisation et mobilisation communautaire sur la mise en place du système Contrôle, Suivi et Surveillance (SCS) ▪ Formation et équipement de 30 capitaines-pêcheurs pilotes pour l'opérationnalisation du SCS et alimentation de la base de données ▪ Organisation d'un atelier de formation aux faveurs du personnel FNPA sur le fonctionnement d'INFO-PECHE ▪ Formation, équipement des 15 relais communautaires en charge d'INFO-PECHE 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation externe et atelier final de clôture ▪ Poursuite de cette action d'appui à la consolidation de la FNPA en 2020 ans le cadre l'appel à propositions 2019 financé par la ligne thématique OSC
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 419 989 - Montant total en € : 466 655 Objectif global : contribuer à renforcer la participation de la société civile à la gouvernance et au développement durable de la pêche artisanale maritime et continentale en Mauritanie Ministère partenaire : Pêches-Economie maritime Zones d'intervention (Wilayas) : Dakhlet Nouadhibou, Inchiri, Nouakchott, Trarza, Brakna Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/01/2017 - 31/12/2019 Contacts : Ibrahim Ba – Coordonnateur - chefdeprojetasspci@gmail.com Tvarah Sidi Med N'Doubnane -Administratrice - admiasspci@gmail.com</p>	

Projet de Renforcement des Coopératives du Guidimakha pour le Développement Durable en Mauritanie (PRO COOP)

L'instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 2 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7

Mise en œuvre par Action Contre la Faim

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>La société civile bien que dynamique dans la région de Guidimakha ne parvient pas à être complètement opérationnelle et efficace afin d'appuyer le développement économique de cette zone.</p> <p>De nombreuses coopératives et initiatives locales sont existantes, mais souffrent d'un manque d'opportunités et de structuration.</p> <p>L'union des Coopératives Féminines de Guidimakha (UCFG), couvrant l'ensemble des coopératives féminines de la région du Guidimakha ne parvient pas à les structurer et à les fédérer suffisamment autour du développement de la région.</p> <p>En ce sens, la présente action participera à favoriser à la structuration des coopératives du Guidimakha afin de favoriser leur intégration dans le développement de la région.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Equipe projet mise en place (recrutement / orientation) et relations entre partenaires définies ▪ Atelier de démarrage du projet entre les partenaires organisé ▪ Lancement officiel du projet avec toutes les parties prenantes organisé ▪ Enquête de base du projet réalisée ▪ Diagnostic organisationnel et participatif de l'UCFG réalisé au début, à mi-parcours et à la fin du projet ▪ Synergies régionales et de l'intégration de l'UCFG dans les instances régionales gouvernemental développées ▪ Diagnostic réalisé et besoins de renforcement des coopératives membres identifiés
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation d'un atelier de lancement officiel du projet ▪ Recrutement du personnel du projet ▪ Réalisation d'un état des lieux des coopératives ▪ Mise en place d'une Base de données coopératives ▪ Administration de l'enquête baseline ▪ Diagnostic participatif de l'UNCFG et des coopératives membres ▪ Formation des coopératives sur l'organisation, l'administration et la gestion financière ▪ Dotation de l'UCFG en équipement bureautique et informatique ▪ Formation de l'équipe de l'UCFG sur l'organisation, l'administration et la gestion financière ▪ Formation de l'équipe de l'UCFG sur le logiciel Excel ▪ Mission de suivi post formation et accompagnement des coopératives ▪ Lancement d'appel à proposition pour la sélection des microprojets ▪ Elaboration d'un manuel de procédure 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sélection des coopératives ▪ Formation des coopératives sélectionnées sur les thématiques suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. Organisation, gestion administrative et financière 2. Techniques culturelles et maraîchères 3. Techniques de transformation et conservation des légumes 4. Formation en alphabétisation fonctionnelle ▪ Subvention des coopératives sélectionnées ▪ Accompagnement de la mise en œuvre des microprojets subventionnés ▪ Mise en place d'un plan de suivi des coopératives subventionnées ▪ Organisation de 2 foires d'échanges ▪ Evaluation des filières porteuses et étude du marché existant ▪ Sensibilisation sur les opportunités de vente au niveau national et international pour le secteur de l'artisanat ▪ Voyage d'échange ▪ Enquête Ende line ▪ Evaluation finale du projet
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 630.000 Montant total en € : 840.889,68 Objectif global : Contribuer au développement et professionnalisation des organisations de la société civile en Mauritanie Ministère partenaire : Développement Rural Zone d'intervention (Wilayas) : Guidimakha Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/02/2019 - 31/01/2021 Contact : Jean Luc Lambert - Directeur Pays - jllambert@mr.acfspain.org</p>	

Amélioration de l'employabilité des jeunes et des capacités des PME dans le développement du sous-secteur du BTP en matériaux locaux et de la formation professionnalisant dans les chantiers écoles construction - PECOBAT

Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantiers : 1 – 2

Mis en œuvre par le Bureau International du Travail

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Malgré son statut de pays à revenu intermédiaire, la Mauritanie accuse des déficits considérables en matière de développement social : un indice de développement humain assez bas (161ème rang sur 187 pays), des taux de pauvreté (40%) et d'analphabétisme (48%) élevés, et une prépondérance d'emploi vulnérable dans l'économie informelle (67%). Dans le document de stratégie d'intervention dans les pays à revenu intermédiaire (PRI) du BIT Afrique, la Mauritanie occupe le 20ème rang parmi les 28 PRI africains et est considéré comme un pays affecté simultanément par des déficits économiques, sociaux et de gouvernance.</p> <p>Les zones d'intervention du projet PECOBAT sont les Wilayas de Brakna, de l'Assaba, du Gorgol et du Guidimakha. Ce sont des zones considérées comme extrêmement pauvres. Plus particulièrement, le Guidimakha et l'Assaba qui ont un taux de pauvreté supérieur à 40% selon l'Office Nationale de la Statistique (2014). Ces zones sont caractérisées par une forte prédominance de population jeune et de l'emploi précaire, ce qui a des effets directs sur les migrations en Mauritanie.</p> <p>La stratégie du projet s'appuie sur les trois piliers suivants : (i) la formation professionnelle et l'insertion, (ii) la création d'infrastructures, et (iii) la promotion d'activités économiques pour dynamiser le processus de développement local dans le Brakna, le Gorgol, l'Assaba et le Guidimakha.</p> <p>Le projet inclut donc des actions concrètes sur le terrain, portant principalement sur la création d'emploi à travers des projets d'infrastructures publiques ainsi qu'à travers la promotion de création de petites et moyennes entreprises et le renforcement des entreprises déjà existantes, favorisant l'insertion socio-économique des jeunes à long terme. Le projet met ainsi l'accent sur le développement et la création d'opportunités d'emploi, en prêtant un regard attentif aux secteurs porteurs vecteurs de développement local.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Avec la modalité Chantier-Ecoles à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO), 4 infrastructures de Développement Local construites (4 écoles primaires) et 3 autres en construction (2 collèges, 1 piste routière) avec 392 jeunes de 15 à 35 ans mobilisés en Assaba (Kankossa, Sani), au Brakna (Sélibabi, Mbagne), au Gorgol (Dar Salam) et au Guidimakha (Gouraye) ■ En partenariat avec les centres de formation professionnelle publiques, 526 jeunes de 16 à 35 ans formés dans les métiers liés au BTP (392 jeunes en formation HIMO au travers de la modalité chantier école en Assaba (Kankossa, Sani), au Brakna (Sélibabi, Mbagne), au Gorgol (Dar Salam), au Guidimakha (Gouraye) ; et 134 jeunes de 16 à 35 ans formés en énergies renouvelables à Nouakchott ■ Centres de formation publics en Assaba, au Brakna, au Gorgol, au Guidimakha et à Nouakchott appuyés techniquement et financièrement pour le développement de formations adaptées aux besoins du marché du travail local. En partenariat avec l'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle en Mauritanie (INAP-FTP), 3 curricula de formation dans les métiers de BTP revus avec mise à niveau des formateurs sur ces curricula ■ Bureau Mauritanien de l'Insertion mis en place pour améliorer l'employabilité des jeunes. 152 jeunes formés dans le cadre de ses activités en Assaba, au Brakna, au Gorgol, au Guidimakha, et à Nouakchott insérés. Un programme de coaching Teapreneurhip mis en place pour la promotion de la l'entrepreneuriat chez les jeunes ■ 88 professionnels (80 hommes 8 femmes) du secteur du BTP formés sur des thématiques liées à la conception et construction des bâtiments en terre (ADE 2017, ADE 2018, ADE 2019) ■ 52 personnes (45 hommes 7 femmes) œuvrant dans le secteur du BTP formées en Écoconstruction sur le développement durable, l'innovation, et l'urbanisation dans le secteur du BTP ■ 22 jeunes (dont 7 femmes) formés sur les techniques de construction de briques en terre compactée (BTC) à Nouakchott

3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p><u>En termes de formations</u> <u>Formations diplômantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Formations diplômantes en énergies renouvelables de 86 jeunes de 16 à 35 ans (116 hommes, 40 femmes), de 70 jeunes de 16 à 35 ans (50 hommes, 20 femmes) à Nouakchott <p><u>Formations qualifiantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Formation qualifiante sur les techniques de production BTC à Mbagne de 24 jeunes (17 hommes, 7 femmes) ■ Formation en techniques de construction de bâtiments en terre de 40 techniciens prescripteurs (39 hommes, 1 femme) lors de l'Académie des Entreprises 2019 ■ Formation de 22 personnes (19 hommes, 3 femmes), dont 5 décideurs en écoconstruction à Nouakchott. <p><u>En termes d'infrastructures</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Achèvement en janvier 2019, des travaux de construction d'une école primaire à Dar Salam (Gorgol) et d'une autre à Sélibabi (Guidimakha) démarrés dans le cadre des chantiers écoles de 2017-2018 ■ Démarrage en janvier 2019 des travaux de construction d'une école primaire à Mbagne et d'une autre à Gouraye, et poursuite des activités de formation duale des 156 jeunes à Mbagne, Gouraye et à Nouakchott. ■ Identification de 3 sites des prochains chantier-écoles en Assaba, pour la construction d'un collège et d'une piste à Kankossa et d'un collège à Sani <p><u>En termes d'emploi et insertion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Octroi de bourses à 166 personnes dans le cadre des formations CC de durée 7 mois entre novembre 2018 et juin 2019 ■ Octroi de bourses à 21 personnes dans le cadre de la formation pour la production de BTC ■ Encadrement et insertion de 18 personnes dans le cadre de la construction de 2 bâtiments (écoles) utilisant la technique de voute nubienne (dont 6 sortants des formations CC de 2017-2018) ■ Insertion en entreprise de 70 personnes, parmi les 137 personnes sortantes des formations CC dans la période 2017-2018 (51 en entreprise, 19 en auto emploi et 12 en stage d'entreprise) 	<p><u>En termes de formations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Formation de 210 jeunes (dont 33 femmes) de la région de l'Assaba, qui ont suivi un processus d'orientation professionnelle et de sélection pour les formations duales « chantier-écoles » HIMO, pour la construction d'un collège et d'une piste à Kankossa, et d'un collège à Sani. Ces formations professionnelles diplômantes portent sur 6 métiers de BTP (maçonnerie terre, maçonnerie générale, topographie, coffrage, terrassier, et ouvriers polyvalents) pour une durée minimum de 7 mois ■ Formation Professionnelle continue de 360 jeunes pour l'acquisition des compétences nécessaires (certificat de qualification) pour l'exercice des métiers identifiés pour la création de richesse au niveau local (DEL) ■ Formation de 25 personnes sur la passation des marchés et les clauses sociales dans les domaines de HIMO ■ Formation de 30 personnes sur la technique de construction des routes Do-Nou à Kankossa <p><u>En termes d'infrastructures</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Réception technique et inauguration officielle des 4 écoles construites sous la modalité « chantier-écoles HIMO » à Dar Salam, Sélibabi, Mbagne et Gouraye ■ Finalisation de 2 collèges (Sani, Kankossa) et d'une piste rurale (Kankossa) ■ Réalisation de la passe de Guerrou, et construction/ réhabilitation d'une école au Guidimakha <p><u>En termes d'emploi et insertion</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Organisation, accompagnement et réalisation d'un concours de projet d'entreprises entre les jeunes bénéficiaires du projet PECOBAT (au moins 20 projets) ■ Formation d'un pool de 10 formateurs pour le coaching en entrepreneuriat ■ Renforcer la capacité de gestion et/ou technique de 50 MPME dans les régions cibles. ■ Mettre en place au moins 50 conventions d'accompagnement à l'insertion des jeunes dans des entreprises et dans d'autres programmes partenaires du BIT <p><u>En termes d'études</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Réalisation d'une étude territoriale multicritères pour l'identification des filières économiques porteuses et l'analyse de leurs besoins en ressources humaines et en formations ■ Réalisation d'une étude environnementale stratégique dans les wilayas de l'Assaba et le Guidimakha ■ Réalisation d'une étude diagnostique de la situation des déchets ménagers à Kankossa et à Mbagne
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 3.200.000 Montant total en € : 6.700.000 Objectif global : Dynamiser l'économie et développement local à partir de l'exploitation des ressources locales dans les régions de Brakna, l'Assaba, du Gorgol et du Guidimakha Ministères partenaires : Fonction publique-Travail Modernisation de l'administration, Enseignement secondaire et formation professionnelle, Emploi-Jeunesse-Sports Zones d'intervention (Wilayas) : Brakna, Assaba, Gorgol et Guidimakha Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/11/2016 - 31/03/2022 Contacts : Sidi Mohamed Cheikh - Coordinateur du projet - cheikh@ilo.org Federico Barroeta - Conseiller Technique Principal Emploi - barroeta@ilo.org</p>	

Promopêche – Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale

Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantier : 1 – 1

Composante mise en œuvre par le BIT

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Malgré son statut de pays à revenu intermédiaire, la Mauritanie accuse des déficits considérables en matière de développement social : un indice de développement humain assez bas (161ème rang sur 187 pays), des taux de pauvreté (40%) et d'analphabétisme (48%) élevés, et une prépondérance d'emploi vulnérable dans l'économie informelle (67%). Dans le document de stratégie d'intervention dans les pays à revenu intermédiaire (PRI) du BIT Afrique, la Mauritanie occupe le 20^{ème} rang parmi les 28 PRI africains et est considéré comme un pays affecté simultanément par des déficits économiques, sociaux et de gouvernance.</p> <p>A travers le projet Promopêche, le BIT vise à améliorer l'accès à des emplois décents et la consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale.</p> <p>Il intervient dans les régions littorales de la Mauritanie, essentiellement dans les régions du Trarza et de Nouadhibou.</p> <p>Le projet focalise principalement sur l'amélioration du cadre juridique et institutionnel du secteur de la pêche artisanale ; l'amélioration des conditions du travail dans le secteur ; le soutien aux petites et moyennes entreprises ; sur la formation et l'insertion au travail des jeunes ; et, sur le développement d'infrastructures au niveau des Points de Débarquements Aménagés (PDA).</p> <p>Plus particulièrement, le projet propose d'améliorer les opportunités d'emplois décents dans le secteur de la pêche artisanale à travers une approche de développement global de la « chaîne de valeur » halieutique, et d'améliorer la gestion durable de la ressource halieutique et la bonne gouvernance du secteur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Centres de formation publics à Nouakchott et au Trarza appuyés techniquement et financièrement pour le développement de formations adaptées aux besoins du marché du travail local. En partenariat avec l'Institut National de Promotion de la Formation Technique et Professionnelle en Mauritanie (INAP-FTP), 6 curricula de formations et guide d'apprentissage dans les métiers de la pêche artisanale élaborés et formateurs mis à niveau sur ces curricula ■ Piste routière à Tinguint (PK93) de 16km construite avec la modalité Chantier-Ecoles à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO) avec la mobilisation 111 jeunes de 15 à 35 ans issus du Trarza ■ 111 jeunes formés dans les métiers liés au BTP au travers de la modalité chantier école au Trarza en partenariat avec les centres de formation professionnelle publics ■ 248 jeunes formés dans les métiers de la pêche artisanale à Nouakchott et au Trarza en partenariat avec les centres de formation professionnelle publics ■ Un Bureau Mauritanien de l'Insertion mis en place et 111 jeunes accompagnés pour leur insertion au Trarza ■ Un programme de coaching Teampreneurhip pour la promotion de la l'entrepreneuriat chez les jeunes mis en place ■ Un programme en Éducation Financière et Coopérativisme à destination d'entreprises et de groupement d'intérêt économique œuvrant dans le domaine de la pêche artisanale, d'instituts de microfinance et de coopératives mis en place ■ 8 organismes socioprofessionnels de protection sociale dans le domaine de la pêche artisanale renforcés techniquement et en organisation ■ Elaboration d'une stratégie de redynamisation du Comité National de Dialogue Social dans la Pêche (CNDSP) appuyée afin d'approfondir et renforcer le dialogue social
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p><u>En termes de formations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Formation professionnelle diplômante de 75 jeunes et formations qualifiantes de 36 jeunes dans les métiers liés au BTP au travers de la modalité chantier école au Trarza ■ Formation de 14 formateurs en outils d'Éducation Financière du BIT, et de 22 formateurs en d'éducation financière spécifiquement adapté au contexte de la pêche artisanale et côtière ■ Formation de 19 agents de terrain pour l'amélioration à l'accès aux services financiers, issus de différentes structures locales ■ Renforcement de capacités de 13 agents issus de 3 IMF locales, en gestion des professionnels de la Microfinance ■ Formations Teampreneurship à destination de 32 travailleurs dans le secteur de la pêche artisanale Renforcement des capacités technique et organisationnelles de 8 organismes socioprofessionnels de protection sociale domaine de la pêche artisanale 	<p><u>En termes de formations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Développement des supports de cours pour les 10 programmes de formation au CQFMP ■ Formation pédagogique des formateurs du CQFMP ■ Formation des pêcheurs et des acteurs du secteur pour améliorer leur connaissance des droits des travailleurs <p><u>En termes d'infrastructures</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Démarrage de la construction du PDA de PK93

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation de formateurs de 30 cadres de l'Académie navale et des partenaires sociaux sur la santé et sécurité au travail, les conditions minimales de travail et les droits de travailleurs dans le secteur de la pêche. ▪ Formation de 13 médecins sur l'examen d'aptitude médicale des gens de mer ▪ Renforcement des capacités pédagogiques des formateurs du Centre de qualification et de formation aux métiers de la pêche (CQFMP) <p><u>En termes d'infrastructures</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réhabilitation de la piste de Tinguint (PK93) sur une longueur de 16 km, donnant accès à un Point de Débarquement Aménagé en construction ▪ Elaboration d'un produit financier spécifique ciblant les capitaines de pirogue pour permettre l'achat de moteurs en mobilisant leur épargne ▪ Accompagnement et encadrement des équipages sous tutorat pour la mobilisation d'une épargne tirée des recettes générées pendant la période d'initiation pour constituer un apport dans une IMF ▪ Mis en place un consortium Sarah Consulting (1 bureau d'étude, 1 IMF et 1 Fédération de pêcheurs) chargé de dispenser un accompagnement à 20 bénéficiaires dont 7 PME et 13 individus spécialisés dans la valorisation et la commercialisation des produits halieutiques sur les sites des PDA. ▪ Appui d'un partenaire de microfinance (Djikké) et pour le développement de produits de crédit destiné au financement de l'investissement des pêcheurs artisans ; et renforcement des capacités techniques de 2 IMF (Djikké et MFSEEC) afin d'améliorer la qualité des produits et services financiers fournis ▪ Création de plateformes Wikipreneurs professionnalisant le travail des structures d'insertion professionnelle et d'accompagnement d'entrepreneurs <p><u>En termes d'études, diagnostics et publications:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation et validation du diagnostic organisationnel et technique des organisations socioprofessionnelles du secteur de la pêche ▪ Réalisation et validation d'une étude d'urbanisme et d'aménagement pour l'inventaire des infrastructures disponibles et la définition des travaux à réaliser sur la base du développement des chaînes de valeur dans les PDA ▪ Réalisation d'une étude Environnementale Stratégique pour les pôles de développement sud de la pêche artisanale des PK 93 et PK 144, et au nord le point de Mheyjrat ▪ Réalisation d'une étude des besoins et proposition de solutions techniques pour l'approvisionnement d'eau, glace et électricité sur les infrastructures et les villages hôtes du PK 93 et du PK 144 ▪ Réalisation d'une étude sur la gestion et valorisation des déchets ménagers et issus de la pêche sur les sites du PK93 et de M'hajjrat ▪ Élaboration d'un manuel du formateur (facilitateur) en éducation financière des acteurs de la pêche artisanale en Mauritanie 	<p><u>En termes d'appui à l'emploi, à l'insertion et à l'entrepreneuriat</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation d'une journée sur l'inclusion financière ▪ Mise en place d'un outil organisationnel et de suivi adapté aux besoins des structures locales d'accompagnement d'entrepreneurs et d'insertion professionnelle ▪ Lancement de la troisième (3ème) édition Services d'Appui aux Entreprises (SAE) <p><u>En termes de protection sociale et protection de l'environnement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à la mise en place d'un mécanisme pilote d'accès aux soins des pêcheurs artisanaux ▪ Mise en place de projets pilotes de collecte de déchets sur les PDA ▪ Mise en place de techniques de traitement et valorisation des déchets issus de la pêche <p><u>En termes d'études, diagnostics et publications</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Élaboration d'un guide des risques professionnels de la pêche artisanale ▪ Élaboration d'un répertoire des métiers et le référentiel des formations de métiers de la pêche ▪ Réalisation d'une étude prospective des besoins actuels et futurs des entreprises de pêche (recensement des besoins réels des usines, ateliers de mareyage, chantiers navals et autres entreprises en main d'œuvre et en compétences) ▪ Etude de faisabilité pour la construction d'un quai de débarquement au PK93 ▪ Étude sur les modalités de gestion des points de débarquement
---	--

5. Informations générales
<p>Montant contribution UE en € : 14.000.000 Montant total en € : 14.000.000 Montant mis en œuvre par le BIT en € : 12.000.000 Objectif global : Promouvoir la création d'emplois durables et décents dans le secteur de la pêche artisanale pour accroître les opportunités économiques des jeunes des régions littorales, de Nouakchott et Nouadhibou en Mauritanie. Ministères partenaires : Pêches-Economie maritime, Enseignement secondaire et Formation professionnelle, Fonction Publique-Travail-Modernisation de l'Administration Zones d'intervention (Wilayas) : Trarza, Nouakchott et Nouadhibou Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/10/2017 - 30/09/2021 Contact : Federico Barroeta - Conseiller Technique Principal Emploi - barroeta@ilo.org</p>

Promopêche – Création d'emploi décents et consolidation de l'emploi existant pour les jeunes et potentiels migrants dans le secteur de la pêche artisanale – Composante GIZ

Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantier : 1 – 1

Composante mise en œuvre par la GIZ

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>La filière de consommation locale et sous-régionale des produits de la pêche artisanale en Mauritanie reste très peu valorisée alors qu'elle constitue un potentiel d'apport nutritionnel, de revenu et d'emploi pour la population mauritanienne. Si les poissons petits pélagiques, dits « poissons du pauvre », sont les plus accessibles en termes de prix pour les populations mauritaniennes, ils restent essentiellement exploités pour la production de farine et d'huile de poisson destinée à l'exportation avec une très forte pression exercée sur cette ressource. En accord avec la stratégie nationale de gestion responsable pour un développement durable des pêches et de l'économie maritime, la composante GIZ du Promopêche contribue à améliorer la qualité et la valeur des produits de la pêche artisanale, en ciblant prioritairement ces petits pélagiques. L'action vise à en réduire les pertes post-captures, à augmenter la disponibilité de ce poisson pour les populations et à encourager sa transformation pour mieux le valoriser et créer de l'emploi sur cette filière. Elle met en place les conditions techniques pour accroître la part des captures destinées à la consommation humaine et améliore la qualité des produits tout au long de la chaîne de valeur afin de protéger les consommateurs. Elle contribue enfin à lutter contre la pêche INN et à assurer une gestion durable de la ressource « petits pélagiques ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Etat des lieux de l'hygiène et qualité de la chaîne de valeur de la pêche artisanale aux petits pélagiques réalisé ■ Groupe de travail technique hygiène et qualité associant les partenaires publics et privés de la chaîne de valeur petits pélagiques mis en place. 3 réunions organisées en 2019 (94 participants) ■ 42 agents inspecteurs sanitaires et laborantins de l'ONISPA formés sur 8 thèmes centraux pour l'hygiène et la qualité des produits de la pêche artisanale destinés à la consommation locale ■ 49 pêcheurs du Parc National du Diawling et 54 mareyeuses de la zone de Birret formées en hygiène et qualité et techniques de transformation des produits de la pêche artisanale. 80 personnes formées appliquant les bonnes pratiques enseignées ■ 2 missions de capitalisation au Sénégal et au Maroc organisées en partenariat avec l'ONISPA ; résultats de ces missions compilés sur les bonnes pratiques et les normes adoptées en matière d'hygiène et de qualité dans la sous-région ■ 3 prototypes de tables de séchage, d'égouttage et de filetage en inox finalisés ■ Stratégie de communication élaborée
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Elaboration et lancement d'un plan de contrôle par l'Office National de l'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (ONISPA) sur la filière consommation petits pélagiques des sites de débarquement aux points de vente à l'intérieur du pays, y inclus l'installation de 4 bureaux de contrôle permanents au niveau des sites de débarquement ■ Identification et capitalisation des expériences réussies dans la sous-région en termes de bonnes pratiques et de normes adoptées en matière d'hygiène et de qualité ■ Mise en place avec l'IMROP d'un programme de développement de connaissances et de recherches sur l'état des ressources petits pélagiques (appui au dispositif d'observations en mer, au plan d'enquêtes aux débarquements et aux groupes de travail d'évaluations annuelles de l'état des ressources et du COPACE) ■ Elaboration et mise en œuvre d'un concept pilote d'options techniques innovantes avec les professionnels du sous-secteur de la pêche artisanale concernés pour réduire les pertes post captures des petits pélagiques destinés à la consommation nationale 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Test avec 50 capitaines des innovations techniques pour réduire les pertes post captures et améliorer la qualité des petits pélagiques débarqués destinés à la consommation humaine ■ Mise en œuvre d'un plan de formation en Hygiène et Qualité des groupes cibles, acteurs de la chaîne de valeur de la pêche artisanale aux « petits pélagiques » (620 bénéficiaires ciblés) ■ Etablissement d'un plan d'action pour engager la mise aux normes en hygiène et qualité du Marché aux poissons de Nouakchott ■ Organisation de deux campagnes de communication/sensibilisation nationales sur les bonnes pratiques en hygiène et qualité et sur l'importance de consommer du poisson et d'une journée de communication sur le Marché aux Poissons de Nouakchott ■ Identification et mise en place d'un dispositif d'innovations adaptées de géo localisation des opérations de pêches artisanales de petits pélagiques par l'introduction d'équipement des pirogues avec des transpondeurs
5. Informations générales de Promopêche	
<p>Montant contribution UE en € : 14.000.000 Montant total en € : 14.000.000 Montant mis en œuvre par la GIZ en € : 2.870.000 Objectif global : Promouvoir la création d'emplois dans le secteur de la pêche pour accroître les opportunités économiques des jeunes et potentiels migrants et stabiliser la population au niveau local Ministère partenaire : Pêches-Economie maritime Zones d'intervention (Wilayas) : Trarza, Inchiri, Dakhlet-Nouadhibou Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 18/01 2018 - 17/10/2021 Contact : Dominique Anouilh – Coordinatrice GIZ – dominique.anouilh@giz.de</p>	

Promopêche – Promotion de l’emploi et amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux côtiers, jeunes et femmes aux alentours des espaces naturels protégés du secteur nord de Mauritanie

Fonds fiduciaire d’urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantier : 1 – 1

Mise en œuvre par l’AECID, Agence espagnole pour la coopération internationale au développement

1. Contexte et enjeux de l’action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Cette action, qui fait partie du programme Promopêche avec les composantes mises en œuvre par le BIT et l’AECID, vise à contribuer à la promotion de l’emploi et à améliorer les conditions de vie et de travail de la population la plus vulnérable de la partie nord de Mauritanie, qui comprend principalement les jeunes pêcheurs artisanaux et les femmes travaillant dans la transformation du poisson de la zone de Nouadhibou. Actuellement, la structure économique existante dans cette région dans le secteur de la pêche fait que les bénéficiaires de l’activité se concentrent sur un petit nombre d’entrepreneurs et exportateurs. L’action envisage une meilleure distribution de la richesse tirée des ressources de la pêche pour réduire la pauvreté et intervenir sur les causes profondes de la migration. La stratégie du changement de l’action est basée sur le maintien de la capacité génératrice d’emploi du secteur de la pêche artisanale à Nouadhibou par le biais de, non seulement la promotion des pratiques qui garantissent sa durabilité et employabilité mais aussi du renforcement des activités complémentaires qui l’accompagnent et qui contribuent à la chaîne de valeur du secteur. En octobre 2019, au siège de l’IMROP, le rapport final de la Stratégie Sectorielle 2015-2019 a été présenté et le contenu de la prochaine stratégie discuté.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ 2 programmes éducatifs (Réserve Satellite du Cap Blanc et Baie de l’Étoile) destinés aux élèves du primaire élaborés ■ Matériel didactique produit : 1000 cahiers guide du professeur, 4000 cahiers des activités de l’élève et 500 manuels d’éducation environnementale pour les professeurs d’éducation primaire et secondaire ■ 6 représentants de la Direction régionale de l’Éducation nationale formés à la conception de programmes éducatifs pour l’éducation environnementale ■ 160 professeurs des écoles primaires formés sur des programmes éducatifs environnementaux ■ 300 élèves présents aux activités des programmes éducatifs de la Réserve Satellite du Cap Blanc et Baie de l’Étoile ■ 4 annonces et 1 programme de radio « Histories de la mer », sur une pêche responsable et durable diffusés ■ Un itinéraire d’interprétation autoguidé sur les valeurs naturelles de la Baie de l’Étoile créé ■ 3 rapports sur la chaîne de valeur des produits halieutiques à Nouadhibou produits
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l’année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Dessin et impression du matériel didactique du programme éducatif de la Réserve Satellite du Cap Blanc (RSCB) : cahier guide du professeur (500 exemplaires) et cahier des activités de l’élève (8-14 ans, 2000 exemplaires). ■ Cours de formation pour la conception des programmes éducatifs pour l’éducation environnementale, destiné aux représentants de la Direction régionale de l’Éducation nationale (directeur et inspecteur départemental), deux inspecteurs et deux directeurs d’école de Nouadhibou. ■ Cours de formation pour 160 professeurs des écoles de primaire sur les programmes éducatifs de la Réserve Satellite du Cap Blanc et Baie de l’Étoile. ■ Participation des écoliers (300) aux programmes éducatifs conçus ; activités en classe et visites au RSCB et Baie de l’Étoile ■ Participation de la Direction régionale de l’Éducation nationale (DREN) à toutes les actions destinées aux enseignants (formations) et aux écoliers ■ Réalisation de travaux de maintenance des installations du centre de visiteurs de la RSCB et de leur circuit interprétatif extérieur ■ Réalisation et émission de 4 annonces de radio sur la contamination des océans, la pêche responsable, la pêche fantôme et les tailles minimales des poissons ■ Dessin et émission du programme de radio « Histories de la mer » sur le traitement des déchets des navires de la pêche : huiles, gazs et autres 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Elaboration de la ligne de base du projet et du plan de communication ■ Fourniture des équipements et de matériel didactique à l’ISSM pour aménager une salle d’apprentissage informatique avec 45 ordinateurs fixes et le matériel du bureau pertinent ■ Fourniture des équipements et de matériel didactique au CQFMP pour renouveler les matériaux éducatifs (pirogues et moteurs hors-bord) ■ Réalisation d’une étude technique et économique des produits de poisson et analyses des nouvelles opportunités du marché ■ Réalisation d’une étude sur la durabilité des pêcheries dans le cadre de la certification MSC ■ Amélioration du Système de suivi de la pêche artisanale et côtière (SSPAC) et équipement pour le suivi des campagnes et l’évaluation des pêcheries : rénovation du système informatique et mis en œuvre d’une nouvelle méthode de collecte de données ■ Appui matériel à l’EPBR pour le changement des chariots de transport de produits halieutiques dans le port artisanal de Nouadhibou. Conception et fabrication des nouveaux moyens de transport

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Collecte d'études techniques pour l'élaboration des contenues du programme éducatif de la Baie de l'Etoile ▪ Dessin et élaboration du matériel didactique du programme éducatif de la Baie de l'Etoile : cahier guide du professeur (500 exemplaires) et cahier des activités de l'élève (8-14 ans, 3000 exemplaires). ▪ Révision et édition du manuel d'éducation environnemental pour professeurs d'éducation primaire et secondaire en Mauritanie (500 exemplaires). ▪ Dessin, impression et collocation de 6 panneaux dans le parcours autoguidé explicatif environnemental de la Baie de l'Etoile ▪ Dessin conceptuel pour les matériels de sensibilisation environnemental pour les écoles avec la phrase gagnante : « La mer est une amie généreuse » (casquettes, T-shirt, sac à dos, etc.). Collecte de données sur la chaîne de valeur de la pêche artisanale à Nouadhibou comme base pour la réalisation de la ligne de base du projet et pour orienter efficacement les activités. Notamment, on a collecté données sur les pirogues et capitans de pêche artisanale, les mareyeurs, vendeuses et transformatrices de poisson (rapport de Analyses de la chaîne de valeur à Nouadhibou et rapport Chaîne de valeur poisson : Hygiène et Qualité) ▪ Réalisation d'analyses des conditions de marchés de poisson de la ville de Nouadhibou ▪ Analyses de besoins d'amélioration du Système de Suivi de la Pêche Artisanale et Côtière (SSPAC) de l'IMROP. Analyse de procédure actuelle de collecte de données + proposition d'amélioration. Démarches administratives pour l'engagement d'un(e) expert(e) statistique pour la réalisation du service ▪ Mise en œuvre d'un plan de formation pour le secteur de la pêche artisanale à Nouadhibou, avec la collaboration de l'Académie Naval (CQFMP et ISSM) pour la réalisation des cours de réparation de moteurs hors-bord, femmes transformatrices et hygiène et qualité ▪ Collecte de données et réalisation de l'étude d'Amélioration de transport de produits halieutiques dans le port artisanal de Nouadhibou (EPBR) pour le remplacement des chariots de transports accord à les normes de salubrité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réhabilitation et équipement du hangar de l'ISSM et le CQFMP pour l'impartition de cours d'apprentissage pour le secteur de la pêche artisanale ▪ Appui en matériel et infrastructures et dotation de matériels et équipement pour les acteurs de la chaîne de valeur ▪ Renforcement de capacités de l'ONISPA : appui formative et des matériels ▪ Renforcement des capacités techniques et appui pour l'acquis de matériel pour femmes transformatrices de poisson. ▪ Rénovation et mis à jour des marchés de poisson de Nouadhibou ▪ Renforcement des capacités techniques et appui pour l'acquis de matériel pour femmes qui travaillent dans le secteur du sel ▪ Continuation du plan de formation pour le secteur de la pêche artisanale : femmes transformatrices, formation de jeunes pêcheurs, professionnalisation de capitaines, hygiène et qualité ▪ Élaboration de matériels de sensibilisation pour les écoliers (casquettes, T-shirt, sac à dos, etc.). ▪ Formation des professeurs des écoles primaires sur les programmes éducatifs de la Réserve Satellite du Cap Blanc et Baie de l'Etoile (3 cours) ▪ Continuation des programmes éducatifs de RSCB et la Baie de l'Etoile : visites des écoliers et activités en classe ▪ Préparation et diffusion de nouvelles annonces et programmes de radio sur une pêche responsable et durable ▪ Conception du contenu et impression de nouveaux matériaux de sensibilisation destinés aux pêcheurs
---	--

5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 10.000.000</p> <p>Montant total en € : 10.000.000</p> <p>Objectif global : Prévenir la migration irrégulière et les déplacements forcés et faciliter la gestion de la migration ainsi que les retours</p> <p>Ministère partenaire : Pêches-Economie maritime</p> <p>Zones d'intervention (Wilayas) : Nouadhibou</p> <p>Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 18/04/2018 – 17/04/2022</p> <p>Contacts :</p> <p style="padding-left: 20px;">Gemma Pérez – Coordinatrice projet - gpa@tragsa.es</p> <p style="padding-left: 20px;">Borja Serrano – Responsable administratif et financier – bserran3@tragsa.es</p>	

Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie – SAFIRE

Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 8 SCAPP Pilier et Chantier : 1 – 1

Mis en œuvre par des consortium d'ONG

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>L'exode rural est un phénomène important en Mauritanie depuis les grandes sécheresses des années 1970-80. Les migrations peuvent être saisonnières ou de longue durée, internes ou transfrontalières, vers les villes, les pays de la sous-région et l'Europe. Les migrations saisonnières concernent particulièrement les zones d'agriculture pluviale du fait de la saisonnalité des activités culturelles et concernent plutôt les hommes jeunes. Les migrants entretiennent généralement un lien économique et social important avec leur village d'origine, même si celui-ci tendrait à se distendre avec les difficultés économiques auxquelles ils peuvent être confrontés (chômage, précarité..).</p> <p>La ville de Nouakchott a connu une croissance démographique exponentielle depuis sa création en 1957. Sa population est ainsi passée de 500 habitants en 1960 à plus d'1 million aujourd'hui, soit près d'un tiers de la population totale. Le secteur informel ne représenterait que 30% de l'économie de la capitale, mais serait la source de revenu principal de près de 80% des habitants. L'emploi est aujourd'hui la principale préoccupation des jeunes.</p> <p>Le programme SAFIRE (SECURITE ALIMENTAIRE FORMATION INSERTION RESILIENCE ET EMPLOI) a pour objectif l'augmentation de l'insertion professionnelle et sociale à travers l'appui à la formation professionnelle, l'accompagnement des jeunes vers l'emploi, le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la promotion des complémentarités économiques et sociales entre territoires urbains et ruraux et les opportunités liées aux dynamiques migratoires.</p> <p>Sous la supervision du Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, il est mis en œuvre par trois consortiums regroupant 14 ONG : 1. OXFAM avec Action Contre la Faim, Terre des Hommes Lausanne, ARDM, AFCF, AMAD, ODZASAM ; 2. Croix rouge française avec GRDR, ECODEV, Terre des Hommes Italie, Croissant Rouge Mauritanien ; 3. GRET avec Caritas Mauritanie.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Atelier de lancement National du programme et 5 ateliers Régionaux organisés (Brakna, Gorgol, Hodh El Gharbi, Hodh El Chargui, Trarza) ▪ Etudes réalisées sur les secteurs porteurs, la socio-anthropologique, le maraîchage, la gestion des ressources naturelles ▪ 3 contrats de partenariat signés avec des acteurs privés pour : (i) la gestion de l'espace test entre GRDR et AGRI-Sahel ; (ii) la gestion de l'« espace jeunes » de El Mina entre TdH-IT et le Bureau Mauritanien pour l'Insertion ; (iii) la réalisation des jardins hydroponiques entre TdH-IT et Sahla solutions ▪ 1 espace test agricole construit et aménagé au PK17 ▪ 1 salle construite et aménagée pour 30 apprenants sélectionnés sur 180 candidats pour la formation sur la production agro-écologique de légumes au PK 17 ▪ 4 « Espaces Jeunes » mis en place à Kaédi, El Mina, Néma et Aoiun El Atrouss en coordination avec les Délégations Régionales du MEJS ▪ Plus de 2000 jeunes porteurs de projet appuyés dont 349 accompagnés sur les compétences de vie à Néma et Aioun ▪ 14 jardins fourragers mis en place (deux Hodhs) ▪ 10 clubs de mères de 200 femmes mis en place à Kaédi pour la promotion des bonnes pratiques alimentaires, nutritionnelles, d'hygiène et d'assainissement ▪ Besoins d'appui de 3 centres de formation à Kaédi évalués en vue d'un accompagnement ▪ 1 195 candidatures de jeunes reçues et traitées au niveau de l'espace jeunes de Kaédi en collaboration avec la DREJS ▪ 1 étude Baseline et 1 étude sur les secteurs porteurs réalisées ▪ Au sein de l'atelier-école Fayda à Dar El Beida, 07 apprentis soudeurs formés en vue du développement de la filière fourneaux améliorés ▪ 120 paysans relais formés au niveau de 03 champs écoles paysans sur les techniques d'aménagement et de production agricole ▪ Etudes diagnostiques dont un pré-diagnostic et des diagnostics agraires rapides réalisés au niveau de 16 villages du Trarza Plans d'actions avec 16 groupements réalisés et 13 groupements accompagnés pour les campagnes de production normale et de contre- saison (zone Gret) ▪ Expérimentations agricoles réalisées au niveau de 3 champs écoles (zone Gret)842 agropasteurs accompagnés sur la promotion des semences améliorées adaptées aux changements climatiques (dans les 2 Hodhs) ▪ 8 482 femmes et jeunes appuyés pour la promotion des bonnes pratiques en matière d'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) et les Pratiques Familiales Essentielles (PFE) (dans les deux Hodhs) ▪ Campagnes de dépistage de la malnutrition réalisées auprès de 33 151 enfants ▪ 31 animateurs formés en développement social et compétences de vie dans les 2 Hodh

3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Conduite des études et diagnostics préliminaires sur les secteurs porteurs, le maraîchage, la gestion des ressources naturelles ■ Réalisation d'enquêtes Baseline ■ Gouvernance du programme : finalisation des documents, organisation de réunions techniques de coordination, préparation du Comité de pilotage national, mise en place des comités de pilotage régionaux pour le suivi technique et l'orientation du programme ■ Lancement du projet au niveau national et régional ■ Production des outils de gestion et de communication : tableau des bénéficiaires, Newsletter N°1 de SAFIRE ■ Information sur le projet auprès des autorités locales, des services techniques et des groupes cibles ■ Identification des sites des espaces jeunes et du site pour l'espace test agricole, construction et aménagement de ces sites ■ Accueil et orientation des jeunes, Identification et mise en place de dispositifs d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle ■ Mise en place d'Espaces jeunes pour accueillir le public ■ Déploiement de l'offre de formation et d'insertion des jeunes dans les filières classiques à Nouakchott (CFIP Caritas Mauritanie à Dar Naïm) ■ Renforcement des capacités de la cellule d'insertion du CFIP ■ Consolidation de l'offre de formation dans la filière « fourneaux améliorés » dans l'atelier-école Fayda du Gret à Dar El Beida ■ Réalisation de diagnostics et ciblage des zones d'intervention et des populations bénéficiaires des appuis agricoles ■ Mise en place de dispositifs de conseil agricole basés sur l'échange entre pairs et l'expérimentation paysanne ■ Accompagnement des groupements d'agropasteurs pour la production agricole ■ Organisation de réunions de travail et ateliers de formation de l'Inter Consortia sur l'emploi, la création d'entreprises et les chaînes de valeurs ■ Appui au montage de microprojets ■ Promotion des semences améliorées ■ Formation d'auxiliaires vétérinaires ■ Sensibilisation ANJE/PFE et dépistage des enfants/PFE 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Accueil et orientation des jeunes via les Espaces Jeunes ■ Sélection des porteurs de projets et accompagnement à l'entrepreneuriat ■ Finalisation du parcours de formation des 30 apprenants de l'espace test du PK 17 et accompagnement à l'entrepreneuriat ■ Sélection et formation de 60 nouveaux apprenants de l'espace test agricole ■ Identification et mise en place d'activités génératrices de revenus pour les femmes et formation des clubs de mères à Kaédi ■ Mise en place de jardins hydroponiques à El Mina ■ Sensibilisation sur les mesures de prévention du Covid-19, distribution de masques et de kits d'hygiène (pour les 3 consortia à Nouakchott) ■ Poursuite de la sélection, de l'accueil et de la formation des jeunes dans les filières classiques, les métiers ruraux et les métiers verts (GRET) ■ Poursuite des appuis à l'insertion des jeunes (mise en place des groupes SILC, appuis aux initiatives d'installation des jeunes, le rapprochement avec les entreprises, etc.) ■ Poursuite de l'appui aux groupements d'agropasteurs et l'identification de nouveaux groupements (zone GRET) ■ Mise en place des conventions locales pour la gestion concertée des ressources naturelles dans le Brakna ■ Organisation de foires ou salons sur l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes ■ Organisation de missions auprès des diasporas Mauritanienues pour les impliquer dans SAFIRE ■ Organisation d'un Forum économique avec les diasporas et les autorités Mauritanienues ■ Réalisation d'une étude sur la filière énergie et le soutien à la création d'emplois pour les jeunes (zone GRET) et d'une étude de faisabilité d'un réseau d'aliments nutritionnels et le soutien à l'entrepreneuriat féminin ■ Financement de 275 microprojets innovants au profit des jeunes et accompagnement d'agropasteurs vulnérables dans le montage de microprojets (Consortium Oxfam) ■ Accompagnement de parcours de formations professionnelles pour les jeunes ■ Financement direct de microprojets dans les métiers porteurs en milieu urbain ■ Mise en lien du rural et de l'urbain et renforcement de la concertation communale sur les questions liées aux mobilités internes ■ Mise en place des unités de vente de farines enrichies (sur les 3 zones)
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 10.000.000 Montant total en € : 10.526.527 (+ co-financement ONG) Objectif global : Contribuer à la stabilité nationale à travers le renforcement des liens urbains-ruraux, de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la création d'opportunités économiques et d'insertion socioprofessionnelle pour les populations les plus vulnérables Ministères partenaires : Emploi-Jeunesse et Sports, Enseignement secondaire et Formation technique et professionnelle, Développement rural, Affaires sociales-Enfance-Famille, Economie-Industrie Zones d'intervention (Wilayas) : 3 Wilayas de Nouakchott, Trarza et Brakna, Gorgol, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Hodh El Chargui Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/03/2019 – 28/02/2023 Contact : Inter Consortia : Ibrahim NDAO – Coordonnateur Inter Consortia - ibrahima.ndao@oxfam.org</p>	

L'UE pour le nexus sécurité – résilience – développement en Mauritanie

Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 16 SCAPP Pilier et Chantier : 3 –13

Mis en oeuvre par le Ministère de l'Economie et de l'Industrie, l'OIM et la Guardia

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>L'action « L'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie », signée en fin 2018, constitue un appui intégrée à la MRT tant au niveau de la lutte contre l'immigration irrégulière par les forces de sécurité, par voie terrestre ou maritime, que de la prise en charge des migrants irréguliers recueillis.</p> <p>Cet apport, est mis en œuvre par un appui budgétaire spécifique, et des appuis complémentaires en matière de gestion des finances publiques, de sécurité et de gestion de la migration. Il s'agit ainsi d'accroître la capacité du gouvernement à mettre en œuvre sa Stratégie Nationale de Développement (SCAPP), maintenir la sécurité et gérer la migration irrégulière. L'appui budgétaire prend en compte les domaines d'évaluation généraux (politique macroéconomique, réforme des finances publiques, gestion budgétaire, stratégie nationale de développement) et l'appui dans le domaine de la sécurité, en soutenant les autorités dans leur formulation d'une stratégie de sécurité globale, et améliorer le traitement des étrangers en situation irrégulière pris en charge par les autorités.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décaissement de l'appui budgétaire pour l'année 2019, pour un montant de 11 625 000 euros ▪ Contrat signé avec le Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (FIAPP) pour un appui stratégique dans le domaine de la sécurité ▪ Convention signée avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour améliorer la protection des droits migrants à travers le renforcement des capacités de la société civile et les acteurs institutionnels
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place d'un groupe de travail pour le suivi de la mise en œuvre (i) des conditions générales de décaissement pour les 2 tranches critères d'éligibilité et (ii) des indicateurs de performance pour les décaissements relatifs aux tranches variables (finances publiques, migration et sécurité). ▪ Dialogue technique et politique sur le suivi et l'avancement des engagements, condition générales et indicateurs de performance. ▪ Rédaction par le gouvernement avec l'appui de l'assistance technique du Projet d'appui à la gestion des finances publiques de la requête relative à la 1ère année ▪ En fin 2019, versement par l'UE au Trésor public d'un montant de 11 625 000 euros pour la 1ère année de décaissement de l'AB ▪ Négociation et signature d'un contrat avec la Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (FIAP) pour un appui stratégique dans le domaine de la sécurité et en particulier de la sécurité maritime ▪ Négociation et signature d'un contrat avec l'Organisation Internationale des Migration (OIM) pour une action dans le domaine de la protection des migrants et des droits humains 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Préparation de la requête de financement pour l'année 2019 avec le point d'avancement sur les conditions générales notamment au niveau de la LOLF (loi organique relative aux lois de finances) et sur les critères liés à la migration et à la sécurité maritime ▪ Renforcement des capacités de la société civile venant en appui aux migrants en transit ou bloqués et en situation de vulnérabilité pour leur santé et leurs moyens de base ▪ Rédaction du 2ème plan d'action de la Stratégie nationale de gestion de la migration et d'un nouveau Code de Conduite et de Procédures Opératoires Standardisées pour la prise en charge et la protection des droits des migrants interceptés ou sauvés en mer. ▪ Mise à jour du profil des migrants ▪ Mise en place de mécanismes opérationnels pour coordonner la sécurité maritime ▪ Elaboration d'un document stratégique pour l'action de l'Etat en mer
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 25.000.000 Montant total en € : 25.000.000 Objectif global : Promouvoir une croissance durable et inclusive, renforcer la gestion des finances publiques et améliorer la gouvernance sécuritaire, sur terre et en mer, dans une logique de redevabilité Ministères partenaires : Economie-Industrie, Finances, Intérieur-Décentralisation, Pêche-Affaires maritimes Zones d'intervention (Wilayas) : National Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 29/03/2019 - 29/03/2023 Contacts : Ministère de l'Economie et de l'Industrie – Directeur Général des Financement, des Investissements Publics et de la Coopération Economique Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation – Secrétariat général</p>	

Accord de Partenariat de Pêche UE – RIM

Budget de l'Union Européenne

Pilier du consensus européen : Prospérité ODD : 14 SCAPP Pilier et Chantiers : 3 – 8

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>L'accord de partenariat de pêche UE – RIM est un accord international permettant, selon un cadre strict, à des bateaux européens de pêcher dans la zone de pêche de la Mauritanie. Il est mis en œuvre selon un protocole d'application de 4 ans (2015 – 2019), récemment prolongé d'un an (2019 – 2020).</p> <p>Il s'agit d'un outil de gouvernance des océans, transparent, cohérent et mutuellement bénéfique qui renforce la gouvernance de la pêche pour une exploitation, un approvisionnement en poisson et un développement durable du secteur de la pêche.</p> <p>Comme les autres accords du même genre, il ne vise que les stocks excédentaires que le pays partenaire n'est pas disposé ou n'est pas en mesure de pêcher. Il est encadré par des avis scientifiques solides, notamment émis par un comité scientifique conjoint. L'objectif est la conservation des ressources et la durabilité environnementale, en garantissant la mise en œuvre des lois et des principes de l'UE.</p> <p>En contrepartie, l'UE paie une redevance pour le droit d'accès aux zones de pêche de la Mauritanie, ainsi qu'un appui financier sectoriel, destiné à la mise en œuvre d'une partie de la politique nationale sectorielle (surveillance maritime et lutte contre la pêche illégale, infrastructures de développement du secteur, recherche scientifique, protection des zones marines et côtières). Les armateurs UE paient également à l'occasion de la prise des licences et en fonction des volumes capturés. Ils contribuent également en cédant 2 % des captures de petits pélagiques.</p> <p>En 2019, l'évaluation ex-ante et ex-post a été conduite et publiée, et les négociations pour le renouvellement du protocole (et de son accord cadre) ont débuté (juillet). En parallèle, le protocole a été prolongé à l'identique d'une année (2019 – 2020) afin de pouvoir bénéficier de suffisamment de temps aux négociations de renouvellement.</p> <p>Coté mauritanien, le gouvernement a lancé une évaluation de sa stratégie sectorielle 2015 - 2019, avec pour objectif de définir une stratégie renouvelée, pour la période 2020 – 2024.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Etude d'évaluation ex-ante publiée (https://publications.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/08e725d1-5a8f-11e9-9151-01aa75ed71a1) ■ Réunion du Comité Scientifique conjoint tenue (https://ec.europa.eu/fisheries/sites/fisheries/files/docs/publications/report-jsc-mauritania-2019-06_fr.pdf) ■ Réunions de Commission mixte tenues en décembre 2019 ■ Plusieurs d'appui sectoriel aux politiques publiques financées : <ul style="list-style-type: none"> ■ Travaux de construction du port de Tanit achevés ■ Laboratoires de l'IMROP remis en état ■ Entretien du navire de recherche Al Awam effectué ■ PNBA : construction des logements pour le personnel du parc achevée, véhicules et engins livrés (minibus pour le transport du personnel, bulldozer chargeur) ■ PND : programme d'éducation environnementale élaboré, population locale formée sur la pêche à la crevette dans le parc SIG et base de données installés pour l'Observatoire du PND ■ Couverture végétale dans les bassins (lutte manuelle contre l'envahissement par le typha) réduite et maîtrisée
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Etude ex ante ex post du protocole de pêche 2015-2019 ■ Tenue du Comité Scientifique Conjoint, juin 2019, Tenerife ■ Négociations pour le renouvellement du protocole et de l'accord cadre : 1 réunion technique (juillet) + 3 tours de négociations (septembre, novembre, décembre) ■ Dans le cadre de l'appui sectoriel aux politiques publiques : <ul style="list-style-type: none"> ■ Paiement partiel de la contribution UE à la construction du port de pêche de Tanit ■ Installation en cours d'une plateforme informatique au niveau de la Garde Cotes Mauritanienne permettant de recevoir les données de captures des navires UE ■ Réfection et aménagement des laboratoires de l'IMROP 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Au niveau du Ministère des Pêches et de l'Economie maritime, évaluation de sa stratégie sectorielle 2015 - 2019, avec pour objectif de définir une stratégie renouvelée, pour la période 2020 - 2024 ■ Aboutissement du processus de négociation pour le renouvellement du protocole de pêche et de l'accord cadre. ■ Tenue de 2 réunions du comité scientifique conjoint et d'une ou deux commissions mixtes. ■ Appui sectoriel aux politiques publiques : ■ IMROP : poursuite des travaux de remise en état des laboratoires, livraison d'équipements scientifiques, viabilisation du terrain IMROP de Nouakchott, poursuite de l'équipement du navire de recherche, formation des utilisateurs des nouveaux équipements

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entretien navire de recherche de l'IMROP ▪ Passation d'un marché pour la fourniture de 3 simulateurs destinés à la formation des futurs officiers de la marine ▪ Appui au Parc National du banc d'Arguin (PNBA) : construction de logements pour le personnel du PNBA à Chami, fourniture d'équipements et de moyens roulants (véhicules, minibus, bulldozer chargeur, vedettes de surveillance), financement de chantiers de génie civil (entretien du musée, poste de santé à Iwik, chantier naval traditionnel à Rgueiba) ▪ Appui au Parc National du Diawling (PND) : cofinancement du plan d'aménagement et de gestion : approvisionnement et l'adduction en eau potable (étude); élaboration d'un programme d'éducation environnementale, formation sur la pêche à la crevette dans le parc, système d'Information Géographique et base de données pour l'Observatoire du PND, renouvellement du parc automobile, Réduction et maîtrise de la couverture végétale dans les bassins (lutte manuelle contre l'envahissement par le typha), mise en place d'un système de suivi-évaluation socio-économiques, suivi et actions de protection de la ressource halieutique, évaluation intégrée de l'écosystème du PND. ▪ Engagement pour une contribution au financement du fonds fiduciaire BACOMAB, à hauteur de 1 200 000 EUR 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Garde côtes mauritanienne : acquisition d'une vedette de surveillance et de véhicules de services, de divers équipements de sauvetage et de surveillance, finalisation de l'installation de la plateforme informatique pour recevoir les données de captures des navires UE ▪ Académie navale : livraison, installation de 3 simulateurs de navigation et formation des utilisateurs ▪ PNBA : poursuite et achèvement des travaux lancés en 2019 ▪ PND : élaboration d'un tableau de bord pour la gestion du parc, poursuite de la lutte manuelle contre l'envahissement par le typha, cofinancement de l'approvisionnement en eau potable des villages situés dans le parc, poursuite du cofinancement de l'étude sur les services économiques et écologiques rendus par le PND, acquisition de quads, formation du personnel du parc, installation d'un atelier d'entretien et formation d'un agent pour l'entretien du parc automobile du parc, accompagnement de la démarche visant une inscription du PND sur la liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO ▪ BACOMAB : Contribution à la capitalisation au fonds, à hauteur de 1,2 M EUR
--	---

5. Informations générales

Montant contribution UE en € : 62.500.000
Montant total en € : 79.500.000
Objectif global : Améliorer la gouvernance des pêches et l'accès des flottes européennes aux stocks halieutiques excédentaires non capturés par les flottes locales
Ministère partenaire : Pêche-Economie
Zones d'intervention (Wilayas) : Nouakchott, Trarza, Dakhlet Nouadhibou
Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 16/11/2015 – 15/11/2020
Contact : Eric Lunel, attaché pêche, Délégation de l'UE en Mauritanie – eric.lunel@eeas.europa.eu

AXE PAIX

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015

« Nous sommes déterminés à favoriser l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, libérées de la peur et de la violence. En effet, il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable ».

Aperçu de la politique de l'UE - Aperçu de la politique de l'UE – Nouveau consensus pour le développement

« Il ne peut y avoir de véritable développement sans PAIX, et aucune paix durable sans développement durable. L'Union européenne travaille avec les pays partenaires pour prévenir les conflits, améliorer la sécurité humaine, lutter contre la criminalité et garantir la justice, la liberté et la bonne gouvernance pour tous ».

Objectifs du partenariat UE-RIM

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les objectifs du partenariat UE-RIM peuvent être résumés comme suit :

- Promouvoir les valeurs universelles de démocratie, de bonne gouvernance et d'État de droit ainsi que les droits de l'homme pour tous parce qu'ils sont la condition préalable au développement durable et à la stabilité ;
- Promouvoir un système judiciaire efficace, transparent, indépendant, ouvert et responsable qui favorise l'accès à la justice pour tous ;
- Renforcer les capacités des forces de sécurité et la stabilité du pays ;
- Promouvoir des actions qui tiennent compte de l'interdépendance entre le développement durable, l'action humanitaire, la paix et la sécurité ;
- Prévenir la radicalisation qui conduit à l'extrémisme violent ;
- Lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière ;
- Soutenir les organisations de la société civile et des dialogues spécifiques sur les droits de l'homme.

Instruments de financements UE

Pour cet axe, les instruments de financement UE pour 2019 ont été les suivants :

Fonds Européen de Développement

Projet Etat de droit	7.0
Projet de prévention des conflits et de promotion du dialogue interculturel Mise en œuvre par le Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports	6.0
Projet d'appui à la sécurité et au développement Mis en œuvre par les Forces Armées et de Sécurité	13.0

L'Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH)

Réseaux et partenariats pour l'agro-pastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna	0.5
Projet de Promotion des Comités des Droits des Détenus (CDD)	0.3
Stratégie Tripartite pour Eradiquer l'Esclavage en Mauritanie	0.4

Instrument de Coopération au Développement- OSC/AL

Appui aux organisations de la société civile pour l'amélioration de leur contribution au système de protection de l'Enfance à Nouakchott Mis en œuvre par Save the Children	0.7
Projet d'appui à la culture, à l'artisanat et à la cohésion sociale dans le pôle d'activités de Boghé	0.2

Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne pour l'Afrique

Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel – Phase I Mise en œuvre par CIVIPOL	7.0
Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel –Phase II Mise en œuvre par CIVIPOL	9.9
GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel) Mise en œuvre par la Guardia Civil	66.5
Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali Mise en œuvre par UNCHR	20.0
Résilience pour la cohésion sociale et culturelle en République islamique de Mauritanie	6.0

Fiches actions 2019

Pour presque toutes les actions mentionnées ci-avant, une fiche action est présentée mettant en exergue le contexte, les activités réalisées en 2019, les principaux résultats atteints depuis le démarrage des actions et les perspectives pour 2020.

Projet Prévention de conflits et promotion du dialogue interculturel — Composantes 1 et 2

10ème Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Paix ODD : 16 SCAPP Levier et Chantier : 3-8

Mise en œuvre par le Ministère de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Le projet "Prévention de conflits et de promotion du dialogue interculturel" a été formulé en cohérence avec les orientations du Programme Indicatif National - PIN 10ème FED et a fait l'objet d'une convention de financement entre la Commission européenne et la République islamique de Mauritanie signée par l'Ordonnateur national du FED le 15 décembre 2014.</p> <p>Le Projet met en œuvre une synergie d'actions complémentaires destinée à améliorer le bien-être social des jeunes et à promouvoir une culture de paix dans les zones ciblées. Une approche décentralisée a été privilégiée afin d'être au plus près des populations concernées. Le projet a une démarche inclusive qui fait intervenir une série d'acteurs aux niveaux régionaux, locaux et communautaires dans la dynamique de promotion de paix portée par les populations elles-mêmes.</p> <p>S'inscrivant en appui aux initiatives gouvernementales, le projet est destiné à couvrir des besoins urgents non pris en charge par d'autres acteurs et entend tester des actions pilotes, qui pourront être améliorées ou corrigées dans les wilayas du Hodh Chargui, de l'Assaba, du Trarza, de Nouakchott Sud, Ouest et Nord, l'Adrar, le Tiris Zemmour et Dakhlet Nouadhibou.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Capacités des DRJS et des directions centrales du MJS renforcées en matière de planification stratégique, de gestion des infrastructures et équipement et en gestion de plans d'action ■ Offre de service des maisons de jeunes et de centres d'écoute améliorée avec la mise en place de nouvelles modalités de gestion des espaces de mutualisation ■ Des espaces de rencontre, de mutualisation et de dialogue créés et mieux orientés vers les besoins des jeunes ■ 664 associations impliquées dans les demandes de subvention appuyées sur le plan administratif par les DRJS ■ 680 leaders d'associations de l'AMI 1, 2 et 3 et leurs « encadrateurs techniques locaux » ou « fixers » ainsi que les 18 APF dotés d'outils d'exécution et de reporting des subventions ■ 93 associations AMI1 et 2 financées pour mettre en œuvre des actions pertinentes ayant ciblé 57500 jeunes ■ Approche genre mise en œuvre au niveau de 100% des projets financés aux OSCs ■ Politiques de développement des communes appropriées par les jeunes ■ Jeunes mieux conscientisés sur les risques de la radicalisation et de l'extrémisme violent ■ 32 émissions radio dont 6 nationales et 26 régionales réalisées en Hassanya, en Wolof et en Français sur les thématiques du projet
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Construction et réception de 4 Salles Polyvalentes, réalisation de travaux supplémentaires des maisons de Jeunes de Kiffa et de Rosso, réception provisoire de celle de Kiffa, cérémonie inaugurale de celle de Kiffa, réception définitive de celle de Rosso ■ Octroi des subventions directes à CRM et Scouts Guides de Mauritanie ■ Productions audiovisuelles infographiques et médiatiques du film documentaire sur la capitalisation du Projet 2015-2019 ■ Organisation d'un atelier de présentation des résultats et de capitalisation du projet ■ Elaboration d'un plan d'actions GIS pour l'élaboration de l'étude du vivre agir ensemble ■ Impression de 100 Guides pratiques des vertus et valeurs islamiques argumentées pour vivre la paix ■ Octroi de subventions à 58 associations de jeunes ■ Réalisation de séries de reportage radio et télévision sur les activités de l'AMI 3 	<p>Démarrage de la phase 2 du projet Prévention conflits (Semah) financé par le 11ème Fonds européen de développement</p>
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 6.000.000 Montant total en € : 6.000.000 Objectif global : Contribuer à prévenir les risques d'extrémisme violent auprès des populations considérées comme vulnérables et principalement de la jeunesse mauritanienne Ministère partenaire : Emploi-Jeunesse-Sports Zones d'intervention (Wilayas) : Hodh El Chargui, Assaba, Tiris Zenmour, Trarza, Adrar, Dakhlet Nouadhibou, Nouakchott Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 15/03/2015 - 15/06/2019 Contact : Mohamed Salem Boukhreiss– Coordinateur - mboukhreiss67@gmail.com</p>	

Projet d'appui à la sécurité et au développement

10^{ème} Fonds européen de développement

Pilier du consensus européen : Paix ODD : 16 SCAPP Pilier et Chantier : 3 – 8

Mis en œuvre par les Forces armées et de Sécurité

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>S'inscrivant dans un contexte de mise en œuvre de la Stratégie Sahel de l'Union Européenne, le projet d'appui à la sécurité et au développement en Mauritanie interagit avec les enjeux sous régionaux, et spécifiquement ceux liés à pertinence du nexus entre sécurité et développement, tel qu'il est porté par le G5 Sahel. L'analyse des causes profondes du terrorisme au Sahel a en effet montré que les groupes armés terroristes profitent d'un défaut de gouvernance pour mettre en place des initiatives de remplacement de structures administratives, économiques et religieuses.</p> <p>L'objectif global du projet est ainsi de contribuer au développement en mettant en place, de façon innovante et souple, une proposition de solutions aux différentes menaces terroristes. Résolument orienté vers la lutte contre le terrorisme, l'originalité de son approche tient en ce qu'il ne se limite pas qu'au renforcement capacitaire des forces armées et de sécurité en tant que réponse coercitive à la menace. Il entreprend aussi, au travers d'activités de développement planifiées et conduites par les forces armées et de sécurité, de renforcer la présence de l'Etat, à lutter contre les tentatives de subversion menées par les groupes armés dans les zones les plus enclavées, spécifiquement dans les Wilayas du Tagant et du Hodh El Chargui, à la frontière malienne.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'opérationnalisation de la démarche adoptée « nexus sécurité et développement ». A la différence des actions de développement conventionnelles, il est maintenant établi, pour les Maîtres d'œuvre (Armée, Gendarmerie, Garde), que les activités de développement constituent des objectifs intermédiaires visant un résultat sécuritaire, ou plus précisément de lutte contre le terrorisme ■ Un hôpital mobile de campagne (HMC) et une ambulance fournis au bénéfice des forces armées ■ Ecole de formation de la Gendarmerie à Rosso fonctionnelle et ayant reçu ses premiers étudiants ■ Des ouvrages appartenant à l'école de formation des services de santé de l'EMGA à Nouakchott réalisés ■ 7 forages réussis dans le Dhar et dans la zone sédimentaire en ZRS (régions du Tagant et d'Hodh El Chargui) réalisés ■ Un premier « lot » de 180 dromadaires équipés livré à la Garde nationale et plus particulièrement au bénéfice du Groupement nomade, lui permettant de reconstituer ses moyens de transport à travers la ZRS ■ Des études diverses réalisées notamment sur la problématique de l'éducation et développement dans les régions des Dhar située en ZRS
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Réalisation de sondages et de 10 forages dans le Dhar et dans la zone sédimentaire en ZRS (régions du Tagant et d'Hodh El Chargui) ■ Construction d'un bâtiment pédagogique à l'Ecole de la Gendarmerie de Rosso ■ Construction d'ouvrages administratifs et pédagogiques pour l'Ecole paramédicale de santé de l'Armée à Nouakchott ■ Fourniture d'un hôpital mobile de campagne et d'une ambulance équipée pour la Direction Générales de santé de l'Etat-Major de l'Armée ■ Etude sur l'enseignement et le développement dans la zone du Dhar entre Oualata et Tichit ■ Début des travaux de nouveaux ouvrages pédagogiques et sanitaires pour l'Ecole de formation de la Garde Nationale à Rosso. ■ Signature de plusieurs contrats importants (centre de formation à Ouad Naga, équipements de communication et de transmission...) ■ Organisation, au sein de l'Académie Mauritanienne de la Paix et de la Sécurité d'une formation diplômante de futures formateurs, officiers supérieurs et subalternes, sélectionnés parmi l'ensemble des forces de sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Exécution et fin des travaux au niveau de l'école de formation de la Garde nationale à Rosso ■ Construction du centre inter-forces à Ouad Naga comprenant un centre de tirs adapté (CTA) ■ Formation des formateurs (stagiaires officiers subalternes et supérieurs) au sein de l'Académie mauritanienne de la paix et de la sécurité ■ Fourniture de matériels de communication et de transmission aux diverses forces de sécurité ■ Autres actions : (i) construction d'un centre d'instruction méhariste à Achemim au bénéfice de la Garde Nationale; (ii) réalisation de réseaux d'adduction d'eau potable (AEP) auprès de onze forages existants dans la zone du Dhar et de la zone sédimentaire à Achemim et N'Beiket Leouach ; (iii) livraison du solde des dromadaires à la Garde Nationale ; (iv) fourniture d'équipements aéronautiques (ULM) équipés à l'Armée de l'Air ; ■ (v) fourniture de compléments d'équipements pour les différentes forces de sécurité (Gendarmerie : équipements pédagogiques pour l'Ecole de formation à Rosso, Garde nationale : équipements pédagogiques pour l'Ecole de formation à Rosso, Forces armées)
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 13.000.000 Montant total en € : 13.000.000 Objectif global : Contribuer au développement de la Mauritanie en appuyant les autorités dans leur stratégie de lutte contre le terrorisme et la grande criminalité Ministères partenaires : Défense Nationale, Intérieur-Décentralisation, Hydraulique, Santé, Affaires Islamiques - Enseignement originaire, Enseignement fondamental - Réforme de l'Education Nationale, Développement Rural Zones d'intervention (Wilayas) : Hodh El Chargui, Tagant et Trarza Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 15/12/2014 – 15/06/2021 Contact : Bernard Fourcroy- Chef de mission de l'assistance technique -omnia.mauritanie@gmail.com</p>	

Appui aux organisations de la société civile pour l'amélioration de leur contribution au système de protection de l'Enfance à Nouakchott

L'instrument de financement de la Coopération au développement (ICD) - Son Programme thématique « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Pilier du consensus européen : Humanité ODD : 10 SCAPP Pilier et Chantier : 2 – 7

Mis en œuvre par Save the Children

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Depuis 2006, Save the Children (SC) intervient en Mauritanie dans le cadre de la Protection de l'Enfance Elle développe des approches complémentaires : l'appui et l'accompagnement des acteurs œuvrant dans la protection de l'enfance au niveau national et régional, tels que le Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille (MASEF), les Tables Régionales de Protection (TRP), et les Systèmes de Protection Communaux (SPC). En 2019, elle a élaboré sa stratégie pays 2019-2021. Le partenariat avec la société civile, visant son renforcement fait partie d'un des axes transversaux majeurs de son plan d'action.</p>	<p>Des Organisations de la Société Civile formées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ dans le domaine de la gestion organisationnelle et administrative d'une organisation ■ sur les thématiques des droits de l'enfant participation de l'enfant, équité de genre, le coaching et le développement personnel des enfants ■ en gestion et justification complète du cycle de projet ■ sur les techniques de communication (C4D), plaidoyer et sensibilisation ■ spécifique sur la gestion financière pour les comptables des OSC ■ en GERME (Gérer Mieux votre Entreprise)
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Cartographie des organisations de jeunes à NKTT et à NDB intervenant dans le domaine de la culture, cohésion sociale et l'éducation à la citoyenneté ■ Mise en place des réseaux ou la redynamisation et le renforcement des capacités des OSC1 bénéficiaire du projet sur différentes thématiques. 	
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 700.000 Montant total en € : 933.333,23 Objectif global : Contribuer au renforcement des capacités des organisations de la société civile concourant à l'amélioration du Système de Protection et au respect des Droits des Enfants et des Jeunes en situation de vulnérabilité en Mauritanie Ministère partenaire : Affaires sociales-Enfance-Famille Zones d'intervention (Wilayas) : Nouakchott Nord et Sud Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/03/2017 - 30/09/2019 Contact : Luis Pedro Lobo - Chef de Mission - luispedro.lobo@savethechildren.org</p>	

Programme d'appui au G5 pour la sécurité au Sahel

– Phase I et Phase II

Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Paix ODD : 16 SCAPP Pilier et Chantier : 3 – 8

Mis en œuvre par Civipol

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>La région sahélienne devant faire face à une crise politique et sécuritaire sans précédent, l'Union européenne a proposé son appui au G5 Sahel à travers la mise en place d'un programme d'appui au G5 pour la sécurité du Sahel. Cet appui s'est matérialisé par la mise à disposition d'expertise au profit du Secrétariat Permanent, du Collège Sahélien de Sécurité et de la Présidence du G5 Sahel. Durant sa première phase, le programme a concentré ses efforts sur les axes suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer les capacités du Secrétariat Permanent du G5 Sahel pour permettre une meilleure coopération de ses Etats membres dans le domaine de la sécurité et en particulier dans la gestion intégrée des frontières et des migrations 2. Accompagner le Secrétariat Permanent à la réforme du Collège Sahélien de Sécurité pour renforcer les capacités de ses Etats membres dans le domaine de la sécurité contre les principales menaces pour la région et le soutenir dans la conception d'une suite pérenne au CSS, suite à la décision de transférer le CSS sous la tutelle du Secrétariat permanent et de l'établir au Collège du Maintien de la Paix de Bamako 3. Appuyer la Présidence tournante de la Conférence des chefs d'Etats du G5 dans l'exercice de ses fonctions et en particulier dans ses capacités de coopération et coordination avec les organes du G5 Shale et les principaux partenaires internationaux 	<p><u>Résultats atteints pour la 1^{ère} phase du programme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Plateforme de coopération en matière de sécurité (PCMS) opérationnelle et raccordée au réseau I-24/7 d'Interpol produisant depuis le début de l'année 2018 et avec l'appui technique du projet, un bulletin mensuel d'informations ■ Cellule régionale de prévention de la radicalisation (CELLRAD) mise sur pieds et son personnel formé ■ Lignes directrices d'une stratégie frontières été élaborées et validées par le G5 SAHEL (comité de défense et de sécurité et préparent à la rédaction d'une stratégie du G5 SAHEL pour la gestion des flux migratoires ■ Secrétariat permanent du G5 SAHEL (SPG5) appuyé dans son fonctionnement se traduisant par des concours concrets et variés en financement et en industrie ■ Collège sahélien de sécurité (CSS), première structure de formation de format « G5 » fonctionnel depuis mai 2017 appuyé par le programme. Une activité de formation par mois réalisé par le CSS au profit des cadres de la sécurité intérieure, de la magistrature et quelques cadres de la société civile ■ Présidence tournante du Conseil des Ministres du G5 Sahel équipé en industrie et soutenu financièrement pour la mise en œuvre de ses activités
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p>Au cours de l'année 2019, le PAGS a appuyé le G5 en l'accompagnant dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'organisation de la réunion annuelle des coordonnateurs des PCMS ■ La rédaction d'un projet de création d'une Académie régionale de police au Tchad ■ L'appui à la Présidence Burkinabé au G5 <p>Le PAGS a également appuyé à la conception et l'organisation d'activités diverses au CSS dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Un atelier de gestion de crise ■ Une formation technique en police judiciaire ■ Un séminaire sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent ■ Une formation en technique de renseignement ■ Une formation en Cybersécurité ■ Un exercice sur la délinquance économique et financière ■ Un atelier d'échanges universitaires sur la sécurité globale et enjeux locaux au Mali 	<p>La reconnaissance de ces résultats, et le souhait que l'appui de l'UE au G5 se prolonge (relevés de conclusions du comité de défense et de sécurité du G5 SAHEL 28 janvier 2019, procès-verbaux des conseils d'administration du CSS et du 2^{ème} comité de pilotage du projet tenu le 13 février 2019 à Nouakchott) sont l'origine de la seconde phase du PAGS. Celle-ci accompagnera avec flexibilité la montée en puissance du G5 et de ses institutions en réponse à l'évolution de la situation politique et à l'émergence de nouveaux besoins.</p> <p>Les activités de cette phase se concentreront notamment autour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ D'un appui à la gestion des espaces frontaliers et de la migration ■ D'un appui à la structure de formation des cadres dont le Collège Sahélien de Sécurité et l'Académie Régionale de la Paix. ■ D'un soutien au Secrétariat Exécutif en matière de Développement et de Gouvernance ■ D'un appui organisationnel au Secrétariat Exécutif et à sa coordination avec les CNC ■ D'un appui à la Présidence tournante
5. Informations générales	
<p>Phase I : Montant contribution UE en € : 7.000.000 - Montant total en € : 7.000.000 Phase II : Montant contribution UE en € : 9.998.500 - Montant total en € : 9.998.500 Objectif global : Contribuer à renforcer la sécurité des cinq Etats membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), d'identifier les défis communs auxquels ils doivent faire face et les moyens d'y répondre dans un optique de coopération régionale. Zones d'intervention (Pays) : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle Phase I : 19/08/2016 - 17/11/2019 / Phase II : 18/11/2020 - 17/11/2022 Contact : Guillaume Courchinoux – Responsable de projets – courchinoux.g@civipol.fr</p>	

Groupe d'Action Rapide de Surveillance et d'Interventions au Sahel (GAR-SI Sahel)

Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Paix ODD : 16 SCAPP Pilier et Chantier : 3 – 8

Mi en œuvre par la Guardia Civil

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Face aux nombreux défis, le binôme sécurité et développement devient très important en tant qu'élément clé dans le Plan d'Action Régional 2015-2020 de la Stratégie de l'Union européenne pour la région du Sahel. Avec cette nouvelle perspective, la sécurité devient un facteur transversal de toute stratégie de coopération et de développement au Sahel puisque "sans un minimum de mesures de sécurité, un développement durable devient impossible". L'objectif général du programme GAR-SI Sahel est de contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation tant des pays concernés qu'au niveau régional, y inclus dans les zones isolées/reculées et transfrontalières, comme condition préalable pour leur développement socio-économique durable. En appui aux structures nationales déjà existantes et dans le cadre des initiatives en cours et à venir en matière de réforme du secteur de la sécurité dans les pays concernés, les objectifs spécifiques du programme GAR-SI Sahel sont les suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Rendre plus efficace l'action préventive et réactive des forces de sécurité nationales afin de garantir un contrôle plus efficace du territoire et des frontières des pays ciblés, y inclus dans les zones reculées et limitrophes. 2. Créer des conditions favorables à une meilleure coopération transfrontalière et régionale parmi les pays concernées et ainsi contribuer à une lutte plus efficace aux menaces transnationales, y compris celles posées par les réseaux terroristes et de criminalité organisée. 	<p>PREMIERE COMPAGNIE</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ 28 cadres et formateurs formés en Espagne ■ 28 cadres et formateurs formés en Mauritanie ■ 102 personnels formés en Mauritanie ■ 20 spécialistes formés ■ 1 Officier spécialiste formé en Espagne ■ 2 Officiers formés en Espagne ■ Equipements livrés (2 562 253,99 €) ■ Examen IOC (Capacité Opérationnelle Initiale) réussi ■ Examen FOC (Capacité opérationnelle Finale) réussi ■ 11 mois de mentorat de l'équipe coordination réalisés ■ 14 missions mentorat de l'équipe coordination réalisées ■ 3 missions de mentorat d'experts réalisées ■ Doctrine de l'Unité élaborée et approuvée ■ Cadre juridique mis en place ■ Arrêté de création de l'Unité adopté ■ 13 missions de l'Unité à la frontière sud réalisées ■ 4 missions spéciales de l'Unité réalisées ■ 334 séances de formation continue réalisées ■ Tests annuels de situation de l'Unité et des éléments passés ■ 3 réunions du Comités de Pilotage et 1 du Comité de Pilotage général organisées ■ 1 réunion de clôture 1ère phase tenue ■ Opérationnalisation 1ère Compagnie (181 jours en mission) <p>DEUXIEME COMPAGNIE</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Plan d'Action de la 2ème compagnie élaboré ■ Personnels sélectionnés ■ 34 cadres et formateurs formés en Mauritanie ■ 1 réunion du Comité de Pilotage organisé
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<p>PREMIERE COMPAGNIE</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Organisation de 3 missions de 15 jours à la frontière sud ■ Organisation de 6 mois de missions à l'Adrar ■ Organisation de 3 missions de mentorat au niveau l'équipe de coordination ■ Organisation d'une mission mentorat d'experts ■ Livraison de matériels (2ème achat) ■ Formation de 2 lieutenants en Espagne ■ Formation d'1 lieutenant spécialiste en logistique en Espagne <p>DEUXIEME COMPAGNIE</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Formation de 34 cadres et formateurs en Mauritanie 	<p>PREMIERE COMPAGNIE</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ A disposition de l'EM de la GNM <p>DEUXIEME COMPAGNIE</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Formation 128 personnels (MAU) ■ Formation 20 spécialistes (MAU) ■ Livraison matériels (2.118.474 €) ■ Arrêté de création Groupe de plusieurs compagnies ■ Examen IOC ■ 6 mois de mentorat de l'équipe de coordination ■ 3 mentorats experts ■ Examen FOC <p>Clôture de la 2ème phase du projet</p>
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 66.500.000 dont 8.300.000 pour la Mauritanie Montant total en € : 66.500.000 Objectif global : Contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation tant des pays concernés qu'au niveau régional, y inclus dans les zones isolées/reculées et transfrontalières, comme condition préalable pour leur développement socio-économique durable Ministères partenaires : Défense, Intérieur-Décentralisation Zones d'intervention (Wilayas) : Hodh el Chargui, Hodh el Gharbi, Adrar Guidimakha, Assaba, Gorgol, Brakna, Trarza, Inchiri Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 1ère compagnie (9/03/2017-28/02/2019) -2ème compagnie (14/06/2019-30/07/2020) Contacts : Colonel Eduardo Fernandez - Coordinateur national - fernandez-fiiapp@garsi-sahel.eu Lieutenant-Colonel Francesco Dotto Coord. Adjoint - fdotto-fiiapp@garsi-sahel.eu</p>	

Renforcement de la résilience et de la capacité d'autonomisation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées internes liés au conflit du Nord Mali (Action régionale)

Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique (FFUE)

Pilier du consensus européen : Paix ODD : 16 SCAPP Pilier et Chantier : 3 -8

Mise en œuvre par UNCHR

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>Malgré l'Accord de paix et de réconciliation au Mali en 2015, la situation sécuritaire reste instable et les zones d'insécurité se sont étendues au centre du pays. En 2019, le HCR a effectué l'enregistrement de 6 372 réfugiés maliens.</p> <p>Cette instabilité et les difficultés rencontrées pour apporter les garanties minimales d'un retour sûr pour les réfugiés maliens dessinent aujourd'hui la perspective d'un exil prolongé en Mauritanie. De ce fait, le HCR cherche à trouver des solutions locales et à promouvoir l'autonomisation à travers l'amélioration des moyens d'existence des réfugiés et de la communauté d'accueil dans une région chroniquement vulnérable et sujette à des crises alimentaires récurrentes, ainsi que l'envisage le Pacte mondial sur les réfugiés.</p> <p>Le HCR coordonne la réponse humanitaire, comme le requiert le modèle de coordination pour les réfugiés, et fournit, en collaboration avec les autres partenaires sur le terrain, les services essentiels, la protection et l'assistance à 61 034 personnes, dont 54,5% de filles et de femmes et 45,5% de garçons et d'hommes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Profilage socio-économique des ménages réfugiés du camp de Mbera réalisé ■ Méthodologie CARI+ pour le ciblage de l'assistance alimentaire distribuée aux ménages réfugiés tenant compte de la sécurité alimentaire et des dimensions de protection des ménages appliquée ■ Etude d'analyse des chaînes de valeur pour identifier les opportunités économiques dans la région pour les réfugiés et les communautés hôtes réalisée ■ 352 AGRs en partenariat avec SOS Désert dans les communautés hôtes et World Vision pour les réfugiés mis en œuvre et 450 AGRs conclus en partenariat avec COOPI ■ Séances de sensibilisation relatives à la gestion pacifique des conflits entre les réfugiés et la communauté hôte organisées ■ Autonomisation de 1.809 réfugiés dont 1.346 femmes à travers l'exploitation de périmètres maraîchers ■ Bourses octroyées à 47 étudiants réfugiés pour la poursuite de leurs études universitaires à Nouakchott ■ 208 jeunes du camp de Mbera formés au sein d'écoles-chantiers dans le secteur des BTP en partenariat avec le BIT ■ Diagnostic de l'impact socio-économique de la présence des réfugiés sur les populations hôtes et des mesures de mitigations répondant aux besoins de celles-ci réalisé ■ Rapatriement volontaire de 2.327 personnes facilité
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Finalisation du rapport sur le profilage socio-économique des ménages réfugiés enregistrés au camp de Mbera ■ Définition et mise en œuvre d'une méthodologie de ciblage ■ Mise en œuvre de 352 activités génératrices de revenus (AGR) ■ Contribution à l'autonomisation de 1.809 réfugiés ■ Formation professionnelle de 200 jeunes (hommes et femmes) réfugiés et de la communauté hôte en « Chantier Ecole » ■ Diagnostic de l'impact socio-économique de la présence des réfugiés sur la population hôte ■ Quarante-sept étudiants réfugiés maliens ont reçu des bourses afin de poursuivre leurs études universitaires à Nouakchott ■ Facilitation du rapatriement volontaire de 2.327 réfugiés 	<p>Au cours de la dernière année, le HCR a pour objectif de continuer à mettre en place des AGRs et de mettre en œuvre des projets à impact rapide afin de renforcer la résilience de la population hôte et l'auto-suffisance des réfugiés et d'améliorer la cohabitation pacifique entre les deux communautés. De plus, le HCR développera en partenariat avec Save the Children des activités inclusives visant à la réduction des conflits en zones urbaines.</p> <p>Dans le même temps, le HCR continuera à soutenir les activités de maraîchage, les AGRs et les activités de formation professionnelle au camp de Mbera ainsi qu'à octroyer des bourses universitaires pour les étudiants et à faciliter les retours volontaires des réfugiés maliens dans la sécurité et la dignité, lorsque la demande en est faite.</p>
5. Informations générales	
<p>Montant contribution UE en € : 4.893.000 Montant total en € : 5.243.000 Objectif global : contribuer à la réduction des facteurs d'instabilité et de vulnérabilité à travers la création d'opportunités socio-économiques pour les populations réfugiés et leurs communautés d'accueil tout en facilitant les retours volontaires des réfugiés dans la sécurité et la dignité Ministère partenaire : Intérieur-Décentralisation Zone d'intervention (Wilayas) : Hodh el Chargui Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 01/07/2017 – 31/12/2020 Contact : Fadela Novak-Irons - Représentante Adjointe UNHCR - novakfa@unhcr.org</p>	

AXE PARTENARIAT

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015

« Nous sommes déterminés à mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ce programme grâce à un partenariat mondial revitalisé pour le développement durable, qui sera mû par un esprit de solidarité renforcé, où l'accent sera mis sur les besoins des plus démunis et des plus vulnérables, et auquel participeront tous les pays, toutes les parties prenantes et tous les peuples ».

Aperçu de la politique de l'UE - Aperçu de la politique de l'UE – Nouveau consensus pour le développement

« Bien que chaque pays soit responsable au premier chef de son propre développement économique et social, le programme à l'horizon 2030 doit être mis en œuvre par tous les pays et toutes les parties prenantes agissant en partenariat. Le paysage du développement est en expansion ; il englobe des acteurs nouveaux et plus nombreux. Parlements, partis politiques, autorités régionales et locales, instituts de recherche, organisations philanthropiques, coopératives, secteur privé et société civile sont désormais autant de partenaires qui contribuent à atteindre les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées. Promouvoir et défendre un espace au sein duquel ces acteurs du développement pouvant agir en toute sécurité est essentiel pour la réalisation du développement durable. »

Objectifs du partenariat UE-RIM

Pour cet axe du nouveau consensus européen pour le développement, les objectifs du partenariat UE-RIM peuvent être résumés comme suit :

- En réponse aux défis mondiaux, l'Union européenne et ses États membres continueront à améliorer la façon dont ils mènent leur coopération, y compris grâce à une meilleure collaboration, en tenant compte de leurs avantages comparatifs respectifs ;
- L'Union européenne et ses États membres élaboreront et coordonneront, au sein des enceintes internationales, des positions communes sur les questions en rapport avec la politique de développement. Cela renforcera leur influence collective et contribuera à une plus grande efficacité des discussions multilatérales ;
- Au niveau national, l'Union européenne et ses États membres renforceront la programmation conjointe en matière de coopération au développement, afin d'accroître leur impact collectif en mettant en commun leurs ressources et capacités. Il convient d'encourager et de renforcer la programmation conjointe tout en maintenant son caractère volontaire, flexible, inclusif et adapté au contexte national, et de faire en sorte que les documents concernant la programmation de l'Union européenne et des États membres puissent être remplacés par des documents relatifs à la programmation conjointe de l'Union européenne. Il est essentiel que les pays partenaires s'engagent en faveur de ce processus, se l'approprient et en aient la maîtrise ;

Instruments de financements UE

Pour cet axe, les instruments de financement UE pour 2019 ont été les suivants :

Fonds Européen de Développement

Programme d'appui à la mise en œuvre du 11 ^{ème} FED y compris la composante d'appui à l'Ordonnateur National	14.0
--	------

Fiches actions et « focus » sur un élément fort de 2019

Pour l'action mentionnée ci-avant, une fiche action est présentée mettant en exergue le contexte, les activités réalisées en 2019, les principaux résultats atteints depuis le démarrage des actions et les perspectives pour 2020.

Programme d'Appui à la mise en œuvre du 11ème FED

Composantes : Appui à l'Ordonnateur National et Facilité de Coopération Technique

11ème Fonds Européen de Développement

Pilier du consensus européen : Partenariat ODD : 17 SCAPP Pilier et Chantier : 1 – 2

Mis en œuvre par le Ministère de l'Economie et de l'Industrie – Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National

1. Contexte et enjeux de l'action mis à jour	2. Résultats principaux atteints depuis le démarrage
<p>L'appui à l'Ordonnateur National (ON) du FED s'inscrit dans le schéma de la coopération prévu par l'Accord de Cotonou qui lui confie des responsabilités très larges dans la conception, le pilotage, le contrôle et la mise en œuvre des projets et programmes de coopération ACP-UE. Cette fonction est actuellement assurée par le Ministre de l'Economie et de l'Industrie, avec son service technique – la cellule d'appui à l'ON (CAON) - qui est rattachée à la Direction Générale des Financements, des Investissements Publics et de la Coopération Economique (DGFIPCE). Le DG de cette Direction assure la fonction d'Ordonnateur National Suppléant.</p> <p>Le Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du 11ème FED – PAMOFED11 – d'un montant de 12 millions d'euros couvre une période de mise en œuvre opérationnelle de 72 mois ayant débuté le 21 octobre 2016. La CAON met en œuvre la composante d'appui à l'ON et la composante Facilité de Coopération Technique. La 3ème composante d'appui à la gestion des finances est mise en œuvre par Expertise France.</p> <p>Les interventions du PAMO 11ème FED doivent permettre une amélioration du système d'ordonnancement des fonds FED et de la gestion des finances publiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ 9 personnes recrutées dont 8 cadres accompagnés pleinement opérationnels et autonomes ■ 1 Stratégie de communication pluriannuelle élaborée et 3 plans annuels de communication déclinés ■ 1 Plan pluriannuel de formation (fondamentaux, capacités et spécialisations) élaboré et 3 mises à jour annuelles réalisées ■ 30 formations réalisées au profit de 345 participants du Partenariat UE-RIM ■ 8 études financées qui ont abouti à des documents opérationnels et exploitables ■ Des revues annuelles du Partenariat UE-RIM publiées ■ Une plateforme du Partenariat UE-RIM en cours d'élaboration ■ Un taux d'exécution de 42 % atteint sur les 3 années de mise en œuvre du DPP
3. Activités principales menées en 2019	4. Perspectives pour l'année 2020
<ul style="list-style-type: none"> ■ Conception de la Plateforme virtuelle du Partenariat UE-RIM ■ Confection de supports de communication, d'outils promotionnels et de visibilité et diffusion auprès des partenaires institutionnels et autres ■ Diffusion de 600 exemplaires de la Revue du Partenariat UE-RIM pour l'année 2018 ■ Appui à l'organisation de la Semaine de l'Europe ■ Tenue des 20ème et 21ème réunions du Comité Technique de Communication ■ Appui à l'élaboration du Rapport annuel de mise en œuvre de la SCAPP (Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée) pour l'année 2018 ■ Réalisation et/ou Co-organisation de 12 sessions de formation au profit des acteurs du Partenariat UE-RIM ■ Financement de 3 études (Plan d'action de la Stratégie nationale de l'emploi, Secteur privé, Communication) et prise en charge de plusieurs ateliers de formation (prise de parole en public, chaînes de valeur, gestion axée sur les résultats, éco construction...) et d'événements culturels (Festivals, Semaine de la Femme, Semaine des Sciences en Mauritanie, Rencontres Littéraires...) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Poursuite de la dynamique de concertation périodique entre les différents acteurs du Partenariat UE-RIM ; Interface, coordination, facilitation ■ Contrôle qualité des documents et appuis/conseils aux projets/programmes ■ Elaboration et diffusion de la Revue du Partenariat UE-RIM couvrant les actions mises en œuvre en 2019 ■ Mise en œuvre du 4ème plan de communication et de visibilité pour le Partenariat UE-RIM ■ Opérationnalisation de la plateforme/portail du Partenariat UE-RIM ■ Actualisation de la Charte graphique du Partenariat UE-RIM ■ Mise en œuvre du plan de formation avec actualisation régulière pour être au plus proche des besoins des acteurs du Partenariat UE-RIM ■ Structuration de l'appui à apporter à la SCAPP et opérationnalisation de leur plan de formation ■ Structuration de l'appui à apporter à la Société Civile et au Secteur Privé
5. Informations générales du PAMO	
<p>Montant contribution UE en € : 14.000.000 Montant total en € : 14.000.000 Objectif global : Renforcer la bonne gouvernance en Mauritanie pour contribuer aux objectifs de développement Ministères partenaires : Economie-Industrie, Finances, Développement Rural, Equipement-Transports, Emploi-Jeunesse-Emploi, Hydraulique-Assainissement, Justice, Intérieur-Décentralisation, Défense Zones d'intervention (Wilayas) : National Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle : 21/10/2016 - 21/10/2022 Contacts : Mamadou BAL – Régisseur - madoubal@economie.gov.mr Mohamed Lemine O/ Maouloud -Comptable, Chef de section administration -mlmoloud@economie.gov.mr</p>	

CHOIX/FAM ASSISTANCE CASH ET VIVRES

Réponse Soudure 2019 Oxfam /Echo
Séance de dépistages des FEFA et enfants de moins de 5ans lors de la 4ème et dernière distribution
Lieu : Maghta Lahgar
© Habsatou Bal pour Oxfam



MIGR' ACTIONS
Forum migration et mobilité professionnelle de Nouakchott
Lieu : Palais des congrès, Nouakchott
© ANAPEJ/MIGR' ACTIONS



ASSPCI
Rencontre sous régional de la pêche artisanale à Dakar
Lieu : Ministère des pêches du Senegal
© ASSPCI.....



UNICEF
L'éducation à tout prix
Lieu : Camp de réfugiés de M. Berral
© Araia TAMAYO-ALVAREZ



CAMPAGNE SANTE ET GENRE
Vernissage de lancement de campagne
Jeune fille de l'OSC SOS Pairs éducateurs, interprétant des femmes fortes qui se battent contre les VBG, lors du vernissage de l'exposition « Alach'ça VBG » qui marquait le lancement de la campagne
Lieu : Musée National de Nouakchott
© Bechir Malum



SECURITE ET DEVELOPEMENT
 Bir-Nssara, village du Dhar appuyé pour une AEP
 Lieu : Bir-Nssara
 © Kerim Bouzoulfa



GARSI
 La présence de l'Etat dans les zones reculées est garantie par ce type d'Unités
 Lieu : Guidimakha
 © Eduardo Fernandez



OIM
 Assistance alimentaire apportée à plus de 1100 enfants à Nouakchott, Bassikounou et Sélibabi
 Lieu : Nouakchott
 © Ciré Amadou Ly



CENTRALE HYBRIDE DE KIFFA
 Lieu : Kiffa
 © Mélanie Ducros @AFD



MORSE
 Remise d'une attestation d'une participation à la formation en gestion et fiscalité communale
 Lieu : Nouakchott (espace Diadié Camara)
 © AMCS



PREVENTION DE CONFLITS
 Inauguration Maison des jeunes de Kiffa
 © PROCOOP



PROCOOP
 Formation sur la vie associative, gestion administrative et financière
 Lieu : Sélibabi
 © PROCOOP



CENTRALE HYBRIDE DE KIFFA
 Personnel SOMELEC
 Lieu : Kiffa
 © Félix Vigné @ AFD



ARREDUN
 Eclairage public solaire
 Réunion de formation du comité de suivi de l'éclairage public solaire
 Lieu : Tarihil secteur 20

Rkiz

PROGRES LAIT

Centre de collecte de lait et mini-laiterie a Rkiz
© ECODEV

MDM

Prise en charge médicale des victimes de VBG. Souvent en présence d'une sage-femme si la victime le désire, le ou la gynécologue procède à l'examen clinique. Cet examen permet de relever toutes les preuves médico-légales nécessaires aux poursuites judiciaires et à la suite de la prise en charge médicale.
Lieu : USPEC OHME
© Béchir Malum

MDM

Vulgarisation de l'USPEC auprès des services de la police. Le personnel de la police s'engage contre les violences faites aux filles et aux femmes.
Lieu : Commissariat El Mina 2
©Gansiri Camara

ROUTE NOUAKCHOTT - ROSSO



LES PERSPECTIVES 2020

PERSPECTIVES 2020

Actions prévues en 2020

Pour l'année 2020, les nouveaux financements connus de l'Union européenne pour la République Islamique de Mauritanie totalisent un total de 121.1 millions d'euros.

Dans le détail,

Le Fonds Européen de Développement (FED)

Intitulé des actions financées par l'UE	Montants UE en euros
10ème FED	
Reconstruction de la route Nouakchott Rosso, premier allotissement	14.5
11ème FED	
Projet d'appui à la réforme de la justice - PARJ	12.6
SEMAH - Prévention des conflits et promotion du dialogue interculturel en Mauritanie	4.4
Développement de filières agro-sylvo-pastorale aux niveaux familial et communautaire – RIMFIL	18.0
Programme d'appui au secteur de la santé – PASS 2	24.0
Total	73.5

L'instrument de Financement de la Coopération au Développement (ICD) - Programme « Organisations de la société civile et autorités locales dans le développement » (OSC/AL)

Intitulé des actions financées par l'UE	Montants UE en Euros
Appui à la Coordination de OSC de niveau 1 pour le développement local, la cohésion sociale et la participation de la société civile dans les régions du Tiris Zemmour et de l'Adrar	0.5
Appui au renforcement de la société civile mauritanienne pour promouvoir les droits des enfants et des jeunes à travers des activités de cohésion sociale, culturelles et citoyennes	0.7
Appui à la région de Nouakchott pour un Développement Durable Résilient et équitable (ARENDDRE)	3.6
Réseaux et partenariats pour l'agropastoralisme au Guidimakha, au Gorgol et au Brakna	0.5
Promouvoir le réseautage, la mutualisation et la structuration des OSC mauritaniennes et des organisations socioprofessionnelles pour contribuer à leur participation durable aux politiques de développement économique et social en Mauritanie	0.5
Total	5.8

Le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE pour l'Afrique (FFUE)

Intitulé des actions financées par l'UE	Montants UE en Euros
Appui à la société civile et aux acteurs institutionnels dans le domaine de la protection des migrants et des droits humains en Mauritanie	1.5
Appui dans le domaine de la stratégie de sécurité, en particulier la sécurité maritime	2.0
Archipelago - Formation professionnelle et innovation pour renforcer l'employabilité et l'entrepreneuriat en Mauritanie (BTP, énergies et femmes)	0.6
Total	4.1

Réflexions sur l'Accord de Cotonou ACP-UE post 2020

Le 22 juin 2018, le Conseil a adopté le **mandat de négociation** concernant le futur accord entre l'UE et les pays ACP. Les pays ACP ont adopté leur propre position de négociation le 30 mai 2018 à l'occasion du Conseil des ministres ACP. Les négociations ont formellement commencé le 28 septembre 2018 à New York en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les négociateurs en chef sont d'une part le Commissaire chargée des partenariats internationaux pour l'Union européenne et d'autre le Ministre togolais des Affaires étrangères pour les pays ACP.

L'application de l'accord de Cotonou a été **prolongée jusqu'en décembre 2020**. L'accord **devait initialement expirer en février 2020**, mais, dans la mesure où les négociations sur le futur accord étaient toujours en cours, il a été prorogé jusqu'à la fin de l'année.

Le 14 janvier 2019, les parties ont entamé la rédaction des textes consolidés ACP-UE relatifs au socle commun du nouvel accord qui regroupe les valeurs et les principes autour desquels se rassemblent l'UE et les pays ACP, et indique les domaines stratégiques prioritaires dans lesquels les deux parties ont l'intention de travailler ensemble. Ces domaines sont les suivants :

- Conception d'un modèle de croissance verte ;
- Amélioration de l'environnement des entreprises et du climat des investissements ;
- Promotion de l'éducation, de la recherche et de l'innovation, de la création d'emplois décents et de valeur ajoutée par des investissements durables ;
- Maximisation des avantages de l'intégration économique régionale et des échanges commerciaux ;
- Sécurité alimentaire et développement rural ;
- Lutte contre le changement climatique ;
- Accès à l'énergie durable et protection de la biodiversité et des ressources naturelles ;
- Promotion de la paix et de la sécurité ;
- Gestion efficace des migrations et de la mobilité ;
- Mobilisation commune sur la scène internationale pour renforcer l'ordre multilatéral fondé sur des règles, promotion des valeurs universelles, des droits de l'homme, de la démocratie, de l'état de droit et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le 27 février 2020, la Commission européenne et la Commission de l'Union africaine se sont réunies pour la 10^{ème} réunion «Commission à Commission» à Addis-Abeba, où la future coopération dans les domaines susmentionnés a été discutée.

Le 5 avril 2020, le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique est officiellement devenu « l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique » - OEACP. Ce changement de dénomination fait suite à l'entrée en vigueur de l'Accord de Georgetown révisé, qui a été approuvé par les Chefs d'État et de gouvernement ACP lors de leur 9^e Sommet tenu en décembre 2019 à Nairobi, au Kenya.

Le 12 juin 2020, suite à la pandémie pour la première fois depuis le début de la pandémie de coronavirus, l'UE et l'OEACP ont repris les pourparlers au plus haut niveau politique dans le but de faire avancer les négociations pour aboutir au nouvel accord «post-Cotonou». Dans ce cadre, la vision de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure sur le futur partenariat UE-Afrique propose de travailler ensemble sur cinq grandes tendances mondiales, à savoir :

1. Un partenariat pour la transition verte et l'accès à l'énergie
2. Un partenariat pour la transformation numérique
3. Un partenariat pour la croissance durable et l'emploi
4. Un partenariat pour la paix, la sécurité et la gouvernance
5. Un partenariat sur la migration et la mobilité
6. Les propositions de la Commission et du SEAE définissent des moyens pratiques de travailler ensemble pour mettre en œuvre le partenariat.

Les propositions émises de cette réunion énoncent les opportunités et les défis rencontrés dans chacun de ces domaines, mais également les 10 points d'action clairs comme base de la coopération future.

La prochaine et dernière étape est le sommet UE-Union africaine prévu à l'automne 2020 qui sera le moment où les chefs d'État et de gouvernement africains et européens se réuniront pour définir les priorités communes pour leur avenir commun.



ANNEXES

ANNEXES

PRESENTATION DÉTAILLÉE DES CHIFFRES CLÉS DU PARTENARIAT UE-RIM POUR 2019

1. APPUI INSTITUTIONNEL AU GOUVERNEMENT

En 2019, le Partenariat UE-RIM a appuyé le gouvernement mauritanien dans la définition de trois réformes (Appui à la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants, Code de l'Assainissement et Stratégie Nationale pour un Accès Durable à l'Eau et l'Assainissement 2030) et dans la mise en œuvre de plusieurs stratégies sectorielles (Santé, Santé-Genre, Education, Energie, Développement Rural, Emploi Jeunesse et Sport, Environnement et développement durable).

Il a aussi permis au personnel du gouvernement de participer à plusieurs formations de renforcement de capacités dans des domaines sectoriels touchant plusieurs domaines : Développement rural (Gestion projets, productions agricoles, élevage, chaîne planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation, CDMT), Santé et nutrition (Politiques de santé, mécanismes de financement de la santé, supervision, nutrition, malnutrition, soins, performances services santé), Justice/Droits (Droits humains, Traite des êtres humains, Trafic illicite des migrants), Economie (Commande publique, Audit et contrôle interne, Fiscalité, Pilotage par objectifs, Méthodologie PEFA, Gestion axée sur les résultats), Sécurité (Gestion des frontières, commandement d'une compagnie, logistique d'une unité d'intervention, techniques opérationnelles et tactiques), Emploi et Jeunesse (Animation des réseaux sociaux au niveau de l'ANAPEJ, Création et gestion d'une association, gestion de projets), Energie (Maintenance des équipements de l'éclairage public solaire, gestion d'une centrale hybride thermique-solaire), Hydraulique (Gestion réseau d'eau), Education et enseignement professionnel (méthodologie de l'enseignant, approche par compétences), Environnement-BTP (Écoconstruction).

En 2019, environ 1400 cadres et agents de l'état ont bénéficié des formations de renforcement de capacités dans des domaines relevant de leurs fonctions.

Appui à la définition de nouvelles réformes, politiques, stratégies sectorielles

Intitulé	Contenu	Acteurs
Appui à la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants	Tenue de 4 ateliers de consultation sur le projet de loi relative à la traite et celui relatif au trafic de migrants, et consolidation des commentaires PTF, experts et parties prenantes du terrain (sécuritaires, judiciaires, etc.) en vue d'enrichir le texte final. Les ateliers de consultation (à Aleg, Kiffa, Nouadhibou et Nouakchott – les quatre sièges de cour d'appel – entre octobre et décembre 2019) avaient également permis d'enrichir le projet de plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains, piloté par le Commissariat aux droits de l'homme, à l'action humanitaire et aux relations avec la société civile (activité parallèle soutenue dans le cadre d'un projet financé par la République fédérale d'Allemagne, mais en dialogue avec le FFUE).	Save the Children
Code de l'Assainissement	Elaboration de TDR pour l'élaboration d'un Code de l'Assainissement	EAU POTABLE 5 WILAYAS
Stratégie Nationale pour un Accès Durable à l'Eau et l'Assainissement 2030	Appui à la mise à jour de la stratégie sectorielle SNADEA 2030 La nouvelle version de la SNADEA 2030 a été présentée à Mme la Ministre et ses conseillers et Directeurs le 18 décembre 2019.	EAU POTABLE 5 WILAYAS

Appui à la mise en œuvre de stratégies sectorielles

Intitulé	Contenu	Acteurs
Campagne de Communication Santé-Genre en appui au Plan National de Développement Sanitaire (PNDS)	Elaboration d'une stratégie de communication et d'un plan d'action opérationnel Santé-Genre en appui au PNDS	MDM
Plan National de Développement des Ressources Humaines au niveau du PNDS	Appui technique, formations, ateliers pour l'élaboration du Plan National de Développement des Ressources Humaines	AI PASS ENABEL
Guide normatif du système de santé en Mauritanie - PNDS	Appui technique, réunions, ateliers pour l'élaboration du Guide normatif du système de santé en Mauritanie -	AI PASS ENABEL
Cadre normatif du système National d'information sanitaire – PNDS	Appui technique, formations, consultance, ateliers, réunion Cadre normatif du système National d'information	AI PASS ENABEL
Plan d'Action d'Accès à l'Energie Durable et du Climat de Nouakchott	Audit énergétique de 13 bâtiments publics Réalisation d'un inventaire des gaz à effet de serre à Nouakchott et a découlé sur une stratégie d'atténuation au CC de Nouakchott	ARREDUN
Education	Appui aux acteurs institutionnels du secteur de l'éducation dans la planification régionale et mise en œuvre d'un plan d'action régional dans le Hodh Chargui (Action : Éducation et protection des enfants en Mauritanie comme facteur de construction de leur résilience et de la paix)	UNICEF
SCAPP	Appui à l'élaboration du texte du décret d'application du CDS1	RIMRAP
Développement rural	Mission de diagnostic de l'outil Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)	RIMRAP

Formations à destination du personnel de l'administration

Développement rural	Renforcement des capacités de planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation (PPBSE) des cadres du ministère du développement rural - Nouakchott Cibles : Directeurs centraux, délégués régionaux et agents du Ministère du Développement Rural Durée : 8 jours Nombre de femmes ayant suivi la formation : 4 Nombre d'hommes ayant suivi la formation : 12 et suivi-évaluation (PPBSE) des cadres du ministère du développement rural Capacités acquises : Capacité à contribuer à la planification, programmation, budgétisation et au suivi-évaluation selon les nouvelles règles de la LOLF (Loi Organique relative à la Loi des Finances)	RIMRAP
Santé	Formation des Infirmiers Chefs de Poste (ICP) sur la Prise en Charge de la Malnutrition Aigüe Sévère sans complication au CRENAS	TDH ITALIE

Écoconstruction	<p>Introduction à l'Ecoconstruction et au Développement durable dans le domaine du BTP</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 Chef de projet et 1 Chef de service Infrastructure au Ministère de la Santé, Direction des Infrastructures, du Matériel et de la Maintenance. • 1 Chef de service technique au MET <p>2ème SESSION</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 ingénieur de la Region de Nouakchott • 1 économiste du Ministère de la Justice • 1 juriste de la DAPAP, Ministère de la Justice Prisons • 1 économiste de la DAFIM, Ministère de la Justice 	PECOBAT
Gestion des frontières, Droits humains, Traite des êtres humains, trafic illicite de migrants et sur la fraude documentation	<p>165 policiers, gendarmes et douaniers (tous agents de frontière, y compris certains qui sont devenus formateurs eux-mêmes sur ces questions au sein de la police et la gendarmerie) formés plusieurs jours sur la traite des êtres humains et les droits des victimes</p> <p>200 personnes (profils greffiers, magistrats, procureurs, encore gendarmes et policiers, inspecteurs de travail, société civile) avec mise à niveau sur le thème de la traite</p> <p>Compétences acquises : Fraude documentaire, Gestion des frontières, Droits humains, Traite et Trafic illicite de migrants</p>	OIM
Droit des associations	<p>Formation de 130 cadres du Ministère de l'Emploi de la Jeunesse et des Sports en droit des associations</p> <p>Thèmes : Création des associations – loi et obligations, fonctionnement et gestion des associations,</p>	OIM
Gestion de projet	<p>Formation de 52 cadres du Ministère des Affaires Sociales de l'Enfance et de la Famille (MASEF) en gestion de projet</p> <p>Formation de 48 cadres du Ministère de l'Emploi de la Jeunesse et des Sports</p> <p>Thèmes : Idée de projet, mise en œuvre du projet, recherche de source de financement</p>	OIM
Assistance sociale	<p>Formation de 48 cadres du Ministère des Affaires Sociales de l'Enfance et de la Famille (MASEF) sur l'assistance sociale</p> <p>Thèmes : Prise en charge des populations vulnérables, service d'accompagnement, appui et orientation</p>	OIM
Gestion de la sécurité	<p>Formation en Safety management system des cadres de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANAC)</p>	PAM
Commande publique	<p>Formation à la commande publique et élaboration du guide d'audit de la commande publique</p> <p>Cibles : corps de contrôle, services financiers, payeurs et comptables</p>	PAGEFIP
Audit et contrôle interne	<p>Formation à l'audit et au contrôle interne</p> <p>Cibles : inspecteurs vérificateurs</p>	PAGEFIP
Pilotage par objectifs	<p>Formation au Pilotage par objectifs</p> <p>Cibles : Directeurs et directeurs adjoints d'administration</p>	PAGEFIP
Contrôle interne Budget	<p>Contrôle interne au sein de la DGB et Contrôle interne budgétaire</p> <p>Cibles : Cadres</p>	PAGEFIP
Fiscalité	<p>Formation Thématique fiscalité pour conduire le changement induit par la réforme du CGI</p> <p>Cibles : Cadres</p>	PAGEFIP
Méthodologie PEFA	<p>Formation sur la méthodologie PEFA</p> <p>Cibles : Cadres du MF et organes de contrôle</p>	PAGEFIP

Commander et encadrer la 2 ^{ème} compagnie GARSI	Cours de spécialisation pour cadres et formateurs de la deuxième Compagnie GAR-SI Cibles : 28 Officiers et Sous-Officiers de la Gendarmerie Nationale Spécialisation pour commander, encadrer et former Unités GAR-SI	GARSI
Logistique d'une unité GARSI	Cours de spécialisation pour un Officier responsable de la logistique de la Compagnie GAR-SI (Espagne) Cibles : 1 Lieutenant de la GNM	GARSI
Commander et encadrer une unité GARSI	Cours de spécialisation pour le commandement d'Unités GAR-SI Cibles : 2 Lieutenants de la Gendarmerie Nationale Mauritanienne (Espagne)	GARSI
Techniques opérationnelles et tactiques d'Unité GAR-SI	Intitulé de la formation : Cours pour les cadres et les formateurs de l'Unité GAR-SI Cibles : 34 Officiers et Sous-Officiers de la Gendarmerie Nationale Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 34 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : Aucune Contenu de la formation et compétences acquises : Techniques opérationnelles et tactiques d'Unité GAR-SI : Forme physique, tir, activités opérationnelles, dispositifs spéciaux de contrôle du territoire, mouvements individuels en par groupes. Techniques de commandement. Techniques d'enseignement.	GARSI
Commandement d'Unités GAR-SI	Intitulé de la formation : Cours de Commandement d'Unités GAR-SI Cibles : Lieutenants de la GNM Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 2 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : Aucune Contenu de la formation et compétences acquises : Forme physique, tir, activités opérationnelles, dispositifs spéciaux de contrôle du territoire, mouvements individuels en par groupes. Techniques de commandement.	GARSI
Logistique d'Unités GAR-SI	Intitulé de la formation : Préparation de spécialistes en logistique d'Unités GAR-SI Cibles : Lieutenants Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 1 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : Aucune Contenu de la formation et compétences acquises : Connaissance des techniques de stockage, suivi des entretiens et réparations des matériels.	GARSI
Malnutrition et IEC	Intitulé de la formation : Formation basique en malnutrition et IEC Cibles : Relais communautaires Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 25 femmes Contenu de la formation et compétences acquises : Appui au réseau des femmes du MASEF dans le renforcement des relais communautaires dans la mise en place des sensibilisations et séances d'information sur la malnutrition et ses conséquences chez l'enfant	MDM
Prise en charge de malnutrition aiguë	Intitulé de la formation : Formation PCIMA Cibles : 174 Infirmiers chef de Poste et 2 Médecin (GDK et HEC) Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 174 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 0 Contenu de la formation et compétences acquises : Formations ciblées et supervisions formatives sur le protocole national de la durant toute la période du projet	ACF

Performance des services de santé	Short course management stratégiques des services de santé Cibles : Niveau central et régional du système de santé, 2 cadres ont participé à cette formation dan l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers Durée : 6 semaines Compétences acquises : Analyse de la nature complexe de la performance des systèmes de santé a finalité publique, élaboration d'une stratégie pour un contexte septique basée sur les analyses réalisée	AI PASS
Politique de santé	Intitulé de la formation : Short course politique de santé Cibles : Niveau central du système de santé, 2 cadres ont participé à cette formation dan l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers Durée : 6 semaines Compétences acquises : Analyses es politiques de santé, en appliquant les théories, méthodes et outils adéquats.	AI PASS
Financement de la couverture universelle de la santé	Intitulé de la formation : Réflexion sur les approches de financement de la couverture sanitaire universelle en Mauritanie Cibles : membres du comité technique de la SNFS, les responsables des Directions Centrales du Ministère de la Santé, et les PTF du secteur de la Santé. 29 personnes ont participé Durée : 2 jours Compétences acquises : amener les intervenants du secteur de la santé à comprendre les mécanismes de financement de la santé et les enjeux de de la couverture sanitaire universelle.	AI PASS
Supervision santé	Intitulé de la formation : Formation Supervision Cibles : Niveau régional, DRAS et chef de services de la DRAS Durée : 2 Compétences acquises : prise de connaissance de nouveau référentiel et nouveaux outils supervision	AI PASS
Animation des réseaux sociaux au niveau de l'ANAPEJ	Intitulé de la formation : Animer un réseau social externe (Lomé, Togo) Cibles : Community manager, technicien SI Durée : 2 jours Compétences acquises : Animation des réseaux sociaux et la communication digitale de l'ANAPEJ	Migraction
Morale professionnelle	Intitulé de la formation : Formation sur la morale professionnelle Cibles : 120 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 94 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 26 Contenu de la formation et compétences acquises : Définition et la nécessité de la morale professionnelle chez un enseignant ; Conscience professionnelle ; Les manifestations de la morale professionnelle ; La vocation et les exigences du métier	UNICEF
Méthodologie de l'enseignement	Intitulé de la formation : Formation sur la méthodologie de l'enseignement Cibles : 120 enseignants du primaire Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 94 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 26 Contenu de la formation et compétences acquises : Les sphères ; Les démarches pour chaque discipline ; Evaluer et remédier	UNICEF
Fiche de préparation des professeurs	Intitulé de la formation : Formation des professeurs sur la fiche de préparation Cibles : 28 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 26 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 02 Contenu de la formation et compétences acquises : Dentition et les éléments qui composent la fiche ; Fiche modèle ; Pratique	UNICEF

Approche par compétences - professeurs	Intitulé de la formation : Formation des professeurs sur l'Approche par compétences Cibles : 28 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 26 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 02 Contenu de la formation et compétences acquises : Dentition des concepts, But et cadres, Caractéristiques ; Principes ; Etapes	UNICEF
Culture de la paix et la gestion des conflits - Enseignants	Intitulé de la formation : Formation des enseignants du non formel sur la culture de la paix et la gestion des conflits Cibles : 10 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 08 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 02 Contenu de la formation et compétences acquises : Définition, les types et les foyers des conflits, Gestion pacifiquement des conflits , Civisme, civilité et citoyenneté, La définition des concepts de paix et de clôture de la paix , Les caractéristiques de la culture de la paix, Les foyers de la culture de la paix	UNICEF
Techniques d'apprentissage- Enseignements non formels	Intitulé de la formation : Formation des enseignants du non formel sur les techniques d'apprentissage Cibles : 10 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 08 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 02 Contenu de la formation et compétences acquises : Les différents types d'éducation ; Education non formelle ; Alphabétisation, Les parties de l'androgogie ; Démarches méthodologiques	UNICEF
Méthodologie des associations villageoises d'épargne et de crédit	Intitulé de la formation : Formation sur la méthodologie des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) Cibles : Professionnels d'entreprises de services (SAE) œuvrant dans le domaine de la pêche artisanale et côtière Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 13 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 6 Contenu de la formation et compétences acquises : La formation a pour objectif de former des agents de terrain sur la méthodologie AVEC. A travers cette méthodologie, les acteurs de la pêche artisanale seront accompagnés par le Projet Promopêche, sur une période de 12 mois afin de mettre en œuvre un vaste programme de renforcement des services d'appui aux entreprises et d'appui aux acteurs vulnérables de la pêche artisanale, notamment au niveau de l'axe « éducation financière ».	PROMOPEC HE
Gestion axée sur les résultats	Intitulé de la formation : Gestion axée sur les Résultats (GAR) - Nouakchott Cibles : Directeurs centraux, Délégués régionaux et agents des Ministères de l'agriculture & élevage Compétences acquises : Concepts et outils de la GAR, cadres logiques et systèmes de suivi-évaluation axés sur les résultats Durée : 5 jours Nombre de femmes ayant suivi la formation : 3 Nombre d'hommes ayant suivi la formation : 16	RIMRAP
CDMT	Intitulé de la formation : Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) Cibles : Directeurs régionaux de l'agriculture & élevage + autres services & sociétés d'Etat + Projets régionaux + Sociétés privées + Société civile + OP Nombre de bénéficiaires : 60 personnes, 9 femmes Durée : 5 jours x 2 Compétences acquises : Capacité à contribuer à la programmation budgétaire selon la nouvelle Loi de finances	RIMRAP

Agriculture et élevage	<p>Intitulé de la formation : 10 Modules formation professionnelle en agriculture et élevage</p> <p>Cibles : Formateurs des institutions nationales de formation en agriculture & élevage + agents du MDR et.agro-pasteurs dans 4 wilayas</p> <p>Nombre de bénéficiaires : 184 formateurs relais + 79 agro-pasteurs + 34 techniciens du MDR</p> <p>Durée : 10 sessions = 327 h/j de formation + 144 h/j de renforcement de capacité</p> <p>Compétences acquises : Capacités techniques renforcées en agriculture et élevage</p>	RIMRAP
Agriculture et élevage	<p>Intitulé de la formation : 09 Modules de recherche appliquée en agriculture et élevage</p> <p>Cibles : Chercheurs nationaux</p> <p>Nombre de bénéficiaires : 22 chercheurs formés/accompagnés + 34 techniciens du MDR</p> <p>Durée : 21 missions de terrain de 5 jours + 31 sessions de renforcement de capacité</p> <p>Compétences acquises : 09 modules de recherche applicables + capacités de conception de nouveaux modules en agriculture et élevage</p>	RIMRAP
Exploitation d'une centrale hybride thermique solaire	<p>Intitulé de la formation : Exploitation d'une centrale</p> <p>Cibles : Personnel SOMELEC à la centrale de Kiffa</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 4 (pas de détail H/F)</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : /</p>	CENTRALE DE KIFFA

2. AIDE HUMANITAIRE URGENCE : aide alimentaire et nutrition

En 2019, l'aide Humanitaire de l'UE à travers son instrument financier ECHO a touché plus de 69 000 femmes enceintes et/ou allaitantes et 33 604 enfants (0-59 mois) dans les wilayas de Gorgol, Assaba, Guidimakha, Hodh El Gharbi, Hodh el chargui et Brakna.

Plus de la moitié des habitants dépendent de l'agriculture et de l'élevage du bétail pour se nourrir et subvenir à leurs besoins, de sorte que les faibles précipitations ou le manque de pâturages peuvent avoir une incidence désastreuse sur la disponibilité des denrées alimentaires et les moyens de subsistance des communautés. Dans les régions du sud et de l'est du pays déficitaires en eau, le but des différentes actions financées par ECHO sont de réduire la mortalité et morbidité des enfants de moins de cinq ans due à la malnutrition aiguë sévère (MAS) et renforcer la résilience des populations vulnérables. Une part importante des fonds est ainsi consacrée au dépistage de la malnutrition ainsi qu'à la fourniture de médicaments et d'aliments thérapeutiques utilisés pour soigner les enfants souffrant d'une malnutrition sévère qui met leur vie en danger. Les compléments alimentaires sont fabriqués à base de farine locale enrichie sans arachide pour les enfants de 6 à 24 mois et les femmes enceintes et allaitantes.

Les actions financées par ECHO ont permis aussi de former le personnel des CRENI et des hôpitaux sur la PEC des enfants, les symptômes de malnutrition et la prise en charge des soins basiques, la formation des élèves en dernière année de l'école de santé de Kiffa sur la Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë Sévère sans complication au CRENAS et la formation des points focaux du SNIS de la région du Hodh El Chargui sur l'outil informatique.

De plus, le pays accueille le deuxième plus grand camp de réfugiés maliens : depuis 2012, environ de 57 000 réfugiés maliens ont fui vers la Mauritanie pour se mettre en sécurité. Rien qu'en mars 2019, plus d'un millier de nouveaux arrivants ont été enregistrés au camp de Mbera, un site d'accueil de réfugiés situé en Mauritanie, et plus de 3 800 enregistrements au total ont été effectués entre janvier et août 2019. Dans ce cadre, l'aide humanitaire fournie par ECHO a touché 162 020 réfugiés et personnes déplacées.

Enfin, une partie du financement humanitaire de l'UE en Mauritanie soutient également le service aérien humanitaire des Nations unies (UNHAS), qui permet d'acheminer les travailleurs humanitaires et l'aide humanitaire vers les personnes nécessitant une assistance dans les régions de l'est du pays.

Nombre de femmes enceintes et allaitantes ayant bénéficié de programmes de nutrition

Nombre	Régions	Organisations
10 422	Assaba	TdH Italy
568	Gorgol Brakna	Save the Childen
508	Hodh El Gharbi, Brakna Gorgol	OXFAM
22 908	Gorgol	CROIX ROUGE
34136	Brakna	MMS
746	Guidimakha Hodh el chargui	ACF
69288	6 régions	6 Organisations

Enfants de 0 – 59 mois ayant bénéficié de programmes de nutrition

Nombre	Régions	Organisations
6 524	Assaba	TdH Italy
578	Gorgol Brakna	Save the ChildRen
6 923	Guidimakha Assaba	PAM
696	Hodh El Gharbi Brakna Gorgol	OXFAM
6733	Guidimakha Hodh el Chargui	CROIX ROUGE
4331	Brakna	MMS
7819	Guidimakha Hodh el chargui	ACF
33 604	6 régions	7 Organisations

Nombre de personnes y compris les réfugiés et les personnes déplacées ayant bénéficié d'une assistance alimentaire ; et, dans quelles régions

Nombre	Régions	Modalités	Organisations
54 000	Hodh el Chargui – Camp de Mbera	Cash Transfer	PAM
93 641	Guidimakha	Cash Transfer	PAM
9234	Gorgol Brakna	Cash Transfer	Save the Children
13 910	Hodh El Gharbi Brakna Gorgol	Cash Transfer	Oxfam
16 938	Guidimakha Hodh el Chargui	Cash Transfer	Action Contre la faim
187 723	6 régions	Cash Transfer	4 Organisations

Formations

PEC de la malnutrition	Intitulé de la formation : Formation en PEC de la malnutrition Cibles : 30 professionnels de la santé travaillant dans les CRENI et les hôpitaux. Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 12 (chiffre estimatif) Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 18 (chiffre estimatif) Contenu de la formation et compétences acquises : PEC complète de la malnutrition en respectant les protocoles établis par le Ministère de la Santé en incluant les procédures de référencement.	MMS
PEC de la malnutrition	Intitulé de la formation : Formation en PEC de la malnutrition Cibles : 60 auxiliaires CRENAS Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 25 (chiffre estimatif) Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 35 (chiffre estimatif) Contenu de la formation et compétences acquises : PEC des enfants avec des symptômes de malnutrition et cas pratiques de prise de soins basiques.	MMS
Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë Sévère	Intitulé de la formation : formation des élèves en dernière année de l'école de santé de Kiffa sur la Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë Sévère sans complication au CRENAS Cibles : élèves en dernière année de l'école de santé de Kiffa Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 37 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 9 Contenu de la formation et compétences acquises : Autre formation. Contenu : Réponses aux carences nutritionnelles, Aspects cliniques de la malnutrition : Marasme/kwashiorkor, Organisation générale de la PECIMA, Dépistage de la malnutrition, Prise en charge des MAS au CRENAS (les différentes étapes, les types d'admission, les critères d'admission, l'enregistrement, le remplissage de la fiche de suivi individuel, l'administration du traitement nutritionnel, le traitement médical systématique, la surveillance, la référence CRENAS-CRENI, les critères de décharge, le suivi après décharge), Gestion des intrants, Suivi et évaluation au CRENAS, Stratégie mobile de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère, l'approche PB mère	TDH Italy
Outils informatique SNIS	Intitulé de la formation : Formation SNIS sur l'outil informatique Cibles : 7 points focaux SNIS du HEC. Durée : 4 jours Compétences acquises : Maîtrise de l'outil informatique et la collecte des données nutritionnelles.	ACF
Maitrise du protocole ANJE	Intitulé de la formation : Formation sur l'ANJE et les PFE (GDK et HEC) Cibles : 824 relais communautaires et agents de santé communautaires Durée : : Formations ciblées et renforcement des capacités quotidien durant toute la période du projet Compétences acquises : Maitrise du protocole ANJE, PFE, SR et technique de sensibilisation communautaire.	ACF

<p>Prise du périmètre brachial (approche PB)</p>	<p>Intitulé de la formation : Formation des mères et pères sur la prise du périmètre brachiale (approche PB) Cibles : Mères et pères des enfants âgés entre 6 et 59 mois Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 2.382 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 26.045 Contenu de la formation et compétences acquises : Après des démonstrations pratiques sur l'utilisation de la bandelette MUAC et l'identification des oedèmes, les parents s'exercèrent. Lors de la formation de masse, chaque session est composée d'un groupe de 30 personnes maximum et chaque formateur fournit des bandelettes MUAC aux participants. La formation se déroule sur plusieurs séances pour chaque village en fonction du nombre de mère/pères à former. Le dernier jour, chaque formateur effectue dans le village des visites de suivi post-formation (pour former les mères absentes le jour de la formation et superviser la qualité de la formation). Les activités de suivi sont importantes afin de garantir la bonne compréhension des techniques de dépistages par les mères et vérifier qu'elles les pratiquent régulièrement au sein de leur foyer.</p>	<p>TDH Italy</p>
<p>Prévention de la malnutrition</p>	<p>Intitulé de la formation : Formation en techniques de prise en charge et prévention de la malnutrition Cibles : 147 relais communautaires Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 147 Contenu de la formation et compétences acquises : Formation en technique de dépistage, ANJE, approche 1000 jours et PB mère.</p>	<p>MMS</p>
<p>Formation PB mère</p>	<p>Intitulé de la formation : Formation PB mère Cibles : 6.537 mères Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 6.537 Contenu de la formation et compétences acquises : Femmes formées grâce à la formation en cascade mise en place par les 25 relais communautaires formées du réseau du MASEF.</p>	<p>MMS</p>

3. DEVELOPPEMENT DE COMPETENCES (distinction : (a) en perspective d'un emploi et (b) autres formations)

(a) Nombre de personnes ayant acquis une nouvelle compétence dans l'optique de l'employabilité

Dans le cadre du développement des compétences, les projets et programmes de l'UE ont formé plus de 1 000 personnes dans des métiers liés (1) au secteur des BTP : coffrage, ferrailage, plomberie, topographie, maçonnerie en terre, briques de terre compactées, pistes routières, conducteur d'engin, énergie renouvelable. Les femmes constituent 3 % des personnes formées. Les formations ont concerné aussi des filières classiques comme la coiffure, couture, l'électricité, la mécanique automobile et la menuiserie métallique pour plus de 180 jeunes dont environ 70 femmes.

Maçonnerie en terre	Intitulé de la formation : Formation diplômante HIMO en Maçonnerie Terre (Certificat de Compétences) Cibles : jeunes de 16 à 35 ans au Brakna, au Guidimakha Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 116 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 40 Contenu de la formation et compétences acquises : Techniques de constructions en Maçonnerie Terre	PECOBAT
Techniques de production en Briques de Terre Compactée (BTC)	Intitulé de la formation : Formation qualifiante sur les techniques de production en Briques de Terre Compactée (BTC). Cibles : Professionnels du BTP au Brakna, Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 17 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 7 Contenu de la formation et compétences acquises : La brique de terre stabilisée et compactée est une technique de construction en terre qui permet l'amélioration de certaines caractéristiques de la brique de terre traditionnelle, notamment la stabilité face à l'eau qui pénalise la brique traditionnelle. De ce fait, elle signifie une « modernisation » de la maçonnerie en terre qui est très appréciée par certains prescripteurs. Le but de cette formation était de développer les compétences de jeunes dans un créneau à potentiel de création d'emploi qui vient compléter le catalogue de technique de terre disponibles dans le pays.	PECOBAT
Chantier Ecole	Intitulé de la formation : Chantier Ecole Cibles : 200 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 153 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 47 Contenu de la formation et compétences acquises : Six stagiaires (1 en coffrage, 1 en ferrailage, 2 en maçonnerie terre, 1 en plomberie et 1 en topographie)	PECOBAT
Construction de bâtiments en terre	Intitulé de la formation : Académie des entreprises 2019 Cibles : Techniciens souscripteurs Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 39 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 1 Contenu de la formation et compétences acquises : Formation en techniques de construction de bâtiments en terre	PECOBAT
Énergies Renouvelables Appliquées au BTP	Intitulé de la formation : Formation diplômante HIMO en Énergies Renouvelables Appliquées au BTP (Certificat de Compétences) Cibles : jeunes de 16 à 35 ans à Nouakchott Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 70 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 20 Contenu de la formation et compétences acquises : Energies renouvelables et d'électricité de bâtiments à Nouakchott.	PECOBAT

BTP – Construction piste routière	Intitulé de la formation : Formation en « chantier école » diplômantes (Certificat de compétences) et qualifiantes en dans les métiers du BTP pour la construction de piste routière Cibles : Jeunes de 16 à 35 and dans la région du Trarza (Tiguint, Rosso) Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 85 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 26 Contenu de la formation et compétences acquises : Opérateurs en terrassement, Aide-topographe, Conducteurs d'engins de terrassement de chantier, Manœuvre polyvalent	PROMOPECH E
Chantier Ecole	Intitulé de la formation : Chantier Ecole Cibles : 200 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 153 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 47 Contenu de la formation et compétences acquises : Six stagiaires (1 en coffrage, 1 en ferrailage, 2 en maçonnerie terre, 1 en plomberie et 1 en topographie)	UNCHR
Filières classiques	Intitulé de la formation : formation dans les filières classiques Cibles : 184 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 111 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 73 Contenu de la formation et compétences acquises : coiffure, couture, électricité, mécanique automobile et menuiserie métallique	SAFIRE

(b) Nombre de personnes ayant acquis une nouvelle compétence (pas dans l'optique de recherche d'un emploi)

Au total plus de 2000 personnes ont acquis de nouvelles compétences individuelles, les permettant d'améliorer considérablement leur niveau professionnel. Les thématiques des nouvelles compétences acquises sont entre autres : gestion organisationnelle, administrative et financière des associations, logiciel Excel pour la gestion comptable, techniques de communication et de plaidoyer, genre, techniques maraîchères, champs école en culture maraîchère/culture d'herbier/pastoral, valorisation de la filière des produits de la pêche, micro-finances et gestion d'entreprises dans le domaine de la pêche artisanale et côtière, gestion économique des coopératives dans le domaine de la pêche artisanale et côtière, gestion des coopératives en milieu rural, gestion et gestion des ressources humaines pour les projets financés par l'UE, résolution des conflits fonciers au niveau villageois, gestion de crise, prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, gestion des frontières du Sahel, cybercriminalité et preuve numérique, délinquance économique et financière, gestion des ressources en eau (management de projet, management par objectif, SIG, MS Project, conception, dimensionnement des réseaux, ouvrages et équipements d'eau potable, leadership et management), gestion communale, gestion de la fiscalité au niveau communal, gestion des latrines publiques et au niveau des écoles, maintenance des équipements solaires pour l'éclairage public, appui psychosocial en milieu scolaire, économie sociale et solidaire, réinsertion socioprofessionnelle des migrants au retour.

Etudiants

Bourses pour des étudiants	Intitulé de la formation : l'initiative Académique Allemande Albert Einstein pour les Réfugiés (DAFI) Cibles : 47 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 43 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 4 Contenu de la formation et compétences acquises : Quarante-sept étudiants réfugiés maliens ont reçu des bourses afin de poursuivre leurs études universitaires à Nouakchott	UNCHR
----------------------------	---	-------

Coopératives

Gestion organisationnelle administrative et financière/ Coopératives	Intitulé de la formation : gestion organisationnelle administrative et financière Cibles : 137 coopératives Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 18 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 130 Contenu de la formation et compétences acquises : La vie associative, la gestion administrative (registre des membres, PV de réunion, planning d'activité) et la gestion financière (journal de caisse, fiche de stock, inventaire)	PROCOOP
Logiciel Excel	Intitulé de la formation : formation sur le logiciel Excel Cibles : 06 personnes de l'UCFG Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 03 Hommes Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 03 femmes Contenu de la formation et compétences acquises : fonctionnement Excel, élaboration du budget, base de données, journal de caisse, ...	PROCOOP
Organisationnelle administrative et financière-UCFG	Intitulé de la formation : gestion organisationnelle administrative et financière Cibles : 05 personnes de l'UCFG Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 03 hommes Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 02 Femmes Contenu de la formation et compétences acquises : la vie associative, gestion administrative, et gestion financière (budget et pièces justificatives des dépenses)	PROCOOP

Agriculture - Environnement

Techniques rurales	Intitulé de la formation : formation dans les métiers ruraux Cibles : 120 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 8 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 112 Contenu de la formation et compétences acquises : techniques d'aménagement des parcelles de culture, de fertilisation des sols avec la matière organique, d'économie d'eau d'irrigation, d'association des cultures, de semis et entretien des pépinières, de protection biologique des cultures maraîchères et de mise en place des brise-vents.	SAFIRE
Techniques maraîchères	Intitulé de la formation : Formation aux techniques maraîchères et à la gestion Cibles : Femmes 10 coopératives du HEC Durée : 3 sessions de 1 jour x 10 coopératives de femmes (technique, gestion, Compétences acquises : Capacités améliorées en techniques maraîchères Bénéficiaires : 200 femmes (session 1/technique) + 40 femmes (session 2/Comité) + 60 femmes (session 3/perfectionnement)	RIMRAP

Techniques Maraîchères	Intitulé de la formation : Champs-école en culture maraîchère en Assaba (Kankossa, Boumdeid, Guerrou et Kiffa) Cibles : ADL (World Vision) & Agropasteurs Compétences acquises : Capacités améliorées en techniques maraîchères Durée : Plusieurs session de 3 jours Nombre de femmes ayant suivi la formation : 182 Nombre d'hommes ayant suivi la formation : 78	RIMRAP
Agriculture et élevage	Intitulé de la formation : Champs-école en culture diéri en Assaba (Barkéol, Kankossa, Boumdeid, Guerrou et Kiffa) Cibles : ADL (WV) & Agropasteurs Compétences acquises : Capacités améliorées en techniques de culture diéri Durée : Plusieurs session de 3 jours Nombre de femmes ayant suivi la formation : 120 Nombre d'hommes ayant suivi la formation : 65	RIMRAP
Agriculture et élevage	Intitulé de la formation : Champs-école pastoral à Kiffa (Assaba) Cibles : ADL (WV) Agropasteurs Compétences acquises : Capacités améliorées en techniques pastorales Durée : Plusieurs session de 3 jours Nombre de femmes ayant suivi la formation : 21 Nombre d'hommes ayant suivi la formation : 9	RIMRAP
Gestion des RRNN	Intitulé de la formation : Formation des Organisations Paysannes Agricoles (OPA) en gestion des RRNN Cibles : Organisations Paysannes Agricoles (OPA) et Chefs de village Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 36 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : Contenu de la formation et compétences acquises : Gestion des RRNN avec un approche agro écologique.	AMCC2
Techniques de Communication et de Plaidoyer	Intitulé de la formation : Techniques de Communication et de Plaidoyer Cibles : 70 Organisations OCB Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 30 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 39 Contenu de la formation et compétences acquises : Meilleure connaissance des outils et techniques de communication interne et externe et meilleure intégration du cycle de plaidoyer dans le contexte rural	OXFAM
Résolution des conflits	Intitulé de la formation : Techniques de résolution des conflits Cibles : → Villageois des 30 sites du Gorgol et du Brakna impliqués dans le projet appartenant aux Cadres de Concertation Communautaires Inclusifs (CCCI) Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 130 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 10 Contenu de la formation et compétences acquises : Techniques de résolution des conflits entre communautés des villageois affectés par un conflit foncier.	AMCC2

Pêche

<p>Valorisation de la filière des produits de la pêche</p>	<p>Intitulé de la formation : Formation des pêcheurs de l'Union de Métier du Parc National de Diawling (PND) et des mareyeuses de la région de Birret pour une meilleure valorisation de la filière des produits de la pêche Cibles : Pêcheurs et mareyeuses Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 49 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 54 Contenu de la formation et compétences acquises : Deux modules (transformation et hygiène et qualité) ont été délivrés par un formateur en hygiène et qualité et systèmes de sécurité sanitaire des produits de la pêche et une formatrice en transformation/séchage de produits halieutiques. Les participants ont déjà travaillé dans le domaine ; l'objectif était de mieux valoriser la filière des produits de la pêche et d'améliorer la qualité de leur produits.</p>	<p>PROMOPECHE GIZ</p>
<p>Plan de contrôle de l'ONISPA</p>	<p>Intitulé de la formation : Formation des inspecteurs pour la mise en œuvre du plan de contrôle de l'ONISPA Cibles : Inspecteurs d'hygiène et qualité de l'ONISPA Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 40 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 2 Contenu de la formation et compétences acquises : Entre juin et octobre 2019, 42 employés de l'ONISPA ont été formés en Tunisie et au Maroc pour des contrôles d'hygiène et de qualité de la chaîne de valeur des petits pélagiques. Les sujets de formations comprennent l'analyse des biomarqueurs, les techniques d'inspection des usines de traitement des produits et sous-produits de la pêche, l'analyse de l'histamine dans les produits de la pêche par HPLC et la maîtrise des souches bactériologiques pour le contrôle d'analyses bactériologiques dans les sardinelles et produits issu de la valorisation des poissons pélagiques. Les participants ont déjà travaillé dans le domaine ; l'objectif de cette formation était l'appui de la mise en œuvre du plan de contrôle.</p>	<p>PROMOPECHE GIZ</p>
<p>Outils d'Éducation Financière du BIT</p>	<p>Intitulé de la formation : Formation de formateurs en outils d'Éducation Financière du BIT. Cibles : Personnes œuvrant dans le domaine de la pêche artisanale et côtière Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 9 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 5 Contenu de la formation et compétences acquises : L'objectif de la formation est de former des formateurs capables de (i) sensibiliser des acteurs vulnérables sur les concepts clés de l'éducation financière et à l'importance de celle-ci pour les bénéficiaires et leurs familles et de (ii) fournir aux participants les connaissances, les concepts et les outils nécessaires pour organiser des formations en éducation financière au profit de personnes œuvrant dans le domaine de la pêche artisanale et côtière.</p>	<p>PROMOPECHE</p>

<p>Making Microfinance Work</p>	<p>Intitulé de la formation : Formation Making Microfinance Work Cibles : Professionnels d'IMF œuvrant dans le domaine de la pêche artisanale et côtière Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 13 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 7 Contenu de la formation et compétences acquises : L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités en gestion des professionnels de la microfinance (i) en élargissant la compréhension des différentes fonctions qui contribuent à la bonne performance des IMF ; (ii) en fournissant une gamme d'outils susceptibles d'aider les gestionnaires à améliorer la performance de leur service, agence ou institution ; (iii) en stimulant le partage d'expériences et de stratégies de réponse aux défis actuels et (iv) en exposant les gestionnaires aux expériences de la microfinance dans d'autres régions du monde et inspirer une réflexion plus innovante sur ce qui pourrait être faisable dans l'environnement local.</p>	<p>PROMOPECHE</p>
<p>Organisations des acteurs économiques</p>	<p>Intitulé de la formation : Formation sur l'accompagnement des organisations des acteurs économiques Cibles : Personnel d'IMF, d'ONG, de Fédérations, et de bureaux d'études et d'ingénierie œuvrant dans le domaine de la pêche artisanale et côtière Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 16 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 3 Contenu de la formation et compétences acquises : La Formation sur l'accompagnement des organisations des acteurs économiques visait à apporter aux participants les informations, les outils et l'accompagnement nécessaires leur permettant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Affiner leur compréhension des caractéristiques distinctives des coopératives, et des autres formes d'organisations d'acteurs économiques. • Cerner la démarche de formation pour l'accompagnement à la mise en place des coopératives au moyen des outils Think.Coop et Start.Coop. • Assurer l'accompagnement des organisations d'acteurs économiques à travers un diagnostic, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'accompagnement adapté. 	<p>PROMOPECHE</p>
<p>GERME d'Entrepreneurs</p>	<p>Intitulé de la formation : Formation GERME d'Entrepreneurs Cibles : Personnes œuvrant dans le domaine de la pêche artisanale et côtière Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 14 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 4 Contenu de la formation et compétences acquises : renforcer les capacités de partenaires locaux et staffs du BIT en Mauritanie sur les groupements d'acteurs économiques et en particulier les coopératives, et sur l'entrepreneuriat et le développement d'entreprise en (i) familiarisant les participants avec les outils du BIT sur ces sujets, (ii) enseignant des techniques d'accompagnement de coopératives et de MPME adaptées à acteurs de la pêche artisanale et (iii) utilisant des méthodes pédagogiques axées sur l'apprentissage participatif, les travaux de groupe et les études de cas pertinentes</p>	<p>PROMOPECHE</p>

Capacités individuelles – Gestion de projet

Langue anglais	Intitulé de la formation : Langue Anglais Cibles : Personnel d'IMF de la CAON et de la DUE – 20 personnes Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 14 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 6 Contenu de la formation et compétences acquises : Développement des capacités de compréhension de l'anglais ; Développement des aptitudes à communiquer en anglais avec des expressions et conversation par des jeux de rôles ; Développement du vocabulaire en anglais	PAMO FED11
Prise de parole en public	Intitulé de la formation : Prise de parole en public Cibles : CAON, DUE, Projets – 33 personnes Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 18 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 8 Contenu de la formation et compétences acquises : Connaissance en méthode et techniques de communication orale ; Connaissance en méthode pour capter l'attention et intéresser son auditoire ; Capacité à utiliser les règles du speech, de l'improvisation et de l'interview médiatique face à une caméra ; Capacité à gérer son stress lors d'une intervention orale ; Capacité à maîtriser sa communication verbale et non-verbale	PAMO FED11
Procédures 11 ^{ème} FED	Intitulé de la formation : Procédures 11 ^{ème} FED Cibles : CAON, DUE, Ministères, Projets, ONG – 42 personnes Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 25 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 18 Contenu de la formation et compétences acquises : Module 1 et 2 – Introduction et passation de marché ; Module 3 - Passation de marchés ; Module 4 – DP ; Module 5 – Subvention	PAMO FED11
Gestion axée sur les résultats	Intitulé de la formation : Gestion axée sur les résultats Cibles : CAON – 5 personnes Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 5 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : / Contenu de la formation et compétences acquises : Le cadre logique ; Planification stratégique et Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ; Vers un cadre logique orienté vers les résultats ; Principe de la GAR ; Concepts fondamentaux de la GAR ; La démarche GAR ; Outils de la GAR ; Champs d'utilisation de la GAR	PAMO FED11

Eau et assainissement

Management de projets	Intitulé de la formation : Management de projets Cibles : 2 chefs de projets du MHA Durée : 10 jours	Eau potable et assainissement 5 wilayas
Management par objectifs	Intitulé de la formation : Management par objectifs Cibles : Directeur et coordonnateur (2) Durée : 7 jours	Eau potable et assainissement Aftout
SIG	Intitulé de la formation : Mise en place d'un SIG Cibles : Directeur, coordonnateur, chefs de services (6) Durée : 6 jours	Eau potable et assainissement Aftout
Gestion réseau d'eau	Intitulé de la formation : Conception, dimensionnement des réseaux, ouvrages et équipements d'eau potable Cibles : Directeur, coordonnateur, chef de services, expert (4) Durée : 7 jours	Eau potable et assainissement Aftout
Logiciels de bureautique	Intitulé de la formation : Bureautique différents niveaux Cibles : Directeur, coordonnateur, chef de services, experts, secrétaires (12) Durée : 5 jours	Eau potable et assainissement Aftout

Logiciel MS Project	Intitulé de la formation : Planification et suivi des activités et de la performance sur MS Project Cibles : Directeur, coordonnateur, chef de services, expert (8) Durée : 5 jours	Eau potable et assainissement Aftout
Administration publique	Intitulé de la formation : Le leadership et le management des directions et d'administration publique Cibles : Secrétaire Général, Directeur, Coordonnateur Durée : 7 jours	Eau potable et assainissement Aftout
Hygiène latrines écoles	Intitulé de la formation : Formation des enseignants à l'hygiène dans les écoles dotées de latrines Cibles : Enseignants Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 43 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 14	Eau potable et assainissement 5 wilayas

Gestion communale

Gestion communale	Cibles : acteurs communaux Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 14 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 4 Contenu de la formation et compétences acquises : Le module de formation sur la gestion communale a été divisé en trois chapitres à savoir : Chapitre 1/ Définition des concepts ; Chapitre 2/ L'organisation administrative de la Commune ; Chapitre 3/ La Tutelle	MORSE
Fiscalité communale	Cibles : acteurs communaux Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 14 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 4 Contenu de la formation et compétences acquises : Le module de formation sur la fiscalité communale a été subdivisé en trois grandes parties, à savoir : Bases juridiques de la fiscalité communale ; Trame générale de l'étude d'une taxe ou d'un impôt ; Les impôts locaux en Mauritanie.	MORSE
Gestion latrines publiques	Intitulé de la formation : Formation des gestionnaires de latrines publiques Cibles : Gestionnaires Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 57 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 15	Eau potable et assainissement 5 wilayas
Logiciel SIG	Intitulé de la formation : La fourniture, l'installation et la formation sur un logiciel SIG et la télédétection Cibles : 16 cadres et techniciens de la Région de Nouakchott Durée : 40heures Compétences acquises : Utiliser correctement le logiciel ArcGis. Analyser et traiter les données et informations recueillies, S'initier au principe de la télédétection	ARREDUN
Maintenance des équipements de l'éclairage public solaire	Intitulé de la formation : Une formation adressée à l'unité technique de l'éclairage public solaire (UTUEPS) de la Région de Nouakchott Cibles : 4 agents techniques de la Région Durée : 1 mois Compétences acquises : Les capacités des participants sont renforcées dans le domaine du changement climatique et en particulier de l'atténuation et de l'efficacité énergétique. Les agents de la Région sont formés au suivi des lampadaires et détiennent les éléments nécessaires à la maintenance des équipements et à la réparation des pannes mineures	ARREDUN

Sécurité

Gestion de crise	<p>Intitulé de la formation : Atelier de gestion de crise - Mali</p> <p>Cibles : Cadre des institutions du G5</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 23</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : -</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Présentation de l'architecture globale de gestion de crises maliennes (ancrage institutionnel, organisation et fonctionnement, schéma directeur des télécommunications numériques) ; Présentation des outils de gestion de crises (écrans collaboratifs et logiciel CAÏMAN) ; Démonstration des moyens de télécommunication déployés ; Suivi d'un exercice de restitution ; Atelier de réflexion sur la gestion de crises au niveau G5 ; Problématique transfrontalière d'une crise ; Interopérabilité des moyens de télécommunication ; Coordination et suivi des moyens engagés ; Outils de gestion de crise.</p>	G5 Sahel
Analyse criminelle » au Sahel	<p>Intitulé de la formation : la formation technique « analyse criminelle » au Sahel – Burkina Faso</p> <p>Cibles : Cadre des institutions du G5</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 26</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : -</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Gestion de l'information, Mise en place d'une démarche de raisonnement, Organisation de l'information, Créations de base de données, Processus d'intégration des données, L'aide à la décision</p>	G5 Sahel
Technique Renseignement	<p>Intitulé de la formation : Formation Technique Renseignement - Tchad</p> <p>Cibles : Cadre des institutions du G5</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 26</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : -</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Sensibilisation aux problématiques liées à la grande criminalité et le Terrorisme ; Atelier de travail sur le thème « Partage de l'information et du Renseignement dans l'espace Sahélien »</p>	G5 Sahel
Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent	<p>Intitulé de la formation : Séminaire sur la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent - Mali</p> <p>Cibles : Personnels des antennes régionales de la CELLRAD</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 24</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 2</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Clarification conceptuelle ; Présentation des facteurs de l'extrémisme violent</p>	G5 Sahel
Cybercriminalité et preuve numérique	<p>Intitulé de la formation : Formation et exercice sur « cybercriminalité et preuve numérique</p> <p>Cibles : Cadre des institutions du G5</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 23</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : -</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Les aspects géostratégiques de la cybercriminalité ; Typologies des infractions liées à la cybercriminalité et traduction juridique ; Le fonctionnement des réseaux et de l'internet ; Introduction à la preuve électronique ; Les sources de preuve électronique ; Perquisitions -Autorités et autorisations, préparation et planification, témoins et spécialistes externes ; Perquisitions et saisie ; Scénarii de saisie pour une analyse à froid ; Scenarii pour analyse en temps réel ; Mode opératoire d'une attaque en vol de données</p>	G5 Sahel

<p>Délinquance Economique et Financière</p>	<p>Intitulé de la formation : Formation Délinquance Economique et Financière Cibles : Cadre des institutions du G5 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 24 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : - Contenu de la formation et compétences acquises : Rappel sur les structures internationales de lutte la délinquance économique et financière et sur l'enquête patrimoniale ; Les phénomènes de la criminalité financière ; Procédure pénale générale, procédure pénale générale dédiée et textes internationaux : OHADA, GAFI, GIABA, GABAC ; Les moyens juridiques et humains de la lutte contre la criminalité économique et financière dans les pays du G5 Sahel ; L'enquête patrimoniale aux fins de détection de ressources injustifiées ou d'origine criminelle ;Le blanchiment et les flux financiers illégaux ; Exercice de mise en situation sur un cas concret de blanchiment d'argent ; Cours sur l'OSINF, Open source Information ; Les Monnaies traditionnelles, monnaies alternatives et crypto-monnaies</p>	<p>G5 Sahel</p>
<p>Gestion des frontières du Sahel</p>	<p>Intitulé de la formation : Gestion des frontières du Sahel sureté en milieu aéroportuaire Cibles : Cadre des institutions du G5 Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 25 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : - Contenu de la formation et compétences acquises : Mieux connaître les cadres réglementaires encadrant la circulation des personnes et des marchandises en vigueur dans l'espace G5Sahel ; Maîtriser l'ensemble des procédures de contrôle des personnes et des biens à l'usage en particulier en matière de communications aériennes ; Sensibiliser aux multiples menaces potentielles sur les aéroports ; Initier des techniques de détection de la fraude aux documents officiels ; Initier aux nouvelles technologies en place dans les aéroports ; Maîtriser les techniques de base du recueil et de la transmission de renseignement ; Maitriser les techniques d'inspection filtrage ; Sensibiliser aux questions éthiques et la déontologie notamment en matière de respect des droits humains, du genre et des obligations légales auxquelles sont soumis les forces de sécurité en matière de contrôle des flux de personnes et de biens dans l'espace du G5 Sahel</p>	<p>G5 Sahel</p>

Education

<p>Appui psychosocial en milieu scolaire</p>	<p>Intitulé de la formation : Appui psychosocial en milieu scolaire (PSS) Cibles : enseignants du camp Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 135 Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 25 Contenu de la formation et compétences acquises : prise en charge psychosociale en classe à travers 5 modules ; Introduction aux activités participatives de PSS ; Renforcer la résilience à travers la coopération Réflexion prospective ; Classe propice à la guérison ; Apprentissage par le jeu</p>	<p>UNICEF</p>
--	---	---------------

Appui psychosocial en milieu scolaire	<p>Intitulé de la formation : Appui psychosocial en milieu scolaire (PSS)</p> <p>Cibles : enseignants de la communauté hôte</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 110</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 34</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : prise en charge psychosociale en classe à travers 5 modules ; Introduction aux activités participatives de PSS ; Renforcer la résilience à travers la coopération</p> <p>Réflexion prospective ; Classe propice à la guérison ; Apprentissage par le jeu</p>	UNICEF
---------------------------------------	---	--------

Economie solidaire

Formateur sur Economie Sociale et Solidaire	<p>Intitulé de la formation : Economie Sociale et Solidaire</p> <p>Cibles : OSC marraine</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 5</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 5</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Etre capable de dispenser une formation en Economie Sociale et Solidaire aux OSC de base</p>	Jeunesse et Pouvoir d'agir
Concept Economie Sociale et Solidaire	<p>Intitulé de la formation : Economie Sociale et Solidaire</p> <p>Cibles : OSC de base</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 48</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 21</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Comprendre les valeurs et pratiques de l'Economie Sociale et Solidaire</p>	Jeunesse et Pouvoir d'agir

Migration

Réinsertion migrants au retour	<p>Intitulé de la formation : Encourager la réinsertion socio-professionnelle des migrants de retour (BIT, Turin)</p> <p>Cibles : Manager, directeur de structure</p> <p>Durée : 5 jours</p> <p>Compétences acquises : organiser et mettre en place une offre de services pour les migrants de retour (diaspora, migrants saisonniers)</p>	Migracion
--------------------------------	--	-----------

Association

Gestion administrative et financière- ASSOCIATION	<p>Intitulé de la formation : Gestion administrative et financière</p> <p>Cibles : 70 Organisations OCB</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 75</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 81</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : capacité d'utilisation des documents administratifs et financiers</p>	OXFAM
Gouvernance interne des associations	<p>Intitulé de la formation : Gouvernance interne des associations</p> <p>Cibles : 70 OCB</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 94</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 116</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Meilleure connaissance des rôles et des responsabilités</p>	OXFAM
Genre	<p>Intitulé de la formation : Genre et Protection</p> <p>Cibles : 70 Organisations OCB</p> <p>Nombre d'Hommes ayant suivi la formation : 31</p> <p>Nombre de Femmes ayant suivi la formation : 36</p> <p>Contenu de la formation et compétences acquises : Meilleure compréhension de l'intégration de la dimension genre dans les projets de développement</p>	OXFAM

4. CREATION D'EMPLOIS

Dans le domaine spécifique à la création d'emplois décents, les projets et programmes de l'UE en Mauritanie ont créé durant cette année 77 emplois dans les BTP, 2 emplois dans des métiers para agricoles et 2 161 emplois dans l'Autonomisation des réfugiés (352 AGR et 1809 emplois dans appuis aux activités de maraîchage).

BTP	Emplois formels créés - Nombre d'Hommes : 51 - Nombre Femmes : 3 - Domaines de l'emploi formel créés :	PECOBAT
BTP	Emplois informels créés - Nombre d'Hommes : 19 - Nombre Femmes : 4 - Domaines de l'emploi informel créés :	PECOBAT
Métiers para agricoles	Emplois informels créés - Nombre d'Hommes : 02 - Nombre Femmes : 00 - Domaines de l'emploi informel créés : confection de bacs flottants et réalisation de travaux d'offsets et de billonnage avec un tracteur	SAFIRE
Autonomisation des réfugiés	Emplois informels créés- <u>Activités Génératrices de Revenus (AGR)</u> - Nombre d'Hommes/ Femmes : 352 - Domaines de l'emploi informel créés : du bétail sur pied, du lait et des produits laitiers, et de la couture <u>Appui des activités de maraîchage</u> - Nombre d'Hommes : 463 - Nombre Femmes : 1.346 - Domaines de l'emploi informel créés : maraîchage	UNCHR

5. DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE BASE

Nombre d'appui aux services sociaux de base et montant

Dans le développement des services de base, le partenariat UE-RIM a permis en 2019 aux acteurs du développement en collaboration avec les ministères technique de construire (i) dans le domaine de la jeunesse, 6 infrastructures jeunesse (4 à Nouakchott, 1 à Assaba et 1 au Trarza), (ii) dans le domaine de la santé, 5 infrastructures sanitaires (4 CRENI réhabilités/construits et 1 centre santé), (iii) dans le domaine de l'accès à l'eau, 157 forages et 4 puits, (iv) dans le domaine de l'éducation : 1 école secondaire complète, 4 écoles primaires complètes et 24 salles de classe et (v) dans le domaine de l'assainissement 642 latrines publiques et 17 528 latrine familiales.

Jeunesse	Infrastructures Jeunes - 4 salles polyvalentes construites - 1 maison des jeunes construite - -1 maison des jeunes réhabilitée	- Montant en régie : 5 104 364 Mru - Montant en régie : 750 000 Mru - Montant en régie : 600 162 Mru	Prévention des conflits
Santé	Infrastructures santé : Réhabilitation - Nombre de Centre de santé : 2 (CRENI Kankossa et Barkeol)	Montant en ouguiyas : - Montant : - Montant : 189.650 MRU - Montant :	TDH Italy

Education	Nombre d'Ecoles primaires construites complètes : 4 Nombre de Salles de classe construites : 24		PECOBAT
Eau	Nombre d'AEP (forages) : - Nombre de Puits : 4		PECOBAT
Assainissement	Nombre de latrines construites par le projet : 8		PECOBAT
Eau	Nombre d'AEP (forages) : 100		Eau potable et assainissement 5 wilayas
Assainissement	Nombre de latrines (publiques) construites par le projet : 642 - Nombre de latrines (familiales) construites les bénéficiaires : 17 528		Eau potable et assainissement 5 wilayas
Eau	Nombre d'AEP (forages) : 147 localités dotées de réseaux de distribution d'eau potable		Eau potable et assainissement Aftout
Assainissement	Nombre de latrines construites par le projet : 936 latrines publiques Nombre de latrines construites les bénéficiaires : 8 950 latrines familiales		Eau potable et assainissement Aftout
Santé	3 CRENI réhabilitation		MMS
Education	Nombre d'Ecoles secondaires complètes : 1 (au camp)	Montant : 3 873 047 90 MRU	UNICEF
Hydraulique	Infrastructures Hydraulique - Nombre forages pour AEP:10	Montant en ouguiyas : - Montant engagés:366.113 EUR	Sécurité et développement

6. ENVIRONNEMENT - DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES INNOVANTES/ ECONOMIE D'ENERGIE

Nombre d'appui aux services sociaux de base

Dans le cadre du développement du secteur Energie, 153 lampadaires solaires sont installées dans les quartiers périphériques de Nouakchott, 1926 branchements sociaux à Kiffa-Guerrou et 11 centres de collecte de lait en cours de construction dont un complètement équipé en 2019.

Elevage	Infrastructure : centre de collecte lait - Nombre 11 dont 1 a été équipé en 2019	Montant en ouguiyas : - Montant : 16 500 000 MRU	PROGRES LAIT
Eclairage public	Infrastructure : Lampadaires solaires dans les quartiers périphériques - Nombre : 153	Montant en ouguiyas : - Montant : 7 894 800 MRU	ARREDUN
Electricité	Infrastructure : Branchements sociaux au réseau basse tension de la zone Kiffa-Guerou - Nombre : 1926 en 2019		CENTRALE DE KIFFA



Cette publication est réalisée avec le soutien technique et financier de l'Union européenne.
Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



CAON

Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs
Direction Générale des Financements, des Investissements Publics et de la Coopération Economique
Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du FED
BP 3006 Nouakchott-Mauritanie
Tél. : 222/ 45 25 25 63
Email : caon@economie.gov.mr

DUE

Délégation de l'Union européenne en Mauritanie
Rue 42 - 163 Tivragh Zeina - B.P 213 - Nouakchott - Mauritanie
Tél. : 222/ 45 25 27 24
<http://eeas.europa.eu/delegations/mauritania>

